

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

25 JANVIER 2018

N°177

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE
RAA DU 25 JANVIER 2018

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 25 janvier 2018</i>)	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS (<i>Conseil du 25 janvier 2018</i>)	163
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES (<i>janvier 2018</i>)	359

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

Pages

HORS COMMISSION.....	7
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION.....	57
CULTURE.....	61
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT.....	79
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT.....	84
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE.....	104
FINANCES.....	108
LOGEMENT	114
RESSOURCES HUMAINES	143
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	151

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2018-3	Actualisation du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du domaine d'O - Désignation	8
M2018-4	Schéma de mutualisation : bilan 2017 et perspectives	11
M2018-5	Schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le département de l'Hérault - Convention de mise en œuvre - Approbation - Autorisation de signature	16
M2018-6	Mise en œuvre de la médiation dans le ressort du tribunal administratif de Montpellier - Convention - Autorisation de signature	19
M2018-7	Conseil de développement - Prise en charge des frais de transports, d'hébergement, de restauration des membres du Conseil de Développement et des tiers extérieurs invités à participer à ses travaux - Approbation	22
M2018-8	Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation	25
M2018-9	Attractivité - Mission de prospection entreprises innovantes - Londres - du 18 au 20 janvier 2018	50
M2018-39	Fonds de solidarité pour le logement - Actions Logement 2018 - Attribution de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation	54
N°DELIB	AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	PAGES
M2018-16	Marché d'Intérêt National (MIN) Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de lancement de l'étude de définition du Schéma Directeur - Demande de subventions pour les études d'élaboration du Schéma Directeur du MIN	58
N°DELIB	CULTURE	PAGES
M2018-30	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Association Club Services Loisirs - Groupe d'Entraide Mutuelle Rabelais - Autorisation de signature	62
M2018-31	Musée Fabre - Convention de mécénat avec la Banque Dupuy, de Parseval - Autorisation de signature	65
M2018-32	Prise en charge des frais d'hébergement, de transport et de restauration aux frais réels dans le cadre du programme annuel 2018 de rencontres littéraires et d'animations de la Direction des médiathèques et du livre - Approbation - Autorisation de signature	68
M2018-33	EPIC du Domaine d'Ô - Désignation d'une directrice par intérim - Approbation	70
M2018-34	Médiathèques - Convention de coopération documentaire pour la constitution d'une base de données numériques de la presse ancienne avec l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture - Autorisation de signature	73
M2018-35	Prise en charge de frais de déplacement à l'étranger dans le cadre de la préparation de la candidature au titre de capitale européenne de la culture - Approbation	76
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
M2018-17	Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Convention cadre - Approbation	80
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT (suite)	PAGES
M2018-10	Commune de Beaulieu - Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	85
M2018-11	Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de la Ville de Montpellier - Composition de la commission locale du site patrimonial remarquable	89

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
M2018-12	Développement et Aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat - Commune de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefraise - Avenant N° 1 à la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie	93
M2018-13	Commune de Montpellier - Programme modificatif des équipements publics de la ZAC Nouveau Saint-Roch - Accord de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	95
M2018-14	Instauration du Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole relatif à la parcelle cadastrée AR 1 située sur la commune de Jacou	98
M2018-15	Projet Urbain Partenarial Avenue de Mireval - parcelle AK 92 - ICADE - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de PUP - Convention de reversement à la Commune - Approbation - Autorisation de signature	101
N°DÉLIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	PAGES
M2018-27	Avenant n°4 à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis - Autorisation de signature	105
N°DÉLIB	FINANCES	PAGES
M2018-1	Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires - Adoption	109
M2018-2	Gestion de la dette - Demande de reconduction du fonds de soutien	111
N°DÉLIB	LOGEMENT	PAGES
M2018-18	Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2017 - Avenant n°3 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'ANAH - Autorisation de signature	115
M2018-19	Création de 64 logements sociaux d'insertion, résidence ' François Villon ' bât A et B, 240 avenue de Lodève à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	118
M2018-20	Réhabilitation de 278 logements sociaux - résidence ' Cap Dou Mail', avenue de Louisville à Montpellier - Garantie d'emprunt à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	121
M2018-21	Amélioration de 86 résidences de logements sociaux à Baillargues, Fabrègues, Montpellier, Lattes, Lavérune, Le Crès, Saint Jean de Védas et Vendargues - Garantie d'emprunt à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	124
M2018-22	Construction de 7 logements en location-accession - Résidence ' Notre Dame ', 278 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Convention - Autorisation de signature	127
M2018-23	Construction de 9 logements sociaux - Résidence ' Tangerine ' - 16 route de Montpellier à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	131
M2018-24	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de vingt-huit logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	134
M2018-25	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - attribution de subventions pour la réhabilitation de 22 logements - Délibération n°14976 du 2 novembre 2017 - Modification	137

N°DÉLIB	LOGEMENT (suite)	PAGES
M2018-26	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - attribution de subventions pour la réhabilitation de quatre logements - Autorisation de signature	140
N°DÉLIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
M2018-28	Renouvellement de l'Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte Contre le Cancer) - Approbation	144
M2018-29	Modification du tableau des emplois et des effectifs	147
N°DÉLIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
M2018-36	Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) portant sur les espaces métropolitains du pôle Cadoule Béranger - Demande de subvention - Approbation	152
M2018-37	Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Saint Drézéry, Saussan et Le Cres modifications - Approbation - Autorisation de signature	155
M2018-38	Programmation 2018 - Travaux d'enfouissement de l'éclairage public sur les communes de Castries, Vendargues - Travaux de rénovation de l'éclairage public sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques et Grabels - Modification de la convention financière pour les travaux sur la commune de Laverune - Approbation - Demande de subventions - Autorisation de signature	159

HORS COMMISSION

149



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Actualisation du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du domaine d'O - Désignation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il est proposé d'actualiser la représentation de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'organisme suivant :

- L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du domaine d'O.

Le Président propose en tant que représentant titulaire Madame Véronique DEMON en lieu et place de Madame Sonia KERANGUEVEN.

La candidature de Monsieur Roger CAIZERGUES est également proposée à l'Assemblée par Madame Isabelle TOUZARD pour le groupe de Coopération Métropolitaine.

En l'application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, et sur proposition du Président, l'Assemblée décide à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret, mais par un vote à main levée.

A l'issue d'un vote à main levée, Madame Véronique DEMON est élue avec 51 voix, la candidature de Monsieur Roger CAIZERGUES, ayant recueilli 17 voix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée ;
- procéder à cette désignation et autoriser la représentante ainsi désignée à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole
Hors commission



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Schéma de mutualisation : bilan 2017 et perspectives

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13448 du 16 décembre 2015, le Conseil de Métropole a adopté le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes après avis unanimement favorables des conseils municipaux.

L'article L. 5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que « chaque année, lors du Débat d'Orientation Budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant ».

S'agissant du bilan du schéma de mutualisation 2017, cette délibération portera sur la double démarche prévue initialement dans le schéma :

- La coopérative de services aux communes (hors transfert de compétence : voirie...) avec un bilan de l'ensemble des projets de coopération ;
- Le rapprochement des administrations Métropole-Ville de Montpellier via l'impact sur les effectifs liés à la création de services communs.

Le bilan du schéma 2017 est présenté en détail dans le document ci-annexé comportant une analyse consolidée de l'avancement de la coopérative de services et de la création des services communs ainsi que pour chacune des actions de coopération une fiche bilan avec le rappel des objectifs 2017, les points forts d'avancement de l'action sur l'année écoulée, les indicateurs synthétiques associés, les difficultés rencontrées et les perspectives d'évolution de l'action pour 2018. Une première appréciation de la contribution de chaque action aux finalités du schéma est également proposée pour chaque fiche bilan.

1. RAPPEL SUR LE SCHEMA DE MUTUALISATION

Sur la période 2014-2020, le schéma de mutualisation est conçu comme un espace de projets au sein du bloc communal permettant aux communes volontaires, à la Ville de Montpellier et à la Métropole de partager de l'expertise, des compétences et des moyens dans le respect des souverainetés communales.

Dans ses objectifs, le schéma vise à améliorer la coordination du bloc communal, des services et la mise en cohérence des politiques publiques. Les mutualisations consenties respectent les volontés communales et préservent la possibilité de rythmes d'avancement différenciés.

2. LA METHODE

Le schéma de mutualisation adopté en 2015 encadre très précisément le dispositif d'évaluation annuel du schéma.

2.1 – POUR LA COOPERATIVE DE SERVICES

L'évaluation propose un éclairage sur les changements produits par les actions déployées, les moyens mis en œuvre, l'organisation et la conduite du partenariat propre à chacune des actions. Elle repose sur 3 étapes temporellement imbriquées :

- A partir de 2016 annuellement : un bilan d'étape annuel qui rend compte de ce qui a été fait chaque année.

- **A partir de 2017 annuellement** : un suivi évaluatif qui vient compléter le bilan d'étape annuel permettant d'apprécier les premiers résultats attendus et d'ajuster les actions le cas échéant. Le bilan 2017 proposera une série d'indicateurs de moyens et de résultats.

- A partir de 2019, une évaluation globale du schéma pour apprécier les effets attendus au regard des objectifs stratégiques et proposer des préconisations.

2.2 POUR LA DEMARCHE DE CONVERGENCE

Elle obéit au respect de 3 principes fondamentaux : transparence, neutralité financière et progressivité.

- La **transparence** : cette démarche de mutualisation a fait l'objet d'une présentation d'ensemble en Conférence des maires comme en Conseil de Métropole au printemps 2016. Chacune de ses déclinaisons successives est soumise à l'approbation du Conseil de Métropole après présentation en commission ressources humaines comme en comité technique. Sur le plan du dialogue social et managérial, l'ensemble des mutualisations engagées ont fait l'objet d'intenses discussions tant sur les objectifs que sur les modalités de mise en œuvre. Enfin, le rapport, qui sera renouvelé chaque année au moment du débat d'orientation budgétaire (DOB), sera l'occasion de présenter un bilan d'étape précis de la démarche, dans ses aspects quantitatifs et qualitatifs.
- La **neutralité financière** : chaque mutualisation, qu'elle concerne un ou plusieurs postes de travail fait l'objet d'une convention de service commun et d'une fiche d'impact. Ces documents présentent de façon très détaillée les effectifs et postes concernés par la mutualisation et les modalités de répartition des charges entre la Ville et la Métropole. Afin de garantir une stricte neutralité financière du transfert, la clef de répartition adoptée consiste la plupart du temps à appliquer un prorata des masses salariales respectives des effectifs transférés dans le service commun à la date de constitution de ce dernier. En outre, les frais engagés sont facturés chaque semestre au réel, ce qui garantit une juste compensation de la charge transférée contrairement au mécanisme de l'attribution de compensation, qui prévaut pour les transferts de compétence et qui fige une bonne fois pour toutes les flux de remboursement. Ces mécanismes combinés sont de nature à garantir que la Métropole ne prend pas à sa charge nette des dépenses de personnel de la Ville qui ne lui incombent pas et inversement.
- La **progressivité** : contrairement à beaucoup d'autres entités qui ont fait le choix de mutualisations massives entre la Ville-centre et la Métropole en début de mandat, le processus engagé entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans une logique de progressivité afin de permettre des ajustements, et éventuellement des pauses en fonction des réalités rencontrées.

3. BILAN 2017 : ANALYSE CONSOLIDÉE

3.1 POUR LA COOPERATIVE DE SERVICES AUX COMMUNES

Le schéma de mutualisation initial proposait de déployer 27 actions réparties en 15 actions dites « état des lieux », c'est-à-dire correspondant à des pratiques de coopération existantes au moment de l'élaboration du schéma en décembre 2015 et 12 nouveaux projets de coopération dits « actions prospectives » à mettre en œuvre sur la durée du mandat.

En 2017, 2 nouvelles coopérations ont été développées portant le portefeuille d'actions de la coopérative de services à 29 actions :

- Le projet Ecométropole, porté par l'Ecolothèque de la Métropole et proposant une offre de services aux communes (ateliers, formation, mise en réseau...) en matière d'éducation à l'écologie et à l'environnement durable pour les équipes pédagogiques et péri-scolaires des communes.
 - L'appui aux communes en matière d'ingénierie pour la restauration collective (appui à la rédaction des cahiers des charges, approvisionnement local, amélioration de la qualité...) porté par la Direction de la politique alimentaire de la Ville de Montpellier.
- 19 actions ont avancé concrètement de façon opérationnelle et produit des réalisations en 2017. L'ensemble des 12 actions prospectives a été lancé en 2017.

Il a été proposé de différer la conduite de plusieurs actions (observatoire foncier, réseau périscolaire...) soit pour des raisons d'évolution législative, soit parce que la création de service commun Métropole-ville de Montpellier est un préalable à la coopérative, soit afin que les directions mobilisées puissent intégrer les actions dans leur plan de charge.

	2016	2017
Nombre total d'actions	27	29
Nombre d'actions « prospective » démarrées	10 sur 12	12 sur 12
Nombre d'actions « existantes » différées	1 sur 15 (archives)	2 (observatoire foncier, archives)
Nombre d'actions « prospective » différées		3 (périscolaire...)
Nombre d'actions à retirer du schéma (proposition) car traitées hors coopérative de services		2 (ADS, PCAET) car traitées en dehors de la coopérative

Il est également proposé de retirer 2 actions du schéma de mutualisation : Autorisations Droits des Soins (ADS) et Plan Climat Air-Energie Territorial (PCAET) qui ne relèvent ni du périmètre ni de la méthodologie de déploiement de la coopérative de services.

3.2. POUR LA CONVERGENCE METROPOLE-VILLE DE MONTPELLIER

Le processus de rapprochement engagé entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans une logique de progressivité afin de permettre des ajustements, et éventuellement des pauses en fonction des réalités rencontrées. Ainsi, la démarche a-t-elle débuté, entre novembre 2014 et novembre 2016, par des mutualisations de postes d'encadrement uniquement (Directeur général des services, Directeur du protocole, Directeur de la communication, Directeur des affaires juridiques et de la commande publique, Directrice du secrétariat général) avant de s'élargir à compter de début 2017 à des services complets (Communication en mars 2017, ressources humaines et relations sociales en mai 2017, courrier, urbanisme et aménagement, ou encore culture au 1^{er} janvier 2018).

Au 1^{er} janvier 2018, 440 postes, soit 7,48 % des postes permanents de la Ville et de la Métropole ont intégré des services communs, ce qui représente une part relativement faible en comparaison d'autres métropoles plus intégrées comme Strasbourg, Nantes ou Bordeaux. Le détail de la répartition des services communs est donné dans le rapport ci-annexé.

Une rapide prospective amène à considérer que ces effectifs intégrant des services communs devraient approximativement atteindre le plafond de 600 agents en fin de mandat. La mutualisation a permis à ce jour d'économiser 8 postes d'encadrement (cadres A) à porter à 11 postes d'ici fin 2018.

Comme vu plus haut, la charge financière des services communs est répartie entre les deux entités en application d'une clé de répartition, variable selon les services, et qui génère des flux de remboursement. En 2017, la refacturation de la Métropole à la Ville de Montpellier s'élève à 4 760 325 €. Quant à la Ville de Montpellier, elle refacture 150 491 € à la Métropole pour 2017.

Au final pour 2017, les coopérations conduites dans le cadre de la coopérative de services ont permis des avancées non négligeables pour le bloc communal car elles ont renforcé les synergies par la mise en commun des savoir-faire et des expertises. Les réseaux thématiques constitués et actifs témoignent du besoin de partage d'expériences/d'informations et contribuent à la montée en compétence collective. Au-delà de l'impact financier difficile à mesurer à ce stade, la coopérative de services assure l'accès à une offre de services supplémentaires pour les communes.

Le même constat est fait par l'AdCF (l'Assemblée des Communautés de France) dans son rapport de 2016 sur les schémas de mutualisation de plusieurs EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) qui pour la plupart ont également mené des mutualisations d'organisation, de gestion et d'expertise avec de faibles niveaux d'intégration au sein des intercommunalités.

Enfin en 2017, les équipes projets mobilisées ont exprimé le besoin d'améliorer la communication technique interne au projet de coopérative de services. Un site web collaboratif dédié à la mutualisation, ouvert aux élus métropolitains, de la ville de Montpellier et aux administratifs des 2 entités est en cours de développement par la Direction des Ressources Informatiques de la Métropole. Cette plateforme sera livrée en février 2018 et permettra de suivre en temps réel les avancées de la coopérative de services aux

communes sur chacune des 29 actions que compte le schéma fin 2017.

4. PERSPECTIVES 2018

Au vu des actions de coopération conduites au sein de la coopérative de services, il est proposé de les déployer plus avant avec les communes volontaires et qui souhaitent s'impliquer dans l'animation des équipes projets et des réseaux thématiques.

Il est également proposé de poursuivre la démarche d'évaluation engagée action par action en 2017, l'élaboration des indicateurs étant clairement établie dans les feuilles de route des équipes projets.

De nouvelles actions sont en cours de réflexion au plan technique au sein des équipes projets comme l'élaboration d'une cartographie des équipements et des pratiques sportives à l'échelle métropolitaine. Ces actions seront présentées en Conférence des maires courant 2018, le schéma de mutualisation 2018 pourra alors faire l'objet d'un avenant.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- prendre acte de la transmission du bilan d'étape 2017 du schéma de mutualisation ainsi que des perspectives d'évolution ;
- approuver le bilan du schéma de mutualisation 2017 et les perspectives 2018 ;
- intégrer dans le schéma de mutualisation le projet Ecométropole et l'action d'appui aux communes en matière de restauration collective ;
- retirer du périmètre de la coopérative de services l'action Autorisation droits des sols et PCAET ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 16 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAURE



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture:

- BilanSDM2017-consolidéV19-01-2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le département de l'Hérault - Convention de mise en œuvre - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans son article 98 (applicable au 1er Janvier 2016), la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), promulguée le 7 août 2015 prévoit la mise en place de SDAASAP : « Sur le territoire de chaque département, l'Etat et le Département élaborent conjointement un Schéma Départemental D'amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASAP), en associant les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. [...] Ce schéma définit, pour une durée de six ans, un programme d'actions destiné à renforcer l'offre de services dans les zones présentant un déficit d'accessibilité des services. [...] Il dresse une liste des services au public existant sur le territoire départemental à la date de son élaboration ou de sa révision, leur localisation et leurs modalités d'accès. »

Bien que ce document concerne essentiellement les structures intercommunales rurales, il a aussi vocation à s'appliquer sur tout ou partie du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole touché par une carence d'accès à des services essentiels pour le bien-être et le développement des populations notamment l'accès aux soins dans certains quartiers prioritaires de la ville, ou la connexion au haut débit dans plusieurs communes éloignées du centre urbain dense.

Montpellier Méditerranée Métropole participera aussi à sa réalisation dans le cadre des coopérations qu'elle développe avec les EPCI partenaires ou voisins.

Le Schéma Départemental D'amélioration de l'Accessibilité des Services au Public de l'Hérault fixé par arrêté préfectoral du 27 Octobre 2017 établit, sur la base d'un diagnostic issu d'une concertation élargie, un plan d'actions pour les 6 prochaines années autour de 9 axes prioritaires de travail :

- Organiser les capacités de prise en charge médicale sur l'ensemble du territoire héraultais ;
- Coordonner un réseau d'accueil social partenarial et de proximité ;
- Optimiser et diversifier l'offre de mobilité notamment hors des itinéraires de flux ;
- Améliorer la couverture et développer les usages des réseaux internet et mobile ;
- Maintenir et dynamiser l'offre de services de proximité des petits pôles ruraux ;
- Adapter et diversifier l'offre d'accueil et d'accompagnement afin de répondre aux besoins de tous les publics ;
- Conforter une offre d'accueil et d'activité enfance-jeunesse attractive et accessible à tous ;
- Maintenir un maillage accessible et des conditions de scolarisation adaptées ;
- Améliorer la visibilité et l'accessibilité de l'offre d'accompagnement vers l'emploi

Un projet de convention a été établi pour formaliser les engagements de l'Etat, du Département, des Epci à fiscalité propre et des personnes morales en charge des principaux services à la population, pour la mise en œuvre de ces orientations. Elle définit à ce titre les modalités et les instances de suivi, la mise en place d'un observatoire permettant d'évaluer et de mesurer l'avancée des actions, de rendre compte des progrès et des obstacles, de communiquer sur ce dossier.

Au titre de l'année 2018 cinq actions ont été priorisées et feront l'objet de groupes de travail dédiés :

- Organiser l'offre de consultation de santé sur l'ensemble du territoire
- Constituer un réseau des maisons de services aux publics
- Organiser une offre de mobilité complémentaire en dehors des itinéraires de flux
- Accompagner la mise en place du Très Haut Débit sur l'ensemble du Territoire Départemental
- Veiller au maintien des commerces de proximité

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise en œuvre du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public du département de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Mise en œuvre de la médiation dans le ressort du tribunal administratif de Montpellier - Convention - Autorisation de signature

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les articles L 213-1 et suivants du Code de justice administrative, issus de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXème siècle et R 213 et suivants issus du décret n°2017-566 du 18 avril 2017 relatif à la médiation dans les litiges relevant de la compétence du juge administratif permettent à des parties ayant à connaître d'un différend de recourir à la médiation soit en dehors de toute procédure juridictionnelle, soit postérieurement à la saisine d'une juridiction administrative.

Le processus de médiation peut être déclenché soit à l'initiative des parties, soit à l'initiative du président de la formation de jugement après avoir recueilli l'accord des parties.

C'est dans ce contexte que la Cour administrative d'appel de Marseille et le Tribunal administratif de Montpellier dans un souhait de diffusion de la culture de la médiation en remplacement de l'action du juge, ont sollicité Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est ainsi proposé de signer une convention dont le but est de fixer un cadre de référence pour les parties qui s'engagent dans une médiation conventionnelle libre ou mettant en œuvre une clause contractuelle prévoyant une médiation.

La médiation est exercée dans les délais de recours contentieux et de prescription applicables au litige pour pouvoir valablement interrompre le premier et suspendre le second.

Le président de juridiction recueille l'avis des parties sur le choix du médiateur. Celui-ci peut être une personne physique ou morale. Cependant tout médiateur devra se conformer à la charte éthique du médiateur.

Les frais de médiation sont à la charge des parties.

La convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Tribunal administratif de Montpellier et la Cour administrative d'appel de Marseille est passée pour une durée de 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter les termes de la convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal administratif de Montpellier ;
- dire que les frais relatifs à la médiation sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

26 JAN. 2018



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 034-243400017-20180126-M2018-6-DE

Réception en Préfecture : 26 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Conseil de développement - Prise en charge des frais de transports, d'hébergement, de restauration des membres du Conseil de Développement et des tiers extérieurs invités à participer à ses travaux - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Conseil de Métropole, par délibération n°12723, a adopté, à l'unanimité, la constitution du Conseil de Développement et de son Bureau lors de sa séance du 5 février 2015.

Par arrêté n°A2015-53 du 2 mars 2015, délégation a été attribuée à Mme Katia Vidic pour siéger au sein du Conseil de Développement en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. A ce titre, elle exerce l'ensemble des missions et fonctions relevant du Président du Conseil de Développement. Elle est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

Dans le cadre de leurs fonctions, la Présidente du Conseil de Développement, ou son représentant, des membres du Conseil de Développement peuvent être amenés à participer à des déplacements liés à leurs fonctions, ou à des manifestations afin de contribuer au travail de réflexion, de prospective et de proposition de cette instance.

La Présidente du Conseil de Développement pourra également inviter des experts dûment désignés par elle ou son représentant lorsque leur expérience et leur compétence apparaissent nécessaires pour atteindre les objectifs attendus.

Afin de permettre aux membres du Conseil de Développement et aux experts susceptibles d'être désignés dans les conditions mentionnées ci-dessus de mener à bien ces missions, il est proposé de prendre en charge les frais réels de leurs déplacements, leurs hébergements et leurs restaurations, dans la limite des textes réglementaires de la Fonction publique territoriale, lorsqu'ils participent à des manifestations, colloques, séminaires, réunions de travail, contribuant aux missions d'analyse et de propositions du Conseil de Développement.

Cette prise en charge s'effectuera sur la base de lettre d'invitation individuelle signée par la Présidente ou son représentant précisant la date, le lieu, l'objet et le montant des frais pris en charge. Concernant les déplacements de Madame la Présidente du Conseil de Développement, ses ordres de mission seront signés par le Président de la Métropole ou son représentant.

Le financement pour ces déplacements est plafonné à 4 000 € HT et celui pour les frais de missions (hébergements, restauration) est plafonné à 4 000 € HT en 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge des frais réels de transports, d'hébergement et de restauration concernant les membres du Conseil de Développement lors de leurs déplacements ainsi que pour les tiers extérieurs invités à participer aux travaux du Conseil de Développement, conformément aux dispositions ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 15 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Hors commission



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

01 30 40
40 33 44

Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

Par ailleurs, il est proposé au Conseil de modifier certains intitulés de commissions, la liste des commissions est donc proposée comme suit :

- Administration générale, affaires juridiques et contentieux ;
- Agro-écologie et alimentation ;
- Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage ;
- Culture ;
- Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat ;
- Energie et transition énergétique ;
- Finances ;
- Gestion des temps, accessibilité, autonomie et handicap ;
- Logement ;
- Participation citoyenne, performance et évaluation des politiques publiques ;
- Planification et aménagement durables du territoire, foncier ;
- Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;
- Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche ;
- Relations internationales, tourisme, parcs d'activité ;
- Ressources humaines ;
- Sécurité ;
- Service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Sports et traditions sportives ;
- Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique ;
- Transports et mobilité ;
- Voirie, espace public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise à jour des commissions définies ci-dessus ;
- approuver la composition des commissions telle qu'annexée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



81 30 20
12 33 44

Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau Commissions_MàJ Conseil du 25_01_2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Composition des Commissions

Conseil de Métropole

Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GABORIT	France	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	NAZET MARSON	Magali	Jacou
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	GREPINET	Alain	Juvignac
CASSAR	Michèle	Pignan	ANDREU	Francis	Lattes
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	LUZY	Hélène	Le Crès
LLORET	Eliane	Sussargues	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Agro-écologie et alimentation

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	BASSOUL	Evelvne	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	ESCURET	Serge	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	VINDOLET	Thierry	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
RAYMOND	Joël	Montaud	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	VIDAL	Maurice	Cournonsec
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Cournonterral
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	LACHENAL	Renaud	Grabels
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	MARINES	Jean François	Grabels
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	BAUDOUIN	Christine	Jacou
LLORET	Eliane	Sussargues	PLANCKE	Nicole	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			SANICOS	Claire	Le Crès
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	SUAY	Régine	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
BUONO	Rosy	Lattes	MAINADIER	Solange	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BARON	Monique	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BREDA	Isabelle	Cournonsec
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrigues
MALEK	Jérémie	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
HART	Clare	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RICO	Jean-Pierre	Pérols	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juvignac
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			TUAL	Daniel	Juvignac
			LACOMBE	Guy	Lattes
			PACE	Hélène	Lattes
			ROUBEAU	Sébastien	Le Crès
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			ORRICO	Patricia	Prades le Lez
			ZIRAoui	Samira	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			VESSIOT	Arlette	Saint Jean de Védas
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			MARES	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Culture

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
BONNAL	Pierre	Le Crès	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
BARRAL	Guy	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Coumonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Coumonsec
HART	Clare	Montpellier	PAUL	Richard	Coumonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	SAVIO	Laurent	Coumonsec
DANAN	Perla	Montpellier	FRANCES	Trinité	Coumonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	PRIVAT	Serge	Coumonterral
LARUE	Alex	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
MIRALLES	Patricia	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
TRAVIER	Bernard	Montpellier	CARITEY	Jean-Michel	Jacou
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	ROESCH	Laurent	Juvignac
FRECHE	Julie	Montpellier	BATIVELLI	Jacques	Lattes
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	FRAISSE	Dély	Lavérune
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	GAILLET	Murielle	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			GROS	Emilie	Montaud
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
			BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			GIMENEZ	Véronique	Pigan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,
innovation, artisanat**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	PERRIER	Thierry	Baillargues
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Gilbert	Castries	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BRISARD	Bernadette	Clapiers
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
SAVY	Jean-Luc	Juignac	VIDAL	Maurice	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
RAYMOND	Joël	Montaud	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
MARION	Chantal	Montpellier	CASTELL	Alain	Juignac
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juignac
BRISAUD	Anne	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
COTTE	Robert	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
NAVARRE	Caroline	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
DANAN	Perla	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
LARUE	Alex	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
HART	Clare	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
COUR	Christophe	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
DEMON	Véronique	Montpellier	MATTERA	Patrick	Pignat
PEREZ	Véronique	Montpellier	BERTOY	Françoise	Pérols
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
JAOL	Laurent	Saint-Brès	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			PAGES	Céline	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Geniès-des-Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Energie et transition énergétique

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ESCURET	Serge	Castries
BONNAL	Pierre	Le Crès	NOEL	Thierry	Clapiers
BRISSAUD	Anne	Montpellier	TEISSIER	Michel	Cournonterral
COUR	Christophe	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrigues
DASYLVA	Titina	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
QUILES	Thierry	Pignan	BRAEMER	Luc	Juvignac
RICO	Jean-Pierre	Pérois	GRAVIER	Eugène	Juvignac
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LACOMBE	Guy	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	PETIT	François	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			MOUTOU BAZIN	Valérie	Montferrier-sur-lez
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Finances

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	GUIZARD	Christian	Courmonterral
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	AUFRANC	Thierry	Grabels
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	NAZET MARSON	Magali	Jacou
CALVAT	Renaud	Jacou	GREPINET	Alain	Juvignac
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	MARTIN	Eliane	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	PEREZ	Michel	Lavérune
BONNAL	Pierre	Le Crès	JEAN	Bernard	Le Crès
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	ANGELVIN	Céline	Montaud
COUR	Christophe	Montpellier	CABAS	Marie-Hélène	Montferrier-sur-Lez
LEVITA	Max	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	RASSAT	Thibault	Montpellier
BRISAUD	Anne	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
DASYLVA	Titina	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérois
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	BARDIN	Isabelle	Pignan
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
PELLET	Yvon	Saint-Geniès-des Mourgues	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Geniès-des Mourgues
			CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Eric	Lattes	ALLOUCH	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
BONNAL	Pierre	Le Crès	DALAINÉ	François	Castries
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
MALEK	Jérémie	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
NAVARRE	Caroline	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	GINE	Martine	Cournonterral
			EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ACQUAVIVA	Marcel	Lattes
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PIOCH	Daniella	Montferrier-sur-lez
			AYACHE	Sophia	Montpellier
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			SIRVEN	Françoise	Saint-Drézéry
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Logement

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
BUONO	Rosy	Lattes	CHALME	Sophie	Grabels
DONADA	Carole	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BONNET	Marie-France	Jacou
PASTOR	Eric	Lattes	BRAEMER	Luc	Juvignac
RONNAL	Pierre	Le Crès	MERLET	Hélène	Juvignac
COUR	Christophe	Montpellier	LENOIR	Philippe	Lavérune
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
COTTE	Robert	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	CONESA	André	Pérols
VERA	Joël	Saussan	MIRAULT	Xavier	Pérols
LLORET	Eliane	Sussargues	MORETEAU	Colette	Pérols
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			ZIRAoui	Samira	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Participation citoyenne, performance et
évaluation des politiques publiques**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	EHRlich	Célia	Grabels
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	FLACHER	Bruno	Grabels
BODKIN	Maud	Montpellier	NAZET-MARSON	Magali	Jacou
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROQUES	Michel	Juvignac
CASTRE	Gérard	Montpellier	VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
HART	Clare	Montpellier	ANDREU	Francis	Lattes
RICO	Jean-Pierre	Pérols	JEAN	Bernard	Le Crès
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			RASSAT	Thibault	Montpellier
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	GINE	Martine	Cournonterral
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTY	Robert	Cournonterral
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
BRISAUD	Anne	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
COUR	Christophe	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
DEMON	Véronique	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	LEMAIRE	Yannick	Grabels
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MOULIN	Gaby	Jacou
MALEK	Jérémie	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juignac
MARION	Chantal	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	MODOT	Bernard	Lattes
BALAZUN	Geniès	Restinclières	LENOIR	Philippe	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PERVENT	Paloma	Lavérune
VERA	Joël	Saussan	CARBONELL	Gérard	Le Crès
LLORET	Eliane	Sussargues	LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			MAVEL	Catherine	Montaud
			BERTHET	Alain	Montferrier-sur-Lez
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoît	Pérols
			GALINIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
REVOL	René	Grabels	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	MARTY	Robert	Cournonterral
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrigues
MEUNIER	Cyril	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	PAGES	Jean-Louis	Grabels
BONNAL	Pierre	Le Crès	RUF	Thierry	Jacou
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	LOPEZ	Alexandre	Juignac
CASSAR	Michelle	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	LOPEZ	Lionel	Lattes
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	PETIT	François	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MILOSZYK	Francis	Le Crès
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
			COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			DEVOISSELLE	Brigitte	Montferrier-sur-lez
			PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérois
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
PASTOR	Gilbert	Castries	MARAVAL	Françoise	Courmonsec
REVOL	René	Grabels	PISCOT	Marc	Courmonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	GRIZARD	Christian	Courmonterral
MEUNIER	Cyril	Lattes	SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
BONNAL	Pierre	Le Crès	JOURDAN	Nicolas	Jacou
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	GRAVIER	Eugène	Juvignac
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
BRISAUD	Anne	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
COUR	Christophe	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	DE MONTLAUR	George	Montaud
TOUZARD	Isabelle	Murviel-les-Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
QUILES	Thierry	Pignan	ALBERNHE	Luc	Montpellier
GIANIEL	Isabelle	Pérois	ASSIE	Rémi	Montpellier
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	HALUSKA	Vincent	Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CINÇON	Sylvie	Pignan
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	MALEK	Jean-Marc	Pérois
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	BERTHELOT	Raphaël	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
			AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Courmonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Courmonsec
			LIATIM	Aïcha	Courmonsec
			SAVIO	Laurent	Courmonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
			MIRAL	André	Jacou
			ROQUES	Michel	Juvignac
			VIGNERONS	Emmanuelle	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAudeau	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			PUJOL	Roger	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Relations Internationales, Tourisme, parcs d'activité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	FRANCES	Trinité	Cournonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
COUR	Christophe	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
DANAN	Perla	Montpellier	MIFSUD	Nathalie	Lattes
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DE MONTLAUR	George	Montaud
LLORET	Eliane	Sussargues	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	TOUTAIN	Elisabeth	Montferrier-sur-lez
			HASARD	Françoise	Murviel-lès-Montpellier
			MATTERA	Patrick	Pignan
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques

Commission Ressources Humaines

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	NOEL	Thierry	Clapiers
BUONO	Rosy	Lattes	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	GUIZARD	Christian	Courmonterral
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	AUFRANC	Thierry	Grabels
BARRAL	Guy	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	MIRAL	André	Jacou
BODKIN	Maud	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
PENSO	Eric	Clapiers	TUAL	Daniel	Juvignac
BONNAL	Pierre	Le Crès	ANDREU	Francis	Lattes
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	CINÇON	Sylvie	Pignan
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	MARCO	Joseph	Pignan
BRISAUD	Anne	Montpellier	WASSELIN	Michèle	Pignan
CASTRE	Gérard	Montpellier	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
COUR	Christophe	Montpellier	BERTAUD	Xavier	Sussargues
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier			
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier			
MIRALLES	Patricia	Montpellier			
SANTARELLI	Marie-Hélène	Montpellier			
CASSAR	Michelle	Pignan			
JAOL	Laurent	Saint-Brès			

Commission Service public de l'eau et de l'assainissement

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VINDOLET	Thierry	Clapiers
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	PISCOT	Marc	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
REVOL	René	Grabels	FLACHER	Bruno	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MICHEL	Béatrice	Juvignac	RUF	Thierry	Jacou
DONADA	Carole	Lattes	GRAVIER	Eugène	Juvignac
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LENOIR	Philippe	Lavérune
MEUNIER	Cyril	Lattes	PETIT	François	Lavérune
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	MILOSZYK	Francis	Le Crès
BONNAL	Pierre	Le Crès	PINTARD	Céline	Le Crès
RAYMOND	Joël	Montaud	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PHILIPON	Pierre	Montaud
BRISAUD	Anne	Montpellier	ALBERNHE	Luc	Montpellier
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	ASSIE	Rémi	Montpellier
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	LITTON	Michel	Pérols
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	PELLET	Marc	Pérols
GIANIEL	Isabelle	Pérols	KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	SOUSSEN	Alain	Restinclières
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ROUDIL	Marc	Saint-Brès
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sports et Traditions sportives

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
BONNAL	Pierre	Le Crès	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
BRISAUD	Anne	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MARTIN	Hervé	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
JAOL	Laurent	Saint-Brès	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	CARNET	Olivier	Courmonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			MARIN	Lionel	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			RUIZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			NIVASSE	Patricia	Pérols
			MESSINA	Gaspard	Pignan
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Védas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			CREPIN	Jean-Yves	Villeneuve-lès-Maguelone



**Commission Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité
culture scientifique et technique**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BUONO	Rosy	Lattes	DALAINÉ	François	Castries
BONNAL	Pierre	Le Crès	VINDOLET	Thierry	Clapiers
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	GONDRAN	Claire	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
COUR	Christophe	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
AUDRIN	Jean-François	Saint Georges d'Orques	DE MONTLAUR	George	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	SALOMON	Samira	Montpellier
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	GUILLIANELI	Anne-Marie	Péroles
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			JAUMES	Sylvie	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			RASCALOU	Max	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Transports et Mobilité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	CARNET	Olivier	Cournonterral
JABADO	Claire	Grabels	PAGES	Jean-Louis	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	JOURDAN	Nicolas	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	TUAL	Daniel	Juvignac
PASTOR	Eric	Lattes	LACOMBE	Guy	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Lionel	Lattes
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTIN	Eliane	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
BRISSAUD	Anne	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
DASYLVA	Titina	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	CHARDES	Mylène	Montpellier
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	WASSELIN	Michèle	Pignan
CASSAR	Michelle	Pignan	CINÇON	Sylvie	Pignan
RICO	Jean-Pierre	Pérols	LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
GIANIEL	Isabelle	Pérols	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
JAOL	Laurent	Saint-Brès	SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LE BLEVEC	Loic	Saint-Drézéry
LLORET	Eliane	Sussargues	HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Voirie, espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
GRAND	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	ESCURET	Serge	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BASCOUL	Julien	Clapiers
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	NURIT	Gilles	Cournonsec
BRISAUD	Anne	Montpellier	PISCOT	Marc	Cournonsec
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrigues
MALEK	Jérémie	Montpellier	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
YOUSSEUS	Rabii	Montpellier	PAGES	Jean-Louis	Grabels
COUR	Christophe	Montpellier	JOURDAN	Nicolas	Jacou
CASSAR	Michèle	Pignan	GRAVIER	Eugène	Juvignac
BALAZUN	Génès	Restinclières	ANDREU	Francis	Lattes
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	LOPEZ	Lionel	Lattes
PETT	Eric	Saint Jean de Védas	MARTIN	Eliane	Lattes
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	PERVENT	Paloma	Lavérune
			PAU	Brigitte	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			SALOMON	Samira	Montpellier
			GALINIER	Denis	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			SCIALOM	Daniel	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

81 30 40
72 33 54

Attractivité - Mission de prospection entreprises innovantes - Londres - du 18 au 20 janvier 2018

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de son rayonnement et de son attractivité notamment auprès des entreprises apportrices de talents, Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'effectuer une mission de promotion du territoire, à Londres auprès du « Level 39 Technology Business Accelerator » et du quartier d'affaires « Canary Wharf ».

A l'échéance du Brexit en 2020, plusieurs incertitudes pèsent sur les entreprises implantées au Royaume-Uni et plus principalement à Londres :

- L'accès aux marchés et principalement au marché unique européen,
- L'accès au recrutement de personnel qualifié,
- La facilité d'obtention d'un visa de travail,
- La stabilité de la monnaie,
- L'accès aux investissements...

Ces incertitudes ont déjà amené des dirigeants d'entreprises à déménager ou à envisager de déménager avant la date de 2020 leurs activités en Europe.

Plusieurs secteurs sont touchés :

- Les établissements financiers - 75 000 suppressions d'emplois dans la finance sont programmés. Des grandes banques ont déjà décidé de s'implanter ailleurs : HSBC à Paris, Woori (Corée), Nomura et Daiwa (Japon), Standard Chartered (Angleterre) et Goldman Sachs (USA) à Francfort siège de la Banque centrale européenne. D'autres n'ont pas encore choisi leur lieu d'implantation mais ont décidé de partir comme JP Morgan Chase (USA) et UBS (Suisse).
- Dans le cadre du « ciel unique européen » accord qui permet de voler sans entrave dans le ciel européen, EasyJet a annoncé la création d'une nouvelle compagnie européenne en Autriche EasyJet Europe.
- Les Agences européennes - l'agence européenne du médicament à Amsterdam, l'Autorité bancaire européenne à Paris...
- Tous les groupes japonais qui ont leurs sièges au Royaume-Uni.
- Les Start-Up et les entreprises technologiques.

Sur les 3 millions de ressortissants de l'UE que compte le Royaume-Uni, 122 000 ont quitté le pays entre avril 2016 et mars 2017, selon les dernières estimations du Bureau national britannique des statistiques. C'est une hausse de 37 % par rapport à la même période un an plus tôt. Du jamais-vu depuis 2008, au moment de la crise financière.

33 % des entreprises britanniques ont renoncé à des investissements à la suite du Brexit. Les secteurs les plus concernés sont les services technologiques et les télécoms. Ces investissements retardés ou annulés représentent un montant de 65,5 milliards de livres.

Un problème majeur et récurrent depuis le référendum pour les entreprises technologiques est la pénurie de talent, qui est un vecteur essentiel au développement et à la croissance.

- Tech London Advocates, une organisation qui regroupe chefs d'entreprise, investisseurs et experts du secteur a réalisé en novembre, une enquête auprès de 5 400 créateurs d'entreprises technologiques, il apparaît que 30 % des chefs d'entreprises ont dû renoncer à l'embauche de personnel qualifié européen, faute de candidat.
- Ces créateurs d'entreprises technologiques affirment que "la pénurie de talents" affecte d'ores et déjà la réputation du Royaume-Uni en tant que pôle d'innovation.
- Ces créateurs estiment aussi que Londres serait déjà en passe de perdre son rang de leader mondial en matière d'innovation et de nouvelles technologies.



- Le Financial Times souligne que le secteur britannique des nouvelles technologies a besoin d'environ 180 000 travailleurs spécialisés venant des pays de l'Union européenne pour continuer à se développer.

Ces indicateurs laissent à penser que les entreprises technologiques et Start Up du Royaume-Uni sont dans une incertitude dans laquelle une entreprise jeune et à forte croissance ne peut rester. Le Gouvernement britannique l'a compris en s'engageant à baisser l'impôt sur les sociétés avant 2020 de 20 à 17 % et la baisse de la taxe des profits générés par les brevets de 12 à 10 % en 2017. La France n'est pas en reste avec les mesures annoncées en juin 2017 concernant l'accès aux financements et la simplification pour l'obtention d'un visa de travail. Un autre exemple de décembre 2017 avec le lancement d'un incubateur Fintech à la Défense, à l'initiative des services de l'Etat « *La Défense une alternative crédible, en termes d'attractivité et d'écosystème, aux meilleurs incubateurs européens.* » qui clairement affiche son intention de concurrencer le leader européen dans le domaine qu'est Londres actuellement.

La délégation sera reçue le 18 et 19 janvier à Londres par le Directeur de Canary Wharf Group pour une visite et une présentation du quartier d'affaires ainsi que pour la visite de l'accélérateur Level 39. L'objectif étant également de pouvoir contacter et faire une présentation du territoire auprès des entreprises susceptibles de s'implanter sur le territoire Métropolitain.

- **Canary Wharf** est un quartier d'affaires d'une quarantaine d'hectares développé en bordure de la Tamise située dans l'est londonien, dans le district de Tower Hamlets. Développé à partir des années 1980, il est devenu le plus important centre d'affaires de Londres après la City. Fin 2006, environ 90 000 personnes ...
- **Level 39**, Conçu par l'architecte de renommée mondiale Rafael Viñoly, 20 Fenchurch Street est visuellement distinctif, et est conçu pour une efficacité maximale avec une densité pour tous les services de 1 personne par 8 mètres carrés.

Développé par un partenariat de joint-venture entre deux des principales sociétés immobilières du Royaume-Uni, Canary Wharf Group et Land Securities, 20 Fenchurch Street offre 62 000 m2 de bureaux avec des vues panoramiques incomparables sur Londres. L'accélérateur Level 39 dispose de 7 500 m2 sur 3 étages.

Level 39 est considéré comme un des plus importants accélérateurs Fintech, Cyber sécurité, Technologies Smart City de niveau mondial.

Level 39 abrite 176 entreprises (500 emplois) dont plusieurs entreprises et collaborateurs français.

Il est proposé que la délégation soit composée d'un(e) élu(e) ainsi que de deux administratifs (es). Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 3 000 € TTC sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation de la mission telle que décrite ci-dessus ;
- approuver la participation d'un(e) élu(e) ainsi que de deux administratifs ;
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée 3 000 € TTC sur la base des frais réels ;
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 15 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

87-20-20
12-23-44



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Fonds de solidarité pour le logement - Actions Logement 2018 - Attribution de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI).

Par délibération n°15096 en date du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a décidé de confier la gestion financière et comptable du FSL à la CAF de l'Hérault et d'approuver les modalités du partenariat avec la CAF tel que défini par convention. La présente délibération vise, à la suite de la précédente, à entériner les concours financiers apportés par le FSL aux opérateurs portant les aides indirectes du FSL.

En effet, le Fonds de Solidarité Logement s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également comme prévu par les textes sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Pour rappel, le FSL est un « pot commun » alimenté de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation d'autres contributeurs partenaires : fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, CAF....

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions territoriales mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes et les territoires dans des démarches participatives et partenariales. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi apporter son soutien aux associations et organismes qui œuvrent dans ces domaines.

Ces actions concernent plusieurs domaines d'intervention :

- *Animer des ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant divers types de mesures en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Mener des actions de rénovation*, dans un but de réhabilitation des logements, ou de favoriser la maîtrise de leur consommation de fluides et de lutter contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *Mener des actions de médiation*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *Et gérer des appartements pour accéder à un hébergement d'insertion et de logement adapté*. Il s'agit de la prise à bail et de la gestion de logements par des opérateurs dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous location à bail glissant ou sous location simple pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Elles ont concerné 1 712 ménages en 2017 pour le territoire métropolitain.

Le budget prévisionnel 2018 du FSL métropolitain doit permettre de soutenir une vingtaine de structures au total en référence aux actions conduites antérieurement sur le territoire de la Métropole sous pilotage du Département compétent jusqu'au 31/12/2017. La délibération concerne 18 premiers organismes pour lesquels il est possible de statuer pour un montant total de subventions attribuées de 1 223 237 €. Le détail des subventions est annexé à la présente délibération. Les propositions concernant le CCAS de Montpellier et l'association ISSUE CORUS, au regard des projets portés, feront l'objet d'une présentation en Conseil de février 2018.

Les actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accession à un logement ou de maintien dans celui qu'ils occupent mais de manière plus favorable. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire métropolitain.



Les conventions proposées à l'approbation du Conseil ont pour objet de définir les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement d'actions d'accompagnement au profit des publics définis dans le règlement intérieur du dispositif. Elles définissent également les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions seront signées pour un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver l'attribution du concours du FSL pour un montant global d'aide de 1 223 237 € aux opérateurs tel que détaillé en pièce annexe ;
- de dire que les paiements seront crédités sur le compte des opérateurs par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de la délibération n°15096 du Conseil Métropolitain du 20 décembre 2017 ;
- d'autoriser M. le Président à signer les conventions à intervenir avec chacune des structures subventionnées ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAURET



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe délib tableau 18 Assos FSL.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

01 20 20
12 33 44

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

01 30 20
02 33 44

Marché d'Intérêt National (MIN) Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de lancement de l'étude de définition du Schéma Directeur - Demande de subventions pour les études d'élaboration du Schéma Directeur du MIN

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre.

Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires et joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités et en particulier de logistique urbaine ou de dynamisation commerciale.

Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole notamment :

- Au niveau du développement économique : Plate-forme de distribution située au cœur d'une région très riche en production, le MIN contribue à favoriser et à fixer l'implantation sur le territoire de producteurs régionaux, de transformateurs alimentaires organisant leur « sourcing » localement et des grossistes régionaux. Les commerces indépendants s'y approvisionnent quasi quotidiennement. Il offre une diversité et une amplitude de gamme unique (prix, produit) en région.
- Au niveau social : il contribue à préserver des emplois localement (acheteurs, producteurs, transporteurs, logisticiens ...) et offre un lien de rencontre physique entre acheteurs et producteurs. Il participe à la réduction des coûts pour le consommateur final grâce à une mise en concurrence équitable entre les distributeurs. Il héberge en outre des entreprises d'insertion ainsi que des associations d'aide alimentaire qui œuvrent auprès d'une population en grande précarité.
- Au niveau environnemental : grâce à son rôle de « hub », il concourt à réduire le nombre de kilomètres parcourus en camion et par ses effets de « cluster » et de mutualisation des fonctions, il développe des synergies notamment de massification des flux engendrant une réduction de l'empreinte carbone et des émissions de polluants locaux.
- Au niveau de la santé : il participe au contrôle alimentaire (meilleure traçabilité) et promeut les produits de qualité et de petites séries face à des stratégies de réduction de gamme de la grande distribution et des « hard discount » qui suivent les cahiers des charges imposés par les centrales d'achat.
- Au niveau sociétal : il apporte une réponse aux attentes pour des aliments de qualité et de proximité et aux demandes éclectiques des consommateurs (simplicité d'achat, produits bio ou ethniques, circuits courts, achat par internet, restauration collective).

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole apparaît indispensable.

La présente délibération vise donc à engager une première étude de définition du futur Schéma directeur du MIN, dont le montant prévisionnel estimé est de 110 000 € TTC, et autoriser son lancement.

Cette étude doit permettre d'analyser les besoins de modernisation des équipements et services proposés sur le MIN.

Il s'agira à la fois de travailler la densification des espaces, la transition énergétique du site, le renouvellement de l'offre de services aux transporteurs, collectivités, producteurs, détaillants et grossistes.

L'élaboration du schéma directeur permettra également d'améliorer son intégration territoriale à la fois en anticipant les interfaces dans le cadre du projet de requalification du quartier de la Restanque et en s'insérant dans les projets régionaux et métropolitains en matière d'alimentation de logistique et de santé publique.



Ce schéma directeur devra ainsi répondre aux cinq grands objectifs du « Pôle Alimentation méditerranéenne durable » :

- objectif 1 : contribuer au développement économique et à l'emploi local ;
- objectif 2 : favoriser une alimentation saine et durable pour tous ;
- objectif 3 : implémenter des mesures de durabilité environnementale permettant de réduire l'empreinte écologique de la distribution alimentaire ;
- objectif 4 : donner un écho local, national et international à la ville et à l'alimentation méditerranéenne ;
- objectif 5 : penser l'insertion du MIN dans la ville et dans le quartier.

En fonction de l'hypothèse retenue, un plan stratégique, chiffré et cartographié, sera proposé, incluant les facteurs clés de succès ainsi qu'une évaluation de la faisabilité opérationnelle, y compris :

- programmation foncière et immobilière ;
- élaboration d'un business plan intégrant l'ensemble des activités du MIN ;
- évolution éventuelle du modèle économique et de gouvernance du MIN, des périmètres juridiques d'intervention de la structure porteuse du MIN (modifications statutaires), du périmètre de référence (extension), fiscalité appliquée ;
- propositions relatives aux modalités de mise en œuvre du schéma directeur : financements, partenariats, opérateur(s), montage d'opération, interfaces avec la ZAC...

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'étude de définition du Schéma directeur du MIN ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter toutes les subventions pour les études et les projets liés au schéma directeur du MIN ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

Fait à Montpellier le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 15 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUÏ, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Association Club Services Loisirs - Groupe d'Entraide Mutuelle Rabelais - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2017, près de 1500 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques, dans le cadre de projets conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée le projet de l'association Club services loisirs - Groupe d'Entraide Mutuelle Rabelais, il est proposé d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

L'association Club services loisirs - Groupe d'Entraide Mutuelle Rabelais, dans le cadre de ses missions, a pour vocation de proposer des activités favorisant l'insertion et l'autonomie sociale de ses adhérents. Le partenariat proposé concerne des adultes souffrant de troubles psychologiques, en situation d'isolement social et d'éloignement culturel.

Dans le cadre de la convention, le service des publics du musée Fabre propose d'accompagner un groupe de 10 participants (8 adhérents du GEM Rabelais et 2 accompagnateurs), dans leur découverte du musée et des œuvres qui y sont conservées. Le rythme et le nombre des activités au musée sera défini chaque année dans le cadre d'un projet spécifique. L'ensemble des travaux sera présenté lors de l'évènement annuel dans les ateliers éducatifs du musée et dénommé « le musée sans exception ».

L'association Club services loisirs - Groupe d'Entraide Mutuelle Rabelais s'engage à :

- Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre
- Assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance
- Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre.
- Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge
- Valoriser le partenariat établi
- Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet
- Souscrire à un abonnement annuel de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires
- S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur
- Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser
- Mettre à disposition ses plasticiens ou médiateurs pour assurer les activités de visites et d'atelier de pratiques artistiques pour un montant estimatif de 3 000 €

Cette convention est conclue pour une durée d'un an, reconductible deux fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Association Club Services Loisirs - Groupe d'Entraide Mutuelle Rabelais,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Fait à Montpellier, le

06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Musée Fabre - Convention de mécénat avec la Banque Dupuy, de Parseval - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre prépare pour l'été 2018 l'exposition *Picasso. Donner à voir*, qui sera présentée du 14 juin au 23 septembre 2018. Cette exposition est organisée dans le cadre de la manifestation culturelle internationale « Picasso-Méditerranée » qui se tient depuis le printemps 2017 et jusqu'au printemps 2019. A l'initiative du musée national Picasso-Paris, plus de soixante institutions ont imaginé ensemble une programmation autour de l'œuvre « obstinément méditerranéenne » de Pablo Picasso.

L'exposition *Picasso. Donner à voir* au musée Fabre proposera une quinzaine de moments clés, au cours desquels une nouvelle forme, un nouveau style, de nouveaux procédés apparaissent. Elle rassemble un ensemble de chefs-d'œuvre qui marquent un nouveau départ de l'artiste dans sa création, complété par des documents d'archives et des dessins préparatoires, livrant une photographie et une analyse de la métaphore de l'œuvre. Cette exposition, menée avec le soutien du musée national Picasso – Paris, bénéficie de prêts de grandes collections privées et publiques internationales.

Souhaitant optimiser ses ressources et renforcer ses liens avec le secteur entrepreneurial, le musée Fabre développe un programme de prospection de mécènes en direction des chefs d'entreprise du territoire local et régional. Cette proposition de mécénat a reçu un accueil favorable de la part de la direction de la Banque Dupuy, de Parseval, mécène fidèle du musée Fabre.

Créée à Sète en 1845 pour aider les commerçants languedociens, la Banque Dupuy, de Parseval s'affirme comme une véritable institution économique régionale au service de ses clients, entrepreneurs comme particuliers. Depuis plus de 160 ans dans le Languedoc-Roussillon, la Banque Dupuy, de Parseval entend jouer un rôle de premier ordre dans le tissu culturel, social et économique de sa région. C'est donc tout naturellement qu'elle participe activement au développement culturel et patrimonial de son territoire, au travers, notamment, de son soutien renouvelé au musée Fabre, institution patrimoniale de premier plan dans la région. Ainsi, la Banque Dupuy, de Parseval est devenue l'un des principaux mécènes du musée Fabre en offrant à trois reprises un soutien financier important pour l'enrichissement de ses collections permanentes.

La Banque Dupuy, de Parseval souhaite poursuivre ses actions de mécénat en direction du musée en soutenant l'exposition *Picasso. Donner à voir*, sous la forme d'un mécénat financier d'un montant de 50 000 €. Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'en contrepartie du montant total du mécénat financier de 50 000 €, la Banque Dupuy, de Parseval bénéficiera de la présence de son logo sur les documents de communication et notamment sur l'affiche de l'exposition, ainsi que de contreparties sous forme de prestations au musée, d'une valeur plafonnée à 25% de la somme offerte.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée de la présentation de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser la Banque Dupuy, de Parseval communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Banque Dupuy, de Parseval à reproduire et à utiliser le nom et le logotype « Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole » ainsi que le titre de l'exposition *Picasso. Donner à voir*.

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature et cessera de plein droit de produire effet à la fin de l'année civile en cours lors de sa signature, soit le 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat avec la Banque Dupuy, de Parseval,
- dire que les crédits sont inscrits en recettes au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat avec la Banque Dupuy, de Parseval, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 15 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

87 30 00
42 33 44



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Prise en charge des frais d'hébergement, de transport et de restauration aux frais réels dans le cadre du programme annuel 2018 de rencontres littéraires et d'animations de la Direction des médiathèques et du livre - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa programmation annuelle autour de la jeunesse, la Direction des médiathèques et du livre a la chance de recevoir Madame Claudine Desmarteau, auteure et illustratrice, qui interviendra les 8 et 9 mars 2018 au sein des médiathèques Jean Giono et William Shakespeare, dans le cadre des activités du service éducatif.

Est également programmée, dans le cadre de la manifestation de promotion de la littérature jeunesse "Partir en livre", qui se déroulera en juillet 2018, la venue de dix auteurs et illustrateurs.

Compte tenu de l'importance de ces événements et de ces intervenants, il est proposé que soit prise en charge la totalité des frais réels liés à leur venue à Montpellier, pour un montant maximal évalué à 3 200 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue de ces auteurs pour un montant maximum de 3 200 € TTC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



15 FEV. 2018

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

81 30 40
72 43 54



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

87 30 40
72 33 44

EPIC du Domaine d'Ô - Désignation d'une directrice par intérim - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le domaine d'Ô a été créé par délibération du Conseil Départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi NOTRe, et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1^{er} janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie Nord du domaine d'Ô. A ce titre, l'EPIC du domaine d'Ô relèvera à cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé par anticipation les nouveaux statuts de l'EPIC du domaine d'Ô, qui prennent acte du changement de la personne morale de rattachement.

Ces statuts prévoient notamment que « le directeur de l'EPIC du Domaine d'Ô, désigné par le Conseil de la Métropole sur proposition de son Président, est nommé par le Président du conseil d'administration de l'EPIC du Domaine d'Ô ».

Le recrutement de ce directeur étant actuellement en cours, il est proposé afin de permettre la continuité des activités de l'EPIC de désigner Mme Valérie DAVENEAU en tant que directrice par intérim. Ceci lui permettra, dans l'attente que ce recrutement soit effectif, d'être nommée en conseil d'administration de l'EPIC, et de pouvoir ainsi officiellement assurer les missions qui lui reviennent.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

L'Assemblée décide l'unanimité, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales et sur proposition du Président, de procéder à cette désignation par un vote à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la désignation de Mme Valérie DAVENEAU en tant que directrice par intérim de l'EPIC du Domaine d'Ô et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme
Monsieur le Président



Philippe SAUREL

31 30 20
72 13 54

Publiée le : **15 FEV. 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

87 2020
42 1344



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Médiathèques - Convention de coopération documentaire pour la constitution d'une base de données numériques de la presse ancienne avec l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2007, et la signature de la convention cadre de Pôle associé documentaire n°2007-290/423 entre la Bibliothèque nationale de France et le Pôle associé Languedoc-Roussillon (dont fait partie Montpellier Méditerranée Métropole), l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture (LR2L) est missionnée pour assurer la mise en œuvre du programme régional de valorisation du patrimoine écrit et graphique en région Occitanie, à travers plusieurs axes :

- numérisation de la presse régionale et locale ancienne libre de droits,
- numérisation des publications des sociétés savantes de la région,
- conversion rétrospective des catalogues des fonds patrimoniaux des bibliothèques de la région,
- mise en place d'un portail régional alimenté notamment par la numérisation de la presse régionale et locale libre de droits.

Ces missions ont été prolongées pour cinq ans suite à la signature de la convention cadre de Pôle associé documentaire n°2015-290/423.

Parallèlement, la médiathèque centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité de bibliothèque patrimoniale et historique, réalise une bibliographie régionale des fonds locaux et régionaux, en indexant de nombreux articles de périodiques, dont la médiathèque récupère la numérisation auprès de la Bibliothèque nationale de France.

La base de données des périodiques numérisés est mise à la disposition du public sur le portail régional Internet mis en œuvre par la Région Occitanie, et sur le site du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole pour les titres possédés par cette dernière. Des échanges de données ont par ailleurs lieu entre les deux banques de données, par l'intermédiaire de portails modernes.

La bibliothèque numérique patrimoniale du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, Mémonum, compte actuellement 543 840 vues, pour plus de 25 550 documents mis à disposition.

Plusieurs conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et Languedoc-Roussillon Livre et Lecture ont permis la numérisation de fonds documentaires conservés à la médiathèque centrale Emile Zola. En 2008, ont ainsi été numérisés les quotidiens *Le Petit Méridional* (1876-1944) et *L'Eclair* (1881-1944). En 2011, ce sont les titres *La Vie montpelliéraine* (hebdomadaire, gazette littéraire, théâtrale, humoristique et mondaine, 1894-1930) et *La Campana de Magalouna* (journal occitan de François Dezeuze dit l'Escoutaire, 1891-1933) qui ont été numérisés. Ont également été numérisés, en 2012, les titres suivants : *La Concorde*, *La Vérité*, *L'Argus méridional*, *Le Mécontent*, *Le Montagnard*, *Le National de midi*, *Le Suffrage universel*, *Le Tribun du peuple*, *L'Hérault socialiste*, *L'Industriel du midi*, et *Le Messager du midi*. En 2015, ce sont les archives littéraires de Paul Lacroix (1806-1884) qui ont été numérisées.

Il est proposé, afin d'assurer la continuité de ces projets, que Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par la signature d'une convention, l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture à numériser le journal *La République* 1871-1879.

L'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture prendra en charge financièrement l'opération de numérisation. Elle fournira à titre gratuit à la médiathèque centrale Emile Zola une copie numérique de l'ensemble des documents confiés.

La médiathèque centrale Emile Zola s'engage quant à elle à mettre à disposition les collections préparées en vue de la numérisation, et à assurer le contrôle qualité des données numériques. Montpellier Méditerranée Métropole aura la propriété entière de ces copies numériques, avec tous droits et reproduction, représentation, diffusion, par quelle que voie que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, et à son seul profit.

Cette nouvelle numérisation permettra d'enrichir la bibliothèque numérique du réseau des médiathèques, au bénéfice des amateurs et des chercheurs.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération documentaire pour la constitution d'une base de données numériques concernant la presse régionale ancienne avec l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture ;
- autoriser Monsieur le Président, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

07 20 40
12 33 44



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Prise en charge de frais de déplacement à l'étranger dans le cadre de la préparation de la candidature au titre de capitale européenne de la culture - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Créé en 1985, le titre de « capitale européenne de la culture » vise à mettre en lumière la richesse et la diversité des cultures européennes, célébrer les liens culturels unissant les Européens, renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens européens à un espace culturel commun et favoriser la contribution de la culture au développement des villes. Il permet ainsi aux villes lauréates de mettre en œuvre avec le soutien de l'Union Européenne un vaste programme culturel tout au long de l'année.

A la fois instrument de promotion du patrimoine et de mise en valeur du dynamisme culturel des villes désignées, l'expérience a montré que ce dispositif était également une occasion unique de repenser et régénérer l'urbanisme de ces villes, renforcer leur rayonnement international, stimuler le tourisme sur leur territoire et donner un nouvel élan à leurs politiques culturelles.

Chaque année, deux villes situées dans deux États européens différents sont désignées : ce sont ainsi plus de quarante villes qui ont aujourd'hui reçu cette distinction. En 2018, les villes de La Valette, à Malte, et Leeuwarden, au Pays-Bas, seront mises à l'honneur à ce titre.

Montpellier Méditerranée Métropole ayant fait part de son souhait de présenter sa candidature au titre de capitale européenne de la culture, il est proposé, dans le cadre de la préparation de cette candidature, d'autoriser et de prendre en charge aux frais réels les voyages à l'étranger d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole vers les deux villes bénéficiant du statut de capitale européenne de la culture 2018.

Le coût prévisionnel de ces déplacements est estimé à 3000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement à l'étranger, hébergement et restauration des agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la préparation de la candidature au titre de capitale européenne de la culture, à hauteur d'une dépense maximale de 3000 € TTC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire/
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

01 20 20
2 3344

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

31 00 40
42 43 44

Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Convention cadre - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault ont noué un partenariat afin de participer au développement économique, à l'emploi et à l'insertion sur le territoire métropolitain.

Ce partenariat fait l'objet d'une convention cadre dont les objectifs stratégiques sont de :

- faciliter le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi pour contribuer au développement des entreprises endogènes et lutter contre le chômage ;
- mieux valoriser le potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, afin notamment d'attirer de nouvelles entreprises créatrices d'emplois sur le territoire.

Grâce à ce partenariat avec Pôle Emploi, depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a pu accompagner une dizaine d'entreprises avec des besoins particuliers en termes d'implantation ou de développement sur notre territoire.

Dans le cadre de la politique de prospection et d'implantation d'entreprises, un dossier complet est réalisé par les services de Montpellier Méditerranée Métropole, grâce à des données fines fournies par Pôle Emploi, notamment sur les compétences présentes localement, les salaires pratiqués, les aides à l'emploi possibles.

Les entreprises locales qui rencontrent des problématiques particulières de recrutement liées à leur développement bénéficient également d'un accompagnement individualisé.

Par ailleurs, Pôle Emploi est partenaire des Rencontres pour l'Emploi que Montpellier Méditerranée Métropole organise deux fois par an : il participe à l'invitation des entreprises et demandeurs d'emploi, procède à l'enregistrement des offres d'emploi et effectue un suivi post-forum. (Une cinquantaine d'entreprises suivies à chaque édition).

En tant que signataire du Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole, Pôle emploi est aussi un acteur important dans la co-construction des projets mis en œuvre dans le cadre du Podem (Projet pour le développement de l'emploi métropolitain), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020, dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique tient une place centrale.

A cet effet, la mobilisation des entreprises signataires de la Charte Entreprises et Quartiers (près de 160 à ce jour) est importante, et nécessite l'accompagnement des entreprises qui s'engagent à recruter dans les quartiers prioritaires, pour accroître l'efficacité de ces engagements. Des outils spécifiques de Pôle emploi notamment seront proposés.

Concernant les clauses sociales sur les marchés, Pôle emploi a été impliqué de 2009 à 2012 dans le cadre de la convention « Emploi Qualification Insertion » relatifs aux travaux de la ligne 3 du tramway, ainsi que de 2013 à 2016, dans le cadre de la convention de coopération grands travaux.

Un partenariat spécifique sera formalisé fixant les modalités de partenariat de Pôle emploi au sein de la « Plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales ».

Considérant l'ensemble des éléments exposés ci-avant, il est proposé de renouveler ce partenariat en 2018, en conservant les mêmes objectifs stratégiques, à savoir : faciliter le rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi et participer au développement et à l'implantation des entreprises grâce à un accompagnement de qualité en termes de détection et valorisation des ressources humaines.

Les objectifs opérationnels proposés pour l'exercice 2018 sont les suivants :

- Réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de Montpellier Méditerranée Métropole ;



- Mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi ;
- Contribuer au processus de recrutement temporaire d'agents contractuels au sein de la Métropole afin de satisfaire un besoin non durable, selon des motifs et une durée d'engagement énoncés de manière limitative, conformément aux articles 3 (alinéa 1° et 2°) et 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, par la diffusion d'une annonce et la pré-sélection de candidats ;
- Apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la Métropole, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement : notamment études de potentiel ressources humaines disponibles ;
- Mobiliser l'offre de service de Pôle Emploi en vue de l'accompagnement des conjoints de salariés, demandeurs d'emploi, arrivant sur le territoire de la Métropole ;
- Participer à des événementiels « emploi » sur la Métropole : Rencontres pour l'Emploi, forums et job-datings autour des filières stratégiques suivantes : numérique, santé, environnement, agro-alimentation, industries créatives, commerce et artisanat ;
- Favoriser l'insertion des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, notamment en lien avec les entreprises signataires de la Charte Entreprises et Quartiers et les actions retenues dans le cadre du programme opérationnel du Podem ;
- Participer (selon les modalités définies par convention de partenariat spécifique) à la "plateforme collaborative métropolitaine clause sociale" portée par la Métropole, un dispositif d'appui à Maîtrise d'ouvrage relatif à l'application de clauses sociales d'insertion dans les marchés sur le territoire de la Métropole ;
- Faciliter la circulation de l'information autour des services de Pôle Emploi ainsi que les liens de Pôle Emploi avec les services de la Métropole et les services des communes membres de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Pôle Emploi ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



31.00.20
42.134.1

Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ST 2018-17
15 FEB 2018

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE**



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement et Aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Commune de Beaulieu - Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 17 novembre 2014, le Conseil Municipal de la Commune de Beaulieu a engagé la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune, afin :

- d'assurer et maintenir l'équilibre et la cohérence entre le développement urbain et la préservation des espaces naturels sur le territoire de la Commune et particulièrement au sein du quartier du Renard et du secteur du Chemin des Vignes ;
- d'assurer l'aménagement et le développement durable du territoire communal dans le cadre des dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de traduire une transition cohérente entre les espaces urbains et les espaces naturels de certaines parties du territoire de la Commune.

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-9 du Code de l'urbanisme, le Conseil Municipal a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure, par délibération en date du 16 juin 2015.

Ces évolutions du PLU communal sont, compatibles avec les dispositions du SCoT. En effet, elles permettent de préserver l'équilibre entre développement urbain et espaces naturels sur le territoire communal et notamment au sein du quartier du Renard et du secteur du Chemin des Vignes.

Cette procédure a fait l'objet d'un arrêt en Conseil de Métropole en date du 12 novembre 2015 et d'une enquête publique du 11 mars 2016 au 13 avril 2016. Le Commissaire enquêteur a émis, le 28 avril 2016, un avis favorable sous réserve que les compléments demandés par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) soient apportés au dossier.

Considérant les attendus de la DDTM, formulés dans son courrier du 24 décembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a modifié le projet de révision allégée. En conséquence et au regard de la nature des modifications apportées au dossier, il a été nécessaire de reprendre la procédure en amont et de réaliser une nouvelle enquête publique.

La délibération de prescription, prise par le Conseil Municipal, avait défini les modalités de concertation suivantes :

- la publication sur le site de la Commune et dans le journal communal d'un avis relatif à l'ouverture de la concertation concernant la révision allégée n°2 du PLU ;
- la mise à disposition du dossier de révision en mairie, aux heures d'ouverture de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du lundi au vendredi ;
- la mise à disposition d'un registre afin de consigner les observations du public.

Les modalités de concertation telles que définies ont toutes été mises en œuvre : le dossier de révision allégée n°2 modifié et un registre sur lequel chacun a pu consigner ses observations, ont été mis à la disposition du public. Par ailleurs, un avis a été publié dans le journal municipal et sur le site internet de la Commune de Beaulieu.

Il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre pendant la durée de cette mise à disposition.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis, par délibération en date du 27 février 2017, un avis favorable sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de la Commune et, conformément aux dispositions de l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure.

Il est à noter que le projet de révision allégée ayant, également, pour effet de modifier le règlement d'urbanisme applicable à l'intérieur de la zone d'aménagement concertée du Renard, créée à l'initiative de la Commune de Beaulieu, l'avis de celle-ci a été sollicité au titre de l'article L153-18 du Code de l'urbanisme. Un avis favorable a été prononcé par délibération du Conseil Municipal en date du 17 octobre 2017.

Considérant le bilan de la concertation et la décision n°2016-4744 de Monsieur le Préfet de Département précisant que ces évolutions du document d'urbanisme communal n'étaient pas soumises à évaluation environnementale, car n'étant pas susceptibles d'entraîner des impacts notables sur l'environnement, le projet de révision allégée n°2 du PLU de la Commune de Beaulieu, a été arrêté, en date du 17 mai 2017, par le Conseil de Métropole.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-34, le projet de révision allégée n°2 du PLU de la Commune de Beaulieu a fait l'objet d'un examen conjoint en date du 13 juin 2017.

Les personnes publiques associées destinataires du dossier de révision allégée n°2 du PLU n'ont pas émis d'avis.

Lors de cet examen conjoint, la DDTM a souhaité qu'une erreur matérielle soit corrigée et qu'une rédaction soit clarifiée au sein du rapport de présentation. La DDTM a également évoqué deux autres points en dehors du champ d'application de la révision allégée du PLU :

- la création d'une protection végétale sur la zone naturelle du quartier du Renard
- la réduction de l'emprise au sol afin d'encadrer la densification du quartier de l'Horizon.

Par arrêté n°A2017-251 du 27 septembre 2017, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a prescrit l'ouverture d'une enquête publique, du 30 octobre 2017 au 13 novembre 2017 inclus, portant sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de la Commune de Beaulieu.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, plusieurs observations ont été consignées dans le registre mis à la disposition, qui peuvent se résumer de la manière suivante :

- remarques de fond concernant la réduction très mesurée de la zone naturelle tampon du quartier du Renard :

- . demande de procéder à cette réduction sur l'entièreté de la zone naturelle tampon ;
- . demande de maintenir en l'état, sur une des parties réduites, la largeur de la zone naturelle tampon.

La Commune et la Métropole ont répondu que la réduction très mesurée de la zone naturelle tampon, initialement présentée, permettait de clôturer la ZAC et de finaliser le financement des équipements publics, tout en préservant une zone tampon paysagère garante d'une insertion qualitative primordiale permettant d'éviter d'éventuels conflits de voisinage entre les anciens résidents et les nouveaux arrivants.

- remarque de forme concernant la mise à jour du cadastre sur le plan de zonage présenté.

La Commune et la Métropole ont répondu que le plan de zonage avait été réalisé en amont de l'enquête publique avec les données cadastrales de la Direction Générale des Finances Publiques alors disponibles.

- remarques en dehors du champ du projet de révision allégée : questionnement sur le double zonage naturel et agricole de deux parcelles puis sur l'emplacement réservé D1a de part et d'autre de l'Avenue de Saint-Drézéry.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 4 décembre 2017.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 11 décembre 2017, à l'issue de l'enquête publique. Constatant que celle-ci s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, il a émis un avis favorable sans réserves au projet de révision allégée n°2 du PLU.

Le dossier de la révision allégée est repris à la suite de l'enquête publique afin de corriger une erreur matérielle et de clarifier une rédaction dans le rapport de présentation, conformément à la demande de la DDTM.

Conformément à l'article L. 153-21 du Code de l'Urbanisme, les avis des Personnes Publiques Associées, les observations du public, le rapport du Commissaire Enquêteur, ainsi que les modifications apportées au dossier, ont été présentés en Conférence des Maires du 8 janvier 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la révision allégée n°2 du PLU de Beaulieu ;
- approuver le dossier de révision allégée n°2 du PLU de la Commune de Beaulieu tel que modifié suite à la demande de la DDTM ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Beaulieu PLU Dossier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement et Aménagement
durable du territoire et de
l'espace public, habitat



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de la Ville de Montpellier - Composition de la commission locale du site patrimonial remarquable

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans un souhait de protection du patrimoine du centre historique de Montpellier et de ses faubourgs, le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), applicable sur le centre historique, a été révisé, et les trois zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) créées en 2006 ont été remplacées par des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

La loi n°2016-925 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), promulguée le 7 juillet 2016, a instauré les Sites patrimoniaux remarquables (SPR). Ainsi, le secteur sauvegardé soumis aux dispositions du PSMV, ainsi que les trois AVAP ont été de plein droit transformés en SPR.

La Loi LCAP a également rendu obligatoire la création d'une commission locale dans chaque SPR dont la composition est différente de l'ancienne commission locale de secteur sauvegardé et des AVAP.

Présidée par le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme (le président de Montpellier Méditerranée Métropole), cette commission est composée de :

- membres de droit : le Président de la commission, le Préfet, le Directeur régional des affaires culturelles, l'architecte des Bâtiments de France,
- trois collèges, composés en nombre égaux (5 maximum par collège) de membres de l'organe délibérant de l'EPCI compétent, de représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine, et de personnalités qualifiées.

Pour chacun des membres nommés, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions.

Cette commission est sollicitée lors de l'élaboration, la révision ou la modification des plans applicables aux SPR. La Loi LCAP dispose que les représentants d'associations et les personnalités qualifiées sont désignés par l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, après avis du Préfet.

Par délibération n°15032 en date du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a sollicité auprès de Monsieur le Préfet de département l'engagement de la modification n°1 du Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de Montpellier et son avis sur la proposition de composition de la commission locale du site patrimonial remarquable pour les collèges des représentants d'associations et des personnalités qualifiées.

Par courrier en date du 18 décembre 2017, Monsieur le Préfet a donné son accord sur la composition de la commission locale proposée.

Il convient donc de désigner cinq représentants titulaires et cinq représentants suppléants parmi les membres du Conseil de Métropole.

La composition de la commission locale est donc la suivante :

I- En tant que représentants du Conseil de Métropole :

Cinq représentants titulaires et cinq représentants suppléants à désigner lors de la séance du Conseil de Métropole du 25 janvier 2018.

II- En tant que représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine

Représentants titulaires :

Mme Anne-Marie CONTE PRIVAT - Association Internationale Saint Roch de Montpellier ;
M. Nicolas MERIC - Patrimoine et Architecture ;
M. Pierre PLANCHERON - Le passe muraille ;
M. Olivier ICARD - Vieilles Maisons Françaises ;
Mme Lucette VIALA - Club Archéologique du Languedoc.



Représentants suppléants :

M. Michel SPITTLER - Association Internationale Saint Roch de Montpellier ;
M. Emmanuel MAGNIN - Patrimoine et Architecture ;
Mme Claire DURAND - Le passe muraille ;
M. Henri TEISSERENC - Vieilles Maisons Françaises ;
Mme MERCIER - Club Archéologique du Languedoc.

III- En tant que personnalités qualifiées :

Représentants titulaires :

Mme Alix AUDURIER CROS, géographe ;
M. Jean DAZY, hydrogéologue ;
Mme Jaana REINIKAINEN, architecte ;
Mme Isabelle HIRSCHY, architecte du patrimoine ;
M. Christian MARKIEWICZ, archéologue ;

Représentants suppléants :

Mme Marie-Sylvie GRANDJOUAN, conservatrice honoraire du patrimoine ;
M. Thierry VERDIER, architecte ;
M. Philippe CAPELIER, architecte ;
M. Alain DEREY, directeur de l'ENSAM ;
M. Fabrice BERTRAND, historien.

Concernant les représentants du Conseil de Métropole, le Président propose les candidatures suivantes (liste 1) :

Titulaires :

- M. Guy BARRAL
- Mme Chantal LEVY-RAMEAU
- Mme Annie YAGUE
- Mme Isabelle MARSALA
- M. Rabii YOUSSEF

Suppléants :

- M. Abdi EL KANDOUSSI
- Mme Stéphanie JANNIN
- M. Max LÉVITA
- M. Jean-Luc COUSQUER
- M. Bernard TRAVIER

Une seconde liste est proposée par Monsieur Joël RAYMOND pour le groupe de Coopération Métropolitaine (liste 2) :

Titulaires :

- M. Alex LARUE
- M. Christophe COUR
- M. Roger CAIZERGUES
- Mme Catherine DARDE
- M. Pierre BONNAL

Suppléants :

- M. Joël VERA
- Mme Isabelle TOUZARD
- Mme Claire JABADO
- Mme Carole DONADA
- M. Joël RAYMOND.

L'Assemblée décide à l'unanimité, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales et sur proposition du Président de procéder à la désignation des cinq représentants titulaires et des cinq représentants suppléants par un vote à main levée.



A l'issue d'un vote à main levée, la liste 1 est élue avec 59 voix, la liste 2 ayant obtenu 18 voix.

Les représentants du Conseil de Métropole au sein de la commission sont donc les suivants :

Titulaires :

- M. Guy BARRAL
- Mme Chantal LEVY-RAMEAU
- Mme Annie YAGUE
- Mme Isabelle MARSALA
- M. Rabii YOUSSEF

Suppléants :

- M. Abdi EL KANDOUSSI
- Mme Stéphanie JANNIN
- M. Max LEVITA
- M. Jean-Luc COUSQUER
- M. Bernard TRAVIER

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder aux désignations mentionnées ci-dessus par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée, ce en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner les personnes susvisées comme membres de la commission locale du site patrimonial remarquable et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement et Aménagement
durable du territoire et de
l'espace public, habitat



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Excusés :



Commune de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefraisie - Avenant N° 1 à la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Sur la commune de Saint Jean de Védas, le secteur Roquefraisie est identifié au SCoT en vigueur comme un site stratégique, il représente une surface de 87 hectares environ.

Le 11 mars 2013, une convention d'anticipation foncière a été signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon, devenu Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie.

Dans le cadre de son intervention, l'EPF a pris contact avec les propriétaires des parcelles cadastrées AX 17, AX 18, AX 19 et AX20 formant une unité foncière.

Cependant, les parcelles cadastrées AX 19 et AX20, d'une superficie de 5956 m², étant hors périmètre d'intervention de l'EPF, il est proposé une modification du périmètre d'intervention de l'EPF et d'adapter l'article 4 de la convention d'anticipation foncière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 1 à convention d'anticipation foncière entre la Métropole et l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie,
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement et Aménagement
durable du territoire et de
l'espace public, habitat



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

81.20.20
72.33.44

Commune de Montpellier - Programme modificatif des équipements publics de la ZAC Nouveau Saint-Roch - Accord de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier a approuvé, lors du Conseil municipal du 4 février 2008, le principe de réalisation du quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Ce projet se développe sur les emprises libérées par la vente à la Ville des terrains appartenant à La Poste et de ceux de la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

Cette opération de ZAC s'inscrit le long de la voie ferrée Sète-Tarascon dans le cadre d'un vaste projet de renouvellement urbain. Elle permet de réinvestir un espace en cœur de ville, aux abords immédiats de la gare Saint-Roch.

Le programme de cette opération comprend la construction d'environ 1300 à 1500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc dénommé René Dumont.

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a demandé à la Métropole son accord préalable sur la modification du programme des équipements publics initial portant :

- les transferts de compétences à prendre en compte ;
- le principe d'ajustement des volumes de rétentions d'eaux conformément aux résultats des études hydrauliques menées entre la Métropole, la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine, et la Ville ces dernières années ;
- l'implantation d'un pôle de services vélos à proximité de la gare

Les principales modifications impactant les équipements à réaliser qui seront incorporés dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole sont décrites ci-après.

Le « pôle services vélos » permettra à la fois de stationner les vélos des particuliers (capacité de 400 places à terme), tout en proposant des services complémentaires (information sur le réseau cyclable, vélo libre-service, petite réparation etc...). Son financement, estimé à 700 000 € sera assuré par Montpellier Méditerranée Métropole. Il sera un maillon essentiel permettant d'améliorer nettement la qualité de service du Pôle d'Echanges Multimodal St Roch déjà constitué par la Gare St Roch (trains courtes et longues distances), les lignes de tramways et de bus de la Métropole et le parking St Roch hébergeant les véhicules particuliers et les loueurs. Des études devront être menées pour déterminer finement la localisation proche de la gare la plus adéquate.

Par ailleurs, les études hydrauliques du secteur ont pu être actualisées. Elles ont permis d'affiner le fonctionnement hydraulique actuel et futur sur l'ensemble du périmètre de la ZAC, ainsi que celui du bassin de rétention prévu dans le parc. Ces études ont pour finalité de ne pas pénaliser le fonctionnement hydraulique actuel, notamment l'évacuation des eaux de surfaces, en cas de fortes pluies, vers l'exutoire constitué par les voies ferrées. Le volume de rétention pour le quartier a ainsi été dimensionné pour ne pas impacter la situation hydraulique du secteur même en cas de pluie centennale.

Les équipements réalisés seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole aux fins d'incorporation dans son patrimoine à l'occasion de la réception des ouvrages en présence des représentants de la Métropole et de l'aménageur titulaire du traité de concession.



En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir :

- donner son accord sur la modification du programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch pour la réalisation des équipements publics désormais de compétence Montpellier Méditerranée Métropole ;
- donner son accord sur les modalités d'incorporation au patrimoine métropolitain des équipements qui seront réalisés ;
- approuver le financement intégral du pôle services vélos par Montpellier Méditerranée Métropole, à hauteur de 700 000 € ;
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 905 du budget 2018 de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

✓

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement et Aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole relatif à la parcelle cadastrée AR 1 située sur la commune de Jacou

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par décret du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, entraînant de nouvelles compétences notamment en matière d'urbanisme. La Métropole a la compétence pour élaborer un plan local d'urbanisme intercommunal et par conséquent est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain.

Par délibération du 23 juillet 2007, la commune de Jacou a instauré le droit de préemption urbain sur les zones U et AU inscrites au Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 18 décembre 2006, et le droit de préemption renforcé sur la totalité des zones U1 et U3 du PLU.

Par décision du Président du 8 janvier 2016, le droit de préemption sur les zones U et AU et le droit de préemption urbain renforcé sur la zone U1 du PLU communal ont fait l'objet d'une délégation de la Métropole à la commune de Jacou.

Aujourd'hui, dans un souci de cohérence avec la zone U1, sur laquelle la commune a souhaité instaurer un droit de préemption renforcé afin de permettre la réhabilitation du vieux centre et le maintien du commerce de proximité, il est proposé d'instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur le secteur « centre commercial Bel Air » composé de la parcelle cadastrée AR 1, en zone U2e du PLU, et formant une copropriété dans un secteur d'habitat individuel.

La commune souhaite maintenir l'équilibre entre ses espaces urbains, naturels et agricoles. Aussi, le renouvellement urbain représente un axe privilégié de la commune dont les capacités d'extension sont limitées. De plus, la commune affirme sa volonté de garantir une véritable mixité fonctionnelle dans le tissu urbain de la zone U2, en favorisant l'installation ou le maintien de services ou de commerces de proximité.

Pour maîtriser l'évolution de ce secteur au regard des objectifs communaux, il apparaît nécessaire d'instaurer le droit de préemption urbain renforcé sur la parcelle cadastrée AR1 en zone U2e du PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver, conformément à l'article L211-4 du Code de l'urbanisme, l'instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le secteur « centre commercial Bel Air » composé de la parcelle cadastrée AR 1, en zone U2e du PLU de la commune de Jacou,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **26 JAN. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président



Publiée le : **26 JAN. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 034-243400017-20180126-M2018-14-DE

Réception en Préfecture : **26 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement et Aménagement
durable du territoire et de
l'espace public, habitat



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Projet Urbain Partenarial Avenue de Mireval - parcelle AK 92 - ICADE - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de PUP - Convention de reversement à la Commune - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction.

Le PUP est défini aux articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25-1 à R332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La société SASU ICADE a déposé un permis de construire en date du 31 octobre 2017 en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, portant sur la parcelle cadastrée AK 92 pour une superficie de 1 822 m², sur lesquelles elle envisage la réalisation d'une opération de construction de 35 logements dont 11 logements destinés à du logement locatif social. La surface de plancher attendue est d'environ 1 983,20 m². Cette opération est enregistrée sous le permis de construire n°034 337 17V0083 déposé en Mairie en date du 31 octobre 2017.

L'opération rend nécessaire un certain nombre d'équipements publics qui consistent d'une part, en la réalisation d'aménagement de voirie et de réseaux, et d'autre part, en la réalisation des équipements collectifs de superstructure (création d'une nouvelle crèche communale, création d'équipements sportifs et de locaux associatifs).

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît qu'une part de ces équipements peut être mise à la charge du constructeur dans le cadre d'une convention de PUP.

Voiries et réseaux :

- une fraction du coût de l'opération d'aménagement de voirie (intégrant le coût des différentes études), soit une participation du pétitionnaire de **49 129 € HT**,
- 60 % du devis d'ENEDIS pour le renforcement du réseau électrique (les autres 40 % étant pris en charge par ENEDIS), soit une participation du pétitionnaire à hauteur de **35 479,69 € HT**.

Total : 84 608,69 €

Equipements Collectifs de superstructures :

La population amenée par l'opération projetée est évaluée à 76 habitants dont environ 17 enfants. Aussi, il est mis à la charge de la société :

- 1,09 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont le montant des travaux est évalué à 1 650 000 € pour 55 places soit environ 30 000 € HT la place : soit **32 727 € HT** à la charge du constructeur,
- 0.56% (correspondant à la part d'apport de population nouvelle par le projet) de la création des nouvelles salles d'activités et équipements sportifs acquises au montant de 1.600.000 € soit **8 936 € HT** à la charge du constructeur.

Total : 41 663 €.

En conséquence, la **participation financière totale** mise à la charge de la société pour la réalisation d'équipements publics (VRD et superstructures) rendus nécessaires par l'opération s'élève à la somme de **126 271,69 €**.

Une partie correspond à la participation à une fraction de la réalisation d'équipements collectifs de superstructures relevant de la compétence communale, tels qu'énumérés ci-avant. Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour les équipements relevant de sa compétence. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la somme de 41 663 €.



La part intercommunale de la taxe d'aménagement sera exonérée durant 10 ans sur les parcelles en question.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial telle qu'énoncée ci-dessus et conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SASU ICADE notamment le montant de la participation, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour les équipements relevant de sa compétence ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme.

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture:

- Plan Délimitation PUP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Títina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Avenant n°4 à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité organisatrice de la distribution d'énergie suite au transfert notamment de la compétence concession de la distribution publique d'électricité. A ce titre, la Métropole reprend les droits et obligations historiques de la Ville de Montpellier, sur son territoire.

Avant le transfert de cette compétence, EDF et la Ville de Montpellier ont signé, le 27/06/2006 une convention de concession et un cahier des charges pour la distribution publique d'énergie électrique sur le territoire de la commune de Montpellier.

Par ailleurs, en vertu de l'article 23 de la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire ont été repris par ErDF dont la dénomination est à présent ENEDIS.

La convention de concession est accompagnée d'une convention de partenariat qui apporte un soutien financier à des opérations intéressant la Ville de Montpellier. Cette convention de partenariat a depuis fait l'objet de trois avenants.

L'avenant n°1, approuvé par le Conseil Municipal de Montpellier le 27 juillet 2009, prolongeait l'engagement financier de la convention de partenariat jusqu'en 2012 afin d'accompagner la réalisation de la ligne 3 du tramway. Dans ce cadre, ENEDIS assurait la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement des réseaux basse tension aériens.

L'avenant n°2, approuvé par le Conseil Municipal de Montpellier le 8 novembre 2010, définissait les modalités du partenariat pour la période 2011-2015.

L'avenant n°3, approuvé par le Conseil de Métropole le 26 mai 2016, définissait les modalités de mise en œuvre du partenariat pour les années 2016 et 2017. En effet, dans le cadre de son développement et au regard des projets environnementaux et sociaux de son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de renforcer son partenariat avec ENEDIS.

De son côté, ENEDIS, concessionnaire du réseau de distribution publique d'électricité, souhaite s'engager plus avant auprès de la Métropole au service des clients et de l'intérêt collectif.

Le présent avenant n°4 a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de ce partenariat pour la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 27 juin 2021, terme du contrat de concession, selon trois axes :

- L'amélioration esthétique des réseaux et des postes de transformation,
- Le renouvellement des ouvrages basse tension en fils nus sur consoles,
- La politique de la ville et solidarité.

En ce qui concerne le premier axe, la Métropole souhaite élever le niveau d'exigence en matière d'espace public, dénaturé par la présence d'équipements techniques d'infrastructure, tels que les supports béton et les coffrets de branchements et de réseaux de distribution publique d'électricité. ENEDIS souhaite ainsi participer à l'amélioration esthétique du réseau de distribution publique d'électricité. La maîtrise d'ouvrage de ces travaux restera confiée à ENEDIS.

En ce qui concerne l'esthétique des réseaux, ENEDIS s'engage à cofinancer ces travaux à hauteur de 50% de leur montant HT, dans la limite d'un montant total de **525 000 € HT** sur la durée du présent avenant.

En ce qui concerne l'intégration des postes de transformation dans le paysage urbain, ces opérations seront réalisées et financées par ENEDIS dans la limite de **175 000 € HT** sur la durée de l'avenant.



En ce qui concerne le deuxième axe, l'objectif est de coupler une opération esthétique et de sécurisation du réseau électrique en renouvelant les réseaux basse tension aérien en fils nus, qui sont sensibles aux éléments extérieurs et particulièrement exposés aux intempéries, par des ouvrages en technique discrète. Ces opérations seront réalisées et financées par ENEDIS dans la limite de 525 000 € HT pour la période du présent avenant.

En ce qui concerne le troisième axe, ENEDIS s'associera aux actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier, notamment en contribuant au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique. ENEDIS apportera son soutien en priorité aux chantiers citoyens sur des thématiques liées à la distribution publique d'électricité telles que :

- Amélioration esthétique des postes de transformation, coffrets de branchements et /ou de réseaux de distribution publique avec remise en peinture et possibilité de réalisation d'une fresque d'art urbain afin d'apporter une touche artistique au mobilier urbain ;
- Médiation dans les quartiers sensibles auprès des familles, destinée à porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité (outillthèque, information sur la sécurité électrique, ...).

Les ressources en personnel interne ou en cofinancement ENEDIS allouées pour accompagner la politique de la Ville et la solidarité seront de l'ordre de 32 000 € par an sur la durée du présent avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'avenant à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°4 à la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 15 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



FINANCES



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015, le Conseil de Métropole est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le Budget Primitif 2018.

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du Budget Primitif 2018. Il permettra de détailler les grands projets structurants et de mettre en perspective les équilibres financiers de Montpellier Méditerranée Métropole pour 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la communication du rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2018,
- prendre acte de la tenue, en son sein, du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2018 sur le rapport susmentionné,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité, tant sur l'existence et la transmission aux élus du rapport d'orientations budgétaires que sur la tenue du débat d'orientations budgétaires.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président



Publiée le : **06 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **034-243400017-20180206-M2018-1-DE**

Réception en Préfecture : **06 FEV. 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture:

- DOB 2018 VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Gestion de la dette - Demande de reconduction du fonds de soutien

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a déposé en date du 29 avril 2015 auprès du représentant de l'Etat une demande d'aide au titre du fonds de soutien créé par l'article 92 de la loi de finances initiale pour 2014 en faveur des collectivités territoriales ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

Cette aide a été accordée par notification du 19 avril 2016 pour des prises en charge de respectivement 15,43% et 13,43%, ce qui représente des montants maximum d'aide de 1 444 100,53 € et 668 752,40 €.

Par délibération n°13895 du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole avait décidé de solliciter l'aide du fonds de soutien dans le cadre du dispositif dérogatoire prévu à l'article 6 du décret modifié n°2014-444 du 29 avril 2014 permettant une prise en charge partielle des intérêts dégradés pour une période de trois ans à compter de la date du dépôt du dossier pour les prêts suivants, souscrits auprès de Dexia Crédit Local et désormais gérés par la SFIL :

N° du contrat : N° MPH257546EUR, anciennement MPH985290EUR

- Date de conclusion : 20 avril 2007
- Montant initial du capital emprunté : 19 698 971,30€
- Durée initiale du contrat de prêt : 28 ans et 8 mois
- Taux d'intérêt : 1^{ère} phase de la date de versement au 01/01/2012 : taux fixe de 3,20% 2^{ème} phase du 01/01/2012 au 01/01/2036 : formule de taux structurée indexée sur l'écart CMS 30 ans EUR – CMS 01 an EUR, taux fixe de 3,20 % en dessous de la barrière
- Score Gissler 3E

N° du contrat : N° MPH260968EUR

- Date de conclusion : 1er août 2008
- Montant initial du capital emprunté : 12 710 426,58€
- Durée initiale du contrat de prêt : 24 ans
- Taux d'intérêt : 1^{ère} phase : de la date de versement au jusqu'au 01/08/2022 : formule de taux structurée indexée sur l'écart CMS 30 ans EUR – CMS 05 an EUR, taux fixe de 4,57 % en dessous de la barrière
- 2^{ème} phase jusqu'au 01/08/2032 : taux fixe de 4,57%
- Score Gissler 3E

Au vu des propositions de réaménagement transmises par la SFIL et compte tenu de l'analyse de risque sur ces deux emprunts, il avait été proposé de pas procéder au réaménagement de ces 2 prêts aux conditions du marché et de bénéficier de l'aide du fonds de soutien au titre du dispositif dérogatoire sous forme de prise en charge partielle d'échéances d'intérêts dues et payées.

Ce choix s'est avéré opportun puisqu'aucun de ces deux emprunts n'a donné lieu à paiement d'intérêts dégradés. Les conditions de sortie de ces emprunts se sont améliorées au regard des conditions de marché et de l'amortissement des encours, et leur réaménagement reste à l'étude.

Conformément à la décision du comité nationale d'orientation et de suivi du 28 janvier 2016 et à l'arrêté du 22 juillet 2015 modifié, le bénéfice du dispositif dérogatoire de prise en charge partielle des intérêts dégradés pour une période peut être prorogé par période de trois ans jusqu'au terme des contrats et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2028, date de clôture définitive du fonds de soutien.

Pour ce faire, la collectivité ou l'EPCI doit en faire la demande expresse dans les six mois précédant l'expiration de la période de trois ans à compter du dépôt de la demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Vu l'article 92 de la loi n°2013-1273 de finances initiale pour 2014,

Vu le décret modifié n°2014-444 du 29 avril 2017, notamment son article 6,

Vu l'arrêté du 2 juin 2017 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2015,

Vu les décisions du comité national d'orientation et de suivi du 28 janvier 2016, et du 26 avril 2017,

- approuver la reconduction du dispositif dérogatoire pour une nouvelle période de trois ans pour les prêts n°MPH257546EUR, anciennement MPH985290EUR et n°MPH260968EUR ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

* Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

* Réception en Préfecture : **07 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

87 2040
12 3344

Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2017 - Avenant n°3 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'ANAH - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'est vue déléguée par l'Etat pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés. A ce titre, elle a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant annuel dit « de fin de gestion » précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation.

Un avenant de clôture spécifique à la réalisation des logements sociaux publics a d'ores et déjà fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole le 20 décembre dernier.

L'avenant n°3 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé détermine l'enveloppe complémentaire mise à la disposition de la Métropole par l'Agence pour un montant de 765 494 €, portant le montant total des droits à engagement 2017 à 3 707 852 €. A celle-ci, s'ajoute le déblocage d'une dotation complémentaire du programme national « Habiter Mieux » pour l'attribution des aides du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) d'un montant de 156 000 €, portant le montant total des droits à engagement 2017 au titre du programme à 656 000 €.

En contrepartie, la Métropole s'est vue fixer des objectifs ajustés, portant le nombre total de logements à rénover à 332 contre 302 initialement, dont :

- 279 logements de propriétaires occupants contre 275 initialement ;
- 53 logements de propriétaires bailleurs contre 27 initialement.

Cette nouvelle dotation couvre également la rénovation des parties communes de 8 copropriétés, équivalant à 140 logements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°3 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 15 FEV. 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



2018-01-25
12:33:44

Création de 64 logements sociaux d'insertion, résidence ' François Villon ' bât A et B, 240 avenue de Lodève à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, sollicite la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition de 64 logements sociaux d'insertion, sous forme :

- d'une résidence sociale généraliste de 32 logements (bâtiment A), confiée en gestion à l'association ISSUE membre de Gammes,
- d'un Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) de 32 logements (bâtiment B), géré par l'association Habitat Jeunes Montpellier.

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des deux prêts d'un montant total de 1 114 754 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 114 754 €, représentant 100 % des deux prêts sollicités par ACM Habitat auprès de la CDC pour financer la création de 64 logements sociaux d'insertion, résidences « François Villon » bâtiment A et B, situés 240 avenue de Lodève à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans les contrats de prêt n°72671 et n°72587 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 7 voix

07/02/2019
2019-01-20

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

✓
Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

87.20.20
12.11.11



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

81 30 40
70 33 44

Réhabilitation de 278 logements sociaux - résidence ' Cap Dou Mail', avenue de Louisville à Montpellier - Garantie d'emprunt à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la contribution de la Métropole pour la réhabilitation de la résidence Cap Dou Mail située avenue de Louisville à Montpellier, quartier Mosson. Construite à la fin des années 1970, cette résidence de 278 logements fait l'objet de travaux de rénovation thermique, de requalification des parties communes, de mise aux normes des équipements techniques (ascenseurs, contrôle d'accès, réseaux...), de résidentialisation et de traitement des espaces extérieurs.

Cette opération a reçu un avis favorable de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour un démarrage anticipé des travaux en tant qu'opération du futur projet de renouvellement urbain de la Ville de Montpellier - Quartier Mosson, dont les études de préfiguration sont en cours.

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 7 835 690 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant toute la durée du prêt, à libérer en cas de besoin des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 7 835 690 € représentant 100% du prêt sollicité par ACM Habitat auprès de la CDC pour financer les travaux de réhabilitation de la résidence Cap Dou Mail, située avenue de Louisville à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°72561 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 7 voix

Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 15 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

81 8040
42 4344



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

81 30 40
42 33 44

Amélioration de 86 résidences de logements sociaux à Baillargues, Fabrègues, Montpellier, Lattes, Lavérune, Le Crès, Saint Jean de Védas et Vendargues - Garantie d'emprunt à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la contribution de la Métropole pour la réhabilitation de 86 résidences, situées à Baillargues, Fabrègues, Montpellier, Lattes, Lavérune, Le Crès, Saint Jean de Védas et Vendargues. Les travaux projetés diffèrent d'un programme à l'autre, et concernent l'amélioration ou la mise aux normes des menuiseries, de l'électricité, des ascenseurs, du chauffage, des équipements de sécurité, de l'étanchéité ou encore la réfection de certaines façades et toitures.

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 6 129 931 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer ces travaux.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 6 129 931 € représentant 100% du prêt sollicité par ACM Habitat auprès de la CDC pour financer les travaux de réhabilitation réalisés dans 86 résidences situées à Baillargues, Fabrègues, Montpellier, Lattes, Lavérune, Le Crès, Saint Jean de Védas et Vendargues, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°71783 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

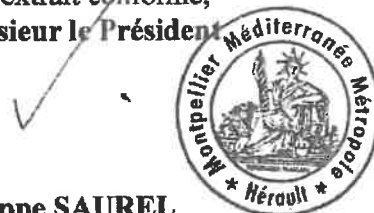
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 7 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

81 80 20
42 13 44



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Logement

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



81 20 40
42 33 44

Durée :	23 ans maximum
Amortissement du capital	progressif ou constant (au choix de l'emprunteur)
Conditions financières :	<p>- Tibeur (Euribor) 6 mois (arrondie au 1/100^{ème} de point supérieur) + 1.25%, étant précisé que dans l'hypothèse où le Tibeur (Euribor) 6 mois serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) 6 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro</p> <p>ou</p> <p>- Module taux fixe :</p> <p>Taux fixe du moment issu de la cotation proposée par le prêteur et acceptée par l'emprunteur (durée minimale du module taux fixe : 2 ans)</p> <p>A l'issue du module Taux fixe : option entre Taux révisable (voir ci-dessus) ou nouveau module taux fixe</p> <p><i>L'option taux fixe ne sera possible que dans le cas d'une conservation des logements dans le patrimoine de l'emprunteur, loués dans les conditions réglementaires du PLS.</i></p>
Périodicités des échéances	semestrielle
Remboursement anticipé	<p>En cas de remboursement en période de taux fixe : indemnité actuarielle dans le cas où le taux de réemploi du capital remboursé est inférieur au taux en vigueur avec un minimum de 6 mois d'intérêts.</p> <p>Dans les autres cas : indemnité de 3% du capital remboursé par anticipation.</p> <p>Frais de gestion : 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 €</p>

Au cas où la SA d'HLM PROMOLOGIS, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 820 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès du Crédit Foncier de France pour financer la réalisation de 7 logements en location-accession, résidence « Notre Dame », situés 278 route de Nîmes à Catelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et PROMOLOGIS,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix



Construction de 7 logements en location-accession - Résidence ' Notre Dame ', 278 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements en location-accession, résidence « Notre Dame » situés 278 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. Le projet, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PREMALIS, a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain SERRADO.

La SA d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 820 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	820 000 €
Durée :	30 ans
dont phase de mobilisation :	2 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
dont amortissement	23 ans
Phase de mobilisation	
Durée :	2 ans maximum
Conditions financières :	Tibeur (Euribor) 3 mois (arrondie au 1/100 ^{ème} de point supérieur) + 1.10%, étant précisé que dans l'hypothèse où le Tibeur (Euribor) 3 mois serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) 3 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro
Echéances	règlement des intérêts calculés sur les fonds mobilisés
Périodicités des échéances :	trimestrielles
Versement des fonds	en 1 ou plusieurs fois pour un montant minimum de 164 000 € par tirage, à l'exception du 1 ^{er} versement qui pourra être réduit à la somme minimale de 5% du montant du prêt.
Phase de consolidation	
1^{ère} période de différé d'amortissement de 5 ans	
* A l'issue de la période de différé d'amortissement de 5 ans, une quotité de 40% maximum pourra être amortie sur la durée résiduelle de 23 ans. Une réduction du montant de prêt de 60% sera donc obligatoirement appliquée.	
Conditions financières :	Tibeur (Euribor) 6 mois (arrondie au 1/100 ^{ème} de point supérieur) + 1.10%, étant précisé que dans l'hypothèse où le Tibeur (Euribor) 6 mois serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) 6 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro
Périodicités des échéances	semestrielle
2nd période de 23 ans d'amortissement pour un montant maximum de 328 000 €	



Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 15 FEV. 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

87-20-20
76-23-24



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

01 30 40
72 33 44

Construction de 9 logements sociaux - Résidence ' Tangerine ' - 16 route de Montpellier à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 9 logements sociaux « Tangerine », 16 route de Montpellier à Saint Jean de Védas. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Nexity, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet montpelliérain Image Architectes.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 951 205 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 346 556 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 282 238 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 178 608 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 143 803 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	346 556 €	282 238 €	178 608 €	143 803 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.33 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.33 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans



La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 713 403,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 951 205 € sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 9 logements sociaux, résidence « Tangerine », 16 route de Montpellier à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme
Monsieur le Président


Philippe SAUREL



15 FEV. 2018

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

01 30 40
42 33 44

**Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2018 -
Attribution de subventions pour la réhabilitation de vingt-huit logements situés
dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » de l'opération, marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100% pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt-huit logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Courmonterral, Fabrègues, Jacou, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques et Saint Jean de Védas, dont vingt-sept sont occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes et un logement locatif, pour un montant total de 99 939 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

✓
Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- Annexe PIG

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

2020
12 13 14



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

**Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de
Montpellier 2016-2021 - quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson -
attribution de subventions pour la réhabilitation de 22 logements - Délibération
n°14976 du 2 novembre 2017 - Modification**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14976 du 02 novembre 2017, le Conseil de Métropole a décidé l'attribution d'une aide à M. MANCUSO Emmanuel, M. et Mme GHILIERMO Jean-François et Karine, M. THEVENON Renaud, M. et Mme LE LEAP Clément et Anne et la SCI OCCITANE pour la réhabilitation de leurs logements situés à Montpellier.

Une erreur matérielle a porté le montant total de leurs subventions à 54 579 € dont le détail figure en annexe tableau 1, alors que l'application des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole conduit à l'attribution d'une aide d'un montant total 63 538 € dont le détail figure en annexe tableau 2.

Le reste de la délibération demeure inchangée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°14976 du 2 novembre 2017 et attribuer les subventions telles que décrites en annexe tableau 2, en lieu et place des montants attribués antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- Tableau conseil janvier 2018 MODIF CFNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

07 00 00
42 33 44



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



**Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de
Montpellier 2016-2021 - quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson -
attribution de subventions pour la réhabilitation de quatre logements -
Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux îlots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre que lui confère son statut depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800€ par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 27 495 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture:

- CFNE 4 logts.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



81 3040
10 1344

Renouvellement de l'Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte Contre le Cancer) - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre des actions de prévention menées pour la santé des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC) est un partenaire prépondérant depuis plus de 10 ans désormais.

S'appuyant sur ses 50 ans d'expérience, fort de son expertise médicale et scientifique le GEFLUC agit au quotidien pour lutter contre le cancer. Son action se situe auprès des entreprises de la région Occitanie et travaille en partenariat avec les chefs d'entreprise, les DRH, la médecine du travail pour mettre en place des programmes de sensibilisation et de prévention des risques des cancers en proposant des actions adaptées à chaque entreprise.

Ainsi, le groupement organise au sein des entreprises, des collectivités et de leurs groupements des séances d'information et de sensibilisation à la prévention des cancers par des réunions et des conférences sur différents thèmes : le tabagisme passif et actif au travail, l'alcoolisme, l'alimentation, les addictions.

Après la mise en place d'une conférence sur le tabac en février 2005, l'association continue d'accompagner les agents de la Métropole et des communes dans leur sevrage tabagique.

Cet accompagnement, appelé « plan anti-tabac », a concerné plus d'une centaine d'agents. Il est aujourd'hui individuel et constitué de plusieurs rendez-vous avec le tabacologue.

Afin de poursuivre ce partenariat, notamment par des conférences sur des thèmes d'hygiène de vie, des formations d'agents, il est nécessaire d'adhérer à cette association. En effet, des actions de sensibilisation dans la démarche de prévention alcool, aux dépistages des cancers sont programmées.

Par ailleurs, conscient du bouleversement complet de l'environnement professionnel d'un salarié à l'annonce de sa maladie, le GEFLUC a élaboré le projet d'aide au retour à l'emploi GE-BOSS qui après une phase expérimentale régionale sera étendu sur tout le territoire national.

GE-BOSS (Baliser, Organiser, Surmonter, Sécuriser) est un programme de coaching ou e-coaching mis en place pour le maintien de l'emploi ou la réinsertion dans la vie professionnelle des patients jeunes atteints par cette maladie.

Le GEFLUC a commencé à réaliser en 2017 une étude sur l'accompagnement spécifique du malade et de son environnement professionnel, sous forme de séances de coaching. Cet accompagnement est assuré par un thérapeute à la fois médecin et « coach » ce qui permettra, outre le travail et la réinsertion, une meilleure coordination avec les équipes soignantes afin de sécuriser le patient. Les séances pourront être réalisées à distance (e-coaching).

Cette demande d'adhésion s'inscrit ainsi plus globalement dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement d'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association GEFLUC ;
- autoriser le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 3 500 € au titre de l'année 2018 ;
- dire que les crédits nécessaires à l'adhésion et au plan anti-tabac sont inscrits au budget primitif 2018, Chapitre 930
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Modification du tableau des emplois et des effectifs

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I- Confirmations de postes :

a) Par délibération n°12750 du 05 février 2015, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2004-032) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Emploi et de l'Economie.

- Nature des fonctions : Assure l'accompagnement efficace et contribue à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participe aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élabore et améliore des outils de formation et assure une veille économique dans les domaines innovants.

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.

- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b) Par délibération n°13304 du 30 septembre 2015, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2014-025) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Emploi et de l'Economie

- Nature des fonctions : Assure l'accompagnement efficace et contribue à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participe aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élabore et améliore des outils de formation et assure une veille économique dans les domaines innovants.

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.

- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c) Par délibération n°14570 du 29 mars 2017, le poste relevant du cadre d'emplois des médecins territoriaux pour exercer des fonctions de Médecin de Prévention (n° du poste : 2017-107) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

- Nature des fonctions : Met en place des actions de prévention et assure des missions de conseil auprès de l'administration et du personnel en matière de santé et de conditions de travail. Conduit des analyses de poste afin de les adapter à la santé des agents. Participe également à des groupes de travail au sein d'une équipe pluridisciplinaire en santé au travail (psychologue, ergonomiste, référent handicap et maintien dans l'emploi, assistante sociale, ingénieur).

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire du doctorat de médecine ; du Diplôme d'études spécialisées de médecine du travail ou de certificat d'études spéciales de médecine du travail ou médecin relavant du statut des médecins territoriaux ou

appartenant à une autre fonction publique et disposant de connaissance et d'une expérience en médecine de prévention.

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2014-924 du 18 août 2014 portant échelonnement indiciaire des médecins territoriaux.

- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le suivi médical des agents, ce poste ne peut rester vacant.

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d) Par délibération n° 7039 du 30 mai 2006, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Journaliste-Chargé de publication (n° du poste : 2002-056) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est désormais affecté à la Direction de la Communication mutualisée.

- Nature des fonctions : Rédige, met en forme et prépare la diffusion d'informations via les magazines de la Ville et de la Métropole et des sites internet, dans le respect du plan de communication. Participe à l'élaboration des sommaires, propose des sujets dans le respect des orientations éditoriales des supports. Recueille, hiérarchise, traite, vérifie les informations. Suit l'actualité des deux institutions et, plus largement, l'actualité locale. Assure la couverture de temps forts institutionnels (événements, conseils, réunions publiques...). Propose des illustrations (photo ou infographie), en suit l'élaboration et le choix, en lien avec le pôle photo, la PAO ou les prestataires. Participe à la mise en page en lien avec le prestataire.

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle confirmée dans le domaine de la presse et de la communication,

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,

- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication interne et externe sur le territoire Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

e) Par délibération n°7543 du 30 mars 2007, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Chargé de mission marketing (n° du poste : 2004-310) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est désormais affecté à la Direction de l'Emploi et de l'Economie.

- Nature des fonctions : Participe à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'actions marketing opérationnel au service de la promotion et de la valorisation du territoire à destination d'une cible d'acteurs économiques. Organise, coordonne et met en forme les informations utiles pour la promotion du territoire. Organise des actions de promotion et d'animation du territoire.

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : de formation bac +5 de type école de commerce avec spécialisation en marketing et /ou marketing territorial et d'une expérience de 3 ans minimum en marketing au sein d'une entreprise ou d'une collectivité territoriale.

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la promotion du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

f) Par délibération n°14010 du 21 juillet 2016, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de Chargé de mission Rénovation thermique des logements (n° du poste : 2010-053AS) a été créé au tableau des effectifs dans le cadre d'un conventionnement avec l'ADEME pour une durée de mission limitée à 3 ans. Ce poste est affecté désormais à la Direction de la Transition Energétique et Ecologique.

- Nature des fonctions : Coordonner et assurer le portage de la plateforme ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la rénovation thermique des copropriétés EcoCité Ville de Demain

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : Etre titulaire d'un BAC +5 et d'une Expérience significative (5ans) dans la gestion de projets

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.



- Motif : compte tenu de la nécessité de mettre en place une plateforme locale de rénovation énergétique de l'habitat privé, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des confirmations de postes.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

✓



Philippe SAUREL

Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

2020
12 13 14

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) portant sur les espaces métropolitains du pôle Cadoule Bérange - Demande de subvention - Approbation

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la démarche de reconquête de la qualité de l'eau captée par les forages Garrigues Basses (Sussargues), Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre un programme d'actions, à l'échelle de l'aire d'alimentation des captages (AAC), approuvé par délibération n° 12818 du Conseil de Métropole en date du 05 mars 2015. Cette zone s'étend sur 25 km² et intercepte les communes de Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues et Sussargues

Ce programme prévoit des actions visant la réduction des pressions polluantes liées à l'usage de produits phytosanitaires sur les zones agricoles et non agricoles (espaces publics et privés).

L'outil mobilisable pour accompagner les collectivités et leurs groupements dans cette démarche est le Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH). C'est un outil d'aide à la décision élaboré par un bureau d'études spécialisé, à partir d'un diagnostic complet des pratiques de gestion des espaces publics, et débouchant sur des préconisations adaptées à chaque entité.

L'objectif de ce plan est de supprimer progressivement l'usage des pesticides sur les espaces publics, d'optimiser les apports de fertilisants et de diminuer les volumes d'eau utilisés pour l'arrosage des espaces verts. Un programme de formation et de sensibilisation des agents territoriaux et de la population est également prévu.

Montpellier Méditerranée Métropole est concernée à double titre par la gestion des produits phytosanitaires, d'une part en tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable et d'autre part en tant que gestionnaire effectif de l'espace public (voirie et espaces verts associés) depuis le 1er janvier 2016. Il convient ainsi qu'elle se dote de plans de gestion différenciée des espaces publics en cohérence avec sa politique de l'eau.

La Métropole a donc lancé, en septembre 2016, un groupement de commandes pour réaliser un PAPPH métropolitain sur les espaces publics dont elle assure directement la gestion et quatre PAPPH communaux sur les espaces gérés par les communes Montaud, Restinclières, Saint Drézéry et Saint Geniès des Mourgues, volontaires pour s'associer à l'étude (délibération n° 13634 du 24 février 2016).

Le groupement de prestataires sélectionné a ainsi réalisé un diagnostic sur les espaces publics concernés permettant de décrire l'organisation des services, le matériel à disposition, l'utilisation des produits phytosanitaires, la typologie et l'entretien des espaces verts. Des préconisations d'entretien durables ont ensuite été définies et validées lors du comité de pilotage du 9 octobre 2017.

Concernant l'étude métropolitaine, il a été choisi de structurer les préconisations sur le réseau viaire au niveau du nettoyage d'une part et de l'entretien de la voirie d'autre part.

Le chiffrage du plan d'actions (achat de matériel alternatif à l'utilisation des désherbants et plan de communication) s'élève à 93 100 €HT avec un autofinancement estimé à 26 620 €HT déduction faite des subventions potentielles.

Certains matériels et les actions de communication font en effet l'objet d'un financement compris entre 40 et 80% de la part de l'Agence de l'eau.

Le plan de communication, essentiel à l'acceptation de la démarche zéro phyto par la population, prévoit la diffusion d'articles dans le magazine métropolitain et sur le site internet, la création de vidéos sur le site internet de la Métropole et la conception et création de rolls-ups pour des expositions itinérantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan d'actions durables préconisé par le groupement de commandes ;
- solliciter les subventions les plus importantes au titre du plan d'actions durables auprès de l'Agence de l'Eau et de tout autre partenaire financier ;



- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 905 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Saint Drézéry, Saussan et Le Cres modifications - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L. 5217-7 et L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les communes de Saint Drézéry et de Saussan ont souhaité apporter des fonds de concours pour la réalisation d'aménagements de voirie au titre de la programmation 2015.

Toutefois, les délibérations conjointes des communes et de Montpellier Méditerranée Métropole adoptées pour approuver ces fonds de concours ne sont pas concordantes et doivent donc être modifiées.

Commune de Saint Drézéry

Constatant la non concordance des délibérations conjointes portant sur les pourcentages de financement apportés par fonds de concours, et en accord avec la commune, il convient d'abroger l'approbation des fonds de concours attribués par la commune de Saint Drézéry pour corrélérer les seuils des pourcentages appliqués aux mêmes opérations.

La présente délibération abroge et remplace les dispositions correspondantes de la délibération n°13430 du 12 novembre 2015 en ces termes :

Opérations	montant T.T.C de l'opération	montant H.T de l'opération	subvention	fonds de concours	% du fonds de concours
Travaux d'aménagement du parvis des écoles	75 656,00 €	63 046,67 €	20 949,00 €	20 450,00 €	48,58 %
Travaux d'aménagement du Chemin de Peyroutenque	30 000,00 €	25 000,00 €	0,00 €	7 000,00 €	28,00 %

Commune de Saussan

Constatant la non concordance des délibérations conjointes portant sur la dénomination de l'opération de voirie retenue pour l'exercice 2015 à laquelle la commune de Saussan a attribué un fonds de concours, et en accord avec elle, il convient d'abroger et remplacer les dispositions correspondantes de la délibération n°13430 du 12 novembre 2015.

La présente délibération abroge et remplace les dispositions correspondantes de la délibération n°13430 du 12 novembre 2015 en ces termes :

Opérations	montant T.T.C de l'opération	montant H.T de l'opération	subvention	fonds de concours	% du fonds de concours
Travaux d'aménagement du parvis de l'église et du monument aux morts	94 692,00 €	78 910,00 €	21 590,00 €	28 000,00 €	48,85 %

La commune de Le Crès souhaite prévoir un ajustement à la hausse de sa participation aux travaux de rénovation de l'éclairage public retenus au titre de l'exercice 2017. Il convient donc de modifier dans la délibération n°14929 du 27 septembre 2017 le pourcentage de financement apporté par fonds de concours aux opérations de rénovation de l'éclairage public communal.

La présente délibération abroge et remplace les dispositions correspondantes de la délibération sus visée sur l'opération de rénovation de l'éclairage public en ces termes :

Opérations	montant T.T.C de l'opération	montant H.T de l'opération	subvention	fonds de concours	% du fonds de concours
Travaux de rénovation de l'éclairage public de la commune	197 087,00 €	164 239,16 €	0 €	80 477,88 €	49 %

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les fonds de concours décrits ci-dessus et leurs modifications,
- approuver les conventions définissant les modalités de versement de ces fonds de concours,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget, aux chapitres 905 et 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions après approbations concordantes des communes de Saint Drézéry, Saussan et Le Crès, ainsi que tout document relatif à cette affaire,

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



13040
01344

Publiée le : **15 FEV. 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Programmation 2018 - Travaux d'enfouissement de l'éclairage public sur les communes de Castries, Vendargues - Travaux de rénovation de l'éclairage public sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques et Grabels - Modification de la convention financière pour les travaux sur la commune de Lavérune - Approbation - Demande de subventions - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, Rapporte :

En application de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energies est autorisé concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Au titre de la programmation de travaux 2018, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation et de mise en conformité de l'éclairage public.

- 1) La programmation métropolitaine de travaux de rénovation des réseaux d'éclairage public 2018 comporte les opérations suivantes :

Pôle Cadoule et Bérange

Commune de Castries :

Estimation des travaux rue de la Briqueterie : 105 160,04 € TTC ;

Déclinés comme suit :

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	T.V.A déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financée par Hérault Energies	Dépense à charge Métropole de Montpellier
Travaux électricité	42 050,96 €	6 570,47 €	0 €	14 192,20 €	21 288,29 €
Travaux éclairage public	41 888,47 €	0 €	20 000 €	0 €	21 888,47 €
Travaux télécommunication	21 220,61 €	0 €	0 €	0 €	21 220,61 €
Total	105 160,04 €				64 397,37 €

Dépense prévisionnelle de Montpellier Méditerranée Métropole : 64 397,37 €

Commune de Vendargues :

Estimation sommaire des travaux rue des balances et avenue de la gare : 358 300 € TTC

Déclinés comme suit :

- Travaux d'électricité 184 000 € TTC ;
- Travaux d'éclairage public 132 000 € TTC ;
- Travaux de télécommunication 42 300 € TTC ;



Le plan de financement définitif des travaux sous maîtrise d'ouvrage d'Hérault Energies ne pourra être arrêté qu'après exécution des études à venir ; aussi convient-il d'en autoriser l'exécution par le syndicat pour un montant estimé à 11 500 € TTC.

- 2) La programmation métropolitaine 2018 de travaux de mise en conformité de l'éclairage public (remplacement des luminaires à vapeur de mercure) comporte les opérations suivantes pour lesquelles il convient de solliciter les subventions du syndicat Hérault Energies.

Pôle Piémonts et Garrigues

Communes	Nature des travaux	Montant H.T de l'opération	Subvention sollicitée	Dépense à charge Métropole de Montpellier
Murviel-lès-Montpellier	Travaux éclairage public	20 951,47 €	15 000 €	5 951,47 €
Saint Georges d'Orques	Travaux éclairage public	36 222,68 €	20 000 €	16 222,68 €
Grabels	Travaux éclairage public	41 332,46 €	20 000 €	21 332,46 €

Pôle Plaine Ouest

Les dispositions de la délibération n°15004 du 2 novembre 2017 relative aux travaux de mise en conformité de l'éclairage public de la commune de Lavérune doivent être modifiées comme suit :

Communes	Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	Subvention sollicitée	Dépense à charge Métropole de Montpellier
Lavérune	Travaux éclairage public impasse de la piscine, lotissement le Lassédéron, rues Jean Moulin et Mas St Roch	70 690,94€	20 000 €	50 690,94 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les travaux de rénovation des réseaux de l'éclairage public situés sur les communes de Castries et Vendargues ;
- approuver les travaux de mise en conformité de l'éclairage public situés sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques et Grabels ;
- approuver le projet de modification de la convention financière relative aux travaux de mise en conformité de l'éclairage public sur la commune de Lavérune ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour ces travaux ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif cette affaire et à son exécution dont les demandes de subvention.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 12 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAURE



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

07.03.2018
12.13.18

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-502.....	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 161 m² à détacher de la parcelle CT 105 située avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez	173
D2017-682.....	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AI283 située avenue du Passet à Pignan	175
D2017-698.....	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AE0530 située 160 chemin du puits de Tourre à Saint-Drézéry	177
D2017-700.....	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement des parcelles, B1982, B1985, B2257et B2258 située rue de la Billière à Cournonsec	179
D2017-702.....	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BW052 située rue Romaine à Le Crès	181
D2017-703.....	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle section A n°1860 située 14 rue du cours complémentaire à Castries	183
D2017-798.....	Décision relative à un échange foncier sans soulte avec la société Nouveau Logis Méridional place Jacques d'Aragon - Commune de Lattes	185
D2017-800.....	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°2921 S 13.01 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France	187
D2017-814.....	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BH188 située rue des Ecureuils le clos de Ste Thérèse à Castelnau-le-Lez	189

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2018
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-833.....	Décision relative à une donation de Madame Geneviève Fourcassié d'une œuvre d'Achille Laugé - Portrait de Mme Simone Buchaume née Peyronnet (1910 - 2007)	191
D2017-834.....	Décision relative à la donation par la Fondation d'Entreprise du Musée Fabre d'une œuvre de Didier Demozay, Rouge Cadmium foncé - trait brun foncé	193
D2017-836.....	Décision relative à la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public à titre gracieux avec l'établissement Amarger-Arguel à Castelnau-le-lez	195
D2017-846.....	Marché n°4169DS15 - Réhabilitation et mise aux normes accessibilité des espaces d'accueil du public au Palais des Sports René Bougnol - Approbation de l'avant-projet détaillé du coût prévisionnel des travaux et de l'engagement du maître d'œuvre au respect de ce coût - Avenant n°1	197
D2017-848.....	Décision relative à un marché n°4287EP17 - Fournitures de lanternes d'éclairage public à Leds type Tramway	199
D2017-866.....	Décision relative à un marché n°4775MG17 - Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de Génie Climatique des bâtiments métropolitains (Chauffage, Ventilation, Climatisation)	201
D2017-871.....	Décision relative à l'attribution du marché 4920bisDF17 : Marché d'accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole pour la fiabilisation de l'inventaire comptable	203
D2017-874.....	Décision relative au marché n° 4624VD16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des études de conception et le suivi de la réalisation des travaux relatifs au programme de rénovation / réhabilitation des Points Propreté de la Métropole	205
D2017-876.....	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BM0279 située 2 rue des Hortensias Le CRES	207
D2017-893.....	Décision relative à la réhabilitation et mise aux normes accessibilité des espaces d'accueil du public au Palais des Sports René Bougnol - Demande de permis de construire - Approbation	209

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-898.....	Décision relative à la signature de l'avenant au mandat d'études avec la SA3M portant sur la rénovation thermique de copropriétés	211
D2017-899.....	Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier cadastré section RA n°1 au profit du cirque ZAVATTA	213
D2017-902.....	Décision relative à l'avenant n°1 au marché complémentaire n°8.63C des équipements énergie - Haute tension - Basse tension - Traction et de lignes aériennes de contact dans le cadre du bouclage de la 4ème ligne de tramway	215
D2017-905.....	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AN96 située Domaine de Manse avenue de Montpellier Dit paysager à Lattes	217
D2017-906.....	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AN46 située 6 impasse des Lauriers à Saint Jean de Védas	219
D2017-908.....	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société AVINEON pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	221
D2017-914.....	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société IMAIOS pour une modification de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	223
D2017-915.....	Décision relative au marché n°4789 – Lots 1 et 2 – Prestations vidéo pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier	225
D2017-917.....	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société INNERSHIP pour une modification de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	227
D2017-920.....	Décision relative à l'instauration d'une restriction du droit de disposer - Obligation Propter Rem - SCCV Villa Alizée - Commune de Castelnau-le-Lez	229

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-923.....	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4373AT16 d'entretien de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Sussargues	231
D2017-924.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	233
D2017-926.....	Décision relative à un contrat de commande de prestations intellectuelles - Accompagnement à la qualité du service public d'assainissement	235
D2017-927.....	Décision relative à l'avenant de transfert - Marché n°3921B16 "Communication institutionnelle Lot 2: communication de proximité" - KFH	237
D2017-928.....	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.833 portant sur la réalisation de constats ponctuels d'huissiers dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	239
D2017-929.....	Décision relative au marché n°4936 EP 17 portant sur l'aménagement provisoire de la partie basse de la Grand Rue Jean Moulin à Montpellier - Autorisation de signer le marché	241
D2017-930.....	Décision relative au classement dans le domaine public de plusieurs Chemins Ruraux sur la Commune de Saint Geniès des Mourgues	243
D2017-932.....	Décision relative à l'avenant de transfert, de la SAS SPIE Sud-Ouest à la SAS SPIE CityNetworks, du lot 2 du marché n°4619EP16 "Eclairage public - Aménagement de la rue de la croix Lavit et de la rue de la Galéra"	245
D2017-933.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IPRASENSE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	247
D2017-935.....	Décision relative à l'avenant du marché n°3978DS15 – Transfert d'activité de société SOGEA SUD vers SOGEA SUD HYDRAULIQUE	249
D2017-936.....	Décision relative au déclassement du domaine public d'un délaissé de voirie situé rue de la Billière à Cournonsec	251

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-938.....	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre à bon de commandes pour une mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour le grand mail et le quartier de la Mosson (diagnostic technique et expertise)	253
D2017-940.....	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 2 m ² à détacher de la parcelle AS 81 située chemin des Ormes à Cournonsec	255
D2017-941.....	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées DS 805 et DS 806 auprès de la SCCV SW5 avenue Germaine Tillon - Commune de Montpellier	257
D2017-944.....	Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et OC'VIA - Ligne ferroviaire du contournement de Nîmes Montpellier (CNM)	259
D2017-950.....	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.14A portant sur les contrôles extérieurs de réseaux humides dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	261
D2017-951.....	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.148 portant sur les contrôles extérieurs de génie civil dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	263
D2017-953.....	Décision relative au marché n°5008DE17 - Mission de prospection digitale de projets d'implantation sur Montpellier Méditerranée Métropole	265
D2017-955.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK n°1 (anciennement cadastrée C n°249), sise commune de Cournonsec - Aménagement de la ZAC CANNABE	267
D2017-957.....	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Chalets Tendille - Terrain route de Sète - commune de Saint Jean de Védas	269
D2017-958.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EVAL & GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	271
D2017-959.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ELIDEM dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	273

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-960.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société CIRBUS dans la Zac Garosud extension à Montpellier	275
D2017-964.....	Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle BB 66 appartenant à la SCI CAMILLE - Commune de Vendargues	277
D2017-965.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AL 218 située chemin du Moulin de Tourtorel à Saint Jean de Védas	279
D2017-966.....	Décision relative à une convention d'occupation temporaire relative à l'implantation d'un panneau directionnel sur un terrain situé sur la commune de Montpellier - Cadastéré section EL n° 81 au profit du de la Société Groupe Système U	281
D2017-971.....	Décision relative à un avenant n°1 au mandat de réalisation d'un Centre d'Art Contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm	283
D2017-974.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ATHEOR dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	285
D2017-975.....	Décision relative à un contrat d'emprunt entre La Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole	287
D2017-977.....	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 30 m², située rue Gratien Boyer, commune de Saint Jean de Védas	290
D2017-978.....	Décision relative à la vente au profit de la SCI "Le Mas Rouge" d'une portion de la rue du Mas Rouge en partie sur la commune de Montpellier et en partie sur la commune de Lattes	292
D2017-979.....	Décision relative à la signature de l'Avenant n°2 de transfert au marché 3829EA15 - Construction de l'Intercepteur Est réseaux secteur Navitau	294
D2017-982.....	Décision relative à la régularisation du transfert de propriété du SIVOM entre Vene et Mosson dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole de terrains ciblés "aire d'accueil des gens du voyage" situés sur les communes de Cournonterral et Fabrègues	296

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-983.....	Décision relative à la régularisation du transfert de propriété du SIVOM "Entre Vene et Mosson" dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du point propriété situé sur la commune de Cournonterral	298
D2017-985.....	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Parcelles cadastrée section SK n° 24 ; SE n° 72 et 74 - Commune de Montpellier	300
D2017-986.....	Décision relative à la location de l'ARENA SUD DE FRANCE pour l'organisation d'un match de championnat de division I de FUTSAL	302
D2017-987.....	Décision relative au marché n°5014DE17 - Accompagnement à l'élaboration et la mise en oeuvre d'un dispositif d'aides aux entreprises	304
D2017-988.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AV n°7 sise commune de Cournonterral - Aménagement de la ZAC CANNABE	306
D2017-989.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ n°24 sise commune de Baillargues - Aménagement des berges de la Cadoule	308
D2017-991.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SUDFLUOR au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	310
D2017-992.....	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 4526 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès- Maguelone - Lot 1 travaux d'amélioration	312
D2017-995.....	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché n°3392 - Travaux courants d'assainissement dans les communes lot 4 Montpellier Coeur Agglomération	314
D2017-996.....	Décision relative à la signature de l'avenant n°2 de transfert du marché n°4053 - Dévoisement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier	316
D2017-997.....	Décision relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols pour le choix d'un outil de Gestion de la Dette	318

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-999.....	Décision de création de la régie de recettes de la Taxe de Séjour Intercommunale	320
D2017-1005.....	Décision d'ester en justice "Requête n° 1705541-5 TA - René REVOL"	322
D2017-1007.....	Décision relative à l'attribution d'un marché d'étude dans le cadre du mandat confié à la SPL L'Or Aménagement pour les « Études préalables à la détermination du potentiel touristique et à la faisabilité de l'aménagement des berges du canal et du port de Pérols » commune de Pérols	323
D2017-1008.....	Décision relative au dépôt d'un permis de construire pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional	325
D2017-1009.....	Décision relative à un contrat d'emprunt entre La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole	327
D2017-1012.....	Décision relative à un marché de prestations de service n°4982DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le Jumping International de Montpellier Occitanie à l'Aréna de Montpellier - Modification	330
D2017-1016.....	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4710RI16 de mission d'évaluation de l'impact et de l'adhésion des usagers au modèle SMART CITY	332
D2017-1017.....	Décision relative à l'attribution du marché n°4678AT17 portant sur les travaux de réaménagement de la rue des Jasses à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature	334
D2017-1021.....	Décision relative à une convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de la Ville de Montpellier relative à l'acquisition de solutions de gestion de la formation, de recrutement, des stages et de la mobilité	337
D2017-1023.....	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société INCITIUS SOFTWARE pour une extension de sa surface au sein du bâtiment MIBI	339
D2017-1028.....	Décision relative à la l'avenant n° 1 à la convention n° 34 17 de mise à disposition avec la SAFER Occitanie d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes	341

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-1029.....	Décision relative à l'acquisition amiable des parcelles cadastrées AX n°140 et 141 - Commune de Pérols	343
D2017-1031.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALTERNATIVE SHIFT dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	345
D2017-1032.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ISOTROPIX dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	347
D2017-1036.....	Décision relative à l'acquisition de bureaux situés sur la parcelle cadastrée HI n°315 sise commune de Montpellier - Bâtiment Coupole Sud	349
D2017-1041.....	Décision d'ester en justice "BARRE Geneviève - Requête n°1705515-1TA"	351
D2017-1042.....	Décision relative à la réforme pour vétusté d'une balayeuse de marque SEMAT type LA 2000 économiquement irréparable - Cession à l'Hôtel des Ventes de Montpellier	352
D2017-1047.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société OXELTIS dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels	354
D2017-1056.....	Décision d'ester en justice "Commune de le Crès et autres, requête n°1705567-5TA"	356
D2017-1063.....	Décision d'ester en justice "requête n°1705927-3TA "	357
D2017-1064.....	Décision d'ester en justice "FUENTES - Cour d'Appel de Montpellier"	358



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 161 m² à détacher de la parcelle CT 105 située avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- **CONSIDERANT** qu'une emprise d'une superficie de 161 m² à détacher de la parcelle CT 105 située avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez n'est pas affectée à l'usage public,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public d'une emprise de 161 m² à extraire de la parcelle CT 105 avant de pouvoir la déclasser et la céder,
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 161 m² à détacher de la parcelle CT 105, située avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 161 m² à détacher de la parcelle CT 105, située avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-502
Reçue en Préfecture le	15/12/2017
Affichée le	15/12/2017
Notifiée le	
Identifiant	INC1146851-AU-

Fait à Montpellier, le 15 décembre 2017

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AI283 située avenue du Passet à Pignan

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme PC3420216M0034 en date du 19/05/2016 accordé sur la parcelle AI283,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer avec la société ENEDIS une convention en vue de la réalisation de travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située avenue du Passet à Pignan.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 6 512.15 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-682
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1148510-CC-11

Fait à Montpellier, le

22 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AE0530 située 160 chemin du puits de Tourre à Saint-Drézéry

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme DP03424916M0046 en date du 14/09/2016 accordé sur la parcelle AE0530,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer avec la Société ENEDIS une convention la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 160 chemin du puits de Tourre à Saint-Drézéry.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 9 065.94€ HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-698
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	JMC 1148774-CC-11

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement des parcelles, B1982, B1985, B2257 et B2258 située rue de la Billière à Cournonsec

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme PC 03408716M0008 en date du 10/11/2016 accordé sur les parcelles B1982, B1985, B2257, B2258,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer avec la société ENEDIS une convention en vue de la réalisation de travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située rue de la Billière à Cournonsec.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 21 518.925 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-700
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 1148790-CC-14

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BW052 située rue Romaine à Le Crès

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme PC03409014M0013 en date du 09/09/2015 accordé sur la parcelle BW052 Le Crès,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer avec la société ENEDIS une convention en vue de la réalisation de travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située rue Romaine à Le Crès.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 32 361.575 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 25 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

Décision n° D2017-702

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-702
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1148801-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle section A n°1860 située 14 rue du cours complémentaire à Castries

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme PC03405818M0015 en date du 21/12/2016 accordé sur la parcelle section A n°1860,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer avec la société ENEDIS une convention en vue de la réalisation de travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 14 rue du cours complémentaire à Castries.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 19 697.725 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-703
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc1148819-CC-11

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un échange foncier sans soulte avec la société Nouveau Logis Méridional place Jacques d'Aragon - Commune de Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la décision du Président n°D2017-661 en date du 21 septembre 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public des parcelles cadastrées DV 190 et DV 193, place Jacques d'Aragon – Commune de Lattes,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'estimation de France Domaine en date du 14 novembre 2017, réf. 2017.129V1519 qui fixe la valeur du terrain à 50 €/m²,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser l'échange foncier convenu entre la Commune de Lattes et la société Nouveau Logis Méridional, dossier qui relève désormais de Montpellier Méditerranée Métropole du fait du transfert de compétence en matière de voirie,
- **CONSIDERANT** la demande de la société Nouveau Logis Méridional qui souhaite créer une rampe pour les personnes à mobilité réduite permettant un accès plus aisé à la résidence pour personnes âgées « Aragon »,
- **CONSIDERANT** les accords convenus entre la Commune de Lattes et la société Nouveau Logis Méridional de procéder à un échange foncier sans soulte malgré la différence de superficie échangée, compte tenu de l'objet de l'acquisition.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la société Nouveau Logis Méridional ou toute autre personne venant en substitution de cette société, domiciliée 2 place de la Légion d'Honneur à Toulouse, les parcelles cadastrées DV 190 (43 m²) et DV 193 (180 m²), situées place Jacques d'Aragon à Lattes, accessoires de voirie, préalablement désaffectées et déclassées.

ARTICLE 2 : Le paiement du prix d'acquisition se fera par la vente par Montpellier Méditerranée Métropole à la société Nouveau Logis Méridional ou toute autre personne venant en substitution de cette société, domiciliée 2 place de la Légion d'Honneur à Toulouse, des parcelles cadastrées DV 190 (43 m²) et DV 193 (180 m²), situées place Jacques d'Aragon à Lattes, accessoires de voirie, préalablement désaffectées et déclassées.

ARTICLE 3 : L'échange foncier est proposé sans soulte eu égard à l'affectation de l'emprise acquise, à savoir la création d'une rampe pour personnes à mobilité réduite.

ARTICLE 4 : Maître Jean-Marc CABANES-GELLY, notaire à Montpellier se verra confier la rédaction de l'acte notarié, aux frais de la société Nouveau Logis Méridional ou toute autre personne venant en substitution de cette société.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-798
Reçue en Préfecture le	18 DEC. 2017
Affichée le	18 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc1150171-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°2921 S 13.01 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction dans les domaines des Transports et de la Mobilité à Monsieur Jean-Pierre RICO ;
- VU que dans le cadre de l'aménagement du quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine » rebaptisé Quartier Cambacères à Montpellier, la SA3M est intervenue comme mandataire de la Métropole pour l'opération de l'extension de la ligne 1 de tramway intégrée dans le mandat d'études général du nouveau quartier,
- VU la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération n°11818 du 24 septembre 2013 attribuant le marché n°2921 S 13.01 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France au groupement INGEROP Conseil et Ingénierie (mandataire) / Richez Associés pour un montant de 1 397 450 € HT toutes tranches confondues,
- VU la délibération n°13202 du 22 juillet 2015 autorisant la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet d'intégrer des études complémentaires indispensables à la coordination du projet tramway avec les projets de construction de la nouvelle gare Montpellier Sud de France et de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute A9 déplacée par ASF pour un montant de 49 300 € HT, portant le montant du marché à 1 446 750 € HT,

CONSIDERANT :

- qu'il convient désormais de substituer au mandataire initial le nouveau mandataire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France ayant pour objet de substituer au mandataire initial SA3M le nouveau mandataire TaM.

ARTICLE 2 : L'avenant n°2 est sans incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant n°2 visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-800
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	ENC 150185-AU

Fait à Montpellier, le - 4 DEC. 2017

M. J.-P. RICO



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BH188 située rue des Ecureuils le clos de Ste Thérèse à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme DP0345716M0152 accordé sur la parcelle BH188,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer avec ENEDIS une convention pour la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle BH188 située rue des Ecureuils le clos de Ste Thérèse à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 19 202.10 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 20 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : D'autoriser la signature de la convention visée à l'article 1.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-814
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc1150375-CC-H1

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2017
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une donation de Madame Geneviève Fourcassié d'une œuvre d'Achille Laugé - Portrait de Mme Simone Buchaume née Peyronnet (1910 - 2007)

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,

CONSIDERANT que Madame Geneviève Fourcassié, domiciliée 67, avenue de l'aéropostal 31520 Ramonville-Saint-Agne, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole un pastel d'Achille Laugé, *Portrait de Mme Simone Buchaume née Peyronnet (1910 – 2007)*, 56,5 x 48 cm d'une valeur de 1 500 € (mille-cinq-cents euros),

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Geneviève Fourcassié d'un pastel d'Achille Laugé, *Portrait de Mme Simone Buchaume née Peyronnet (1910 – 2007)*, 56,5 x 48 cm d'une valeur de 1 500 € (mille-cinq-cents euros).

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire du bien donné à compter du jour où son acceptation aura été constatée par la signature de la convention de donation afférente.

ARTICLE 3 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 4 : Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-833
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Emc150804-AU

Fait à Montpellier, le - 4 DEC. 2017
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la donation par la Fondation d'Entreprise du Musée Fabre
d'une œuvre de Didier Demozay, Rouge Cadmium foncé - trait brun foncé**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,

CONSIDERANT que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Didier Demozay, *Rouge Cadmium foncé – trait brun foncé* d'une valeur de 15 000 euros (quinze mille euros),

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Didier Demozay, *Rouge Cadmium foncé – trait brun foncé*, d'une valeur de 15 000 euros (quinze mille euros).

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire du bien donné à compter du jour où son acceptation aura été constatée par la signature de la convention de donation afférente.

ARTICLE 3 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 4 : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer la convention de donation visée à l'article 2.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-834
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Inc 150810-AU

Fait à Montpellier, le - 4 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public à titre gracieux avec l'établissement Amarger-Arguel à Castelnau-le-lez

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées du Conseil de Métropole au Président notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine de la voirie et espace public,
- **CONSIDERANT** que l'établissement Amarger/Arguel souhaite entretenir et embellir, à titre gracieux, le rond-point « Hautecloque », l'espace vert attenant entre la route de la Pompignane et l'avenue Georges Frêche ainsi que la route de la Pompignane, il convient de régler par voie conventionnelle les conditions techniques et administratives de l'entretien de l'espace public
- **CONSIDERANT** que l'espace public visé au titre d'une occupation temporaire, dépend du patrimoine viaire de Montpellier Méditerranée Métropole, la convention sera signée par les représentants dûment habilités de la collectivité concernée ainsi que par les représentants de l'établissement Amarger/Arguel.

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'établissement Amarger/Arguel est autorisé à occuper temporairement le domaine public à des fins d'entretien et d'embellissement de l'espace public.

ARTICLE 2 : Les espaces concernés sont le rond point « Hautecloque » (160 m2), l'espace vert attenant entre la route de la Pompignane et l'avenue Georges Frêche (300 m2) ainsi que la surface de la rue de la Pompignane (1530 m2).

ARTICLE 3 : Cette occupation est autorisée pour une durée d'un an reconductible de manière tacite 4 fois maximum.

ARTICLE 4 : Compte tenu de l'intérêt général que revêt cette occupation, elle est concédée à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Monsieur Pierre DUDIEUZERE Vice-Président délégué dans le domaine de la voirie et de l'espace public, est autorisé à signer ladite convention, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-836
Reçue en Préfecture le	0 6 DEC. 2017
Affichée le	0 6 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Imc1150812-CC-1-1

Fait à Montpellier, le **0 6 DEC. 2017**

M. P. DUDIEUZERE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché 4169DS15 - Réhabilitation et mise aux normes accessibilité
des espaces d'accueil du public au Palais des Sports René Bougnol -
Approbation de l'avant-projet détaillé, du coût prévisionnel des travaux
et de l'engagement du maître d'œuvre au respect de ce coût - Avenant n°1**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine de sports et traditions sportives,
- VU le rôle important que joue le Palais des Sports René Bougnol dans le paysage sportif de la Métropole, notamment à travers l'accueil des championnats du monde d'Handball en 2001, les nombreux titres remportés par le Montpellier Handball,
- VU les importants travaux de rénovation entrepris par Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en créant une salle de réception modulable de 850m² et en transformant une ancienne salle de danse en une unité de préparation physique,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre cette transformation du Palais des Sports René Bougnol par une réhabilitation et une mise aux normes d'accessibilité des espaces d'accueil du public qui permettra l'accès de l'équipement aux personnes à mobilité réduite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'approuver l'avant-projet détaillé pour la réhabilitation et la mise aux normes accessibilité des espaces d'accueil du public au Palais des Sports René Bougnol et d'adopter l'estimation définitive du coût prévisionnel « C » des travaux à 1 450 000 € HT,

ARTICLE 2 : d'approuver la signature d'un avenant n° 1 au marché 4169DS15 avec l'agence Coste Architectures, cet avenant ayant pour objet :

° de fixer le forfait définitif de rémunération, selon le taux de rémunération de 7.38%, à 107 010 € HT, soit une augmentation du coût prévisionnel de 7.4%. Ce coût prévisionnel prend notamment en compte les prestations supplémentaires pour les aménagements extérieurs et intérieurs nécessaires au bon déroulement des manifestations sportives de haut niveau, et en rendant compatibles les exigences de sécurité, d'accessibilité et de mise en valeur du site. Les prestations supplémentaires concernent une relocalisation de la billetterie sur le parvis pour séparer les flux publics, la création d'une rampe d'accès PMR vers le parking supérieur, l'aménagement d'embarquements en liaison avec le domaine public, la mise en valeur du site par éclairage leds et l'augmentation des rangements intérieurs ;

° de constater l'engagement du maître d'œuvre au respect de cette estimation définitive du coût prévisionnel « C » des travaux.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tous documents visés aux articles ci-dessus conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-846
Reçue en Préfecture le	12 DEC. 2017
Affichée le	12 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmcl150903-AU-11

Fait à Montpellier, le **12 DEC. 2017**

M. J.-L. MEISSONNIER



Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4287EP17 - Fournitures
de lanternes d'éclairage public à Leds type Tramway**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine de la Voirie et de l'espace public.

CONSIDERANT :

- que les lanternes d'éclairage public à leds type tramway arrivent en fin de vie et qu'il est nécessaire de renouveler le matériel existant ;
- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles 25-I.1°, 67, 68 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - > Valeur technique de l'offre 60%,
 - > Prix 40% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 3 octobre 2017 a attribué le marché à l'entreprise SAS RAGNI sise Lot 7 Gueirard - 06610 La Gaude présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4287EP17 de fournitures de lanternes d'éclairage public à leds type tramway avec l'entreprise SAS RAGNI, sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de un an renouvelable trois fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 et sur les budgets suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-848
Reçue en Préfecture le	01/12/17
Affichée le	01/12/17
Notifiée le	
Identifiant	Emc 1151080-AV

Fait à Montpellier, le **01 DEC. 2017**

M. P. DUDIEUZERE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4775MG17 - Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de Génie Climatique des bâtiments métropolitains (Chauffage, Ventilation, Climatisation)

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,

CONSIDERANT :

- que les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole sont d'assurer la continuité de service, la sécurité des installations et la maîtrise des consommations d'énergie,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1 et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (ci-après « le Décret »). Cette consultation est passée en application de l'article 78 du Décret. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum conclu avec plusieurs titulaires (3). Les différents titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes : attribution en cascade.
Cet accord-cadre est reconduit de manière tacite (sauf décision contraire) par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
Une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique est applicable avec un pourcentage minimum obligatoire d'heures d'insertion à réaliser de 7% des heures travaillées par an.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif caché concernant les prix unitaires ainsi que sur le tarif horaire, la remise appliquée sur les prix des catalogues fournisseurs et les coefficients de vente et de frais de gestion indiqués dans l'acte d'engagement pour les travaux et prestations complémentaires (50%),
 - 2- valeur technique au regard du mémoire technique (50%).
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 octobre 2017 a attribué l'accord cadre à (dans l'ordre suivant) :
 1. SPIE SUD OUEST, sise 170 rue Henri Farman - BP 70339 – 34 435 Saint Jean de Vedas,
 2. SERRANO, sise 254 rue Gustave Courbet, 34 750 Villeneuve-lès-Maguelone,
 3. EUROGEM, sise 503 rue du Roucagnier, 34 400 Lunel-Viel,
- que l'entreprise EUROGEM n'a pas répondu aux demandes de compléments de candidature. Cette dernière est donc irrecevable au sens de l'article 55 IV. du décret « marchés ». L'entreprise EUROGEM est éliminée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet accord cadre (et plus généralement, tout document relatif à cette affaire) n°4775MG17 - Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains avec les entreprises suivantes :

1. SPIE SUD OUEST.
2. SERRANO.

Cet accord cadre prend effet à compter du 1^{er} janvier 2018. Sa durée est de 1 an, reconductible 3 fois sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900, 903.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-866
Reçue en Préfecture le	2 6 DEC. 2017
Affichée le	2 6 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Enc 151182-AJ

Fait à Montpellier, le 2 6 DEC. 2017

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché 4920bisDF17 : Marché d'accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole pour la fiabilisation de l'inventaire comptable

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre des transferts de compétences successifs, la mise en concordance de l'actif du comptable et de l'inventaire de l'ordonnateur doit être fiabilisé,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 77 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée faisant l'objet de deux tranches pour une durée de 24 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique était décomposée comme suit :
 - Moyens humains mis en œuvre pour mener à bien la mission, capacités techniques de l'équipe au regard des compétences demandées : 10%,
 - Propositions d'un planning d'exécution des prestations s'inscrivant dans les délais maximum indiqués dans l'AE CCP. Ce planning analysé sur sa pertinence et sa cohérence : 20%,
 - Pertinence des modalités d'organisation notamment méthodologiques mise en œuvre pour chaque étape de l'étude, qualité des documents de synthèse proposés, qualité des états de restitution et garanties de disponibilités des membres de l'équipe. Durant la mission, la Métropole pourra solliciter le titulaire par mail, pour tout sujet relatif à la gestion des immobilisations. Le candidat devra préciser dans son mémoire technique les délais applicables en fonction de la nature des sollicitations : 20 %,
 - Expériences similaires du candidat dans les domaines objets du marché : 10%.
- qu'après analyse, l'entreprise BST Consultant, sise Résidence le Green Park, Bât A, 149 avenue du Golf, 34 670 Baillargues, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°4920bisDF17 : marché d'accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole pour la fiabilisation de l'inventaire comptable à l'entreprise BST Consultant, pour un montant de 75 330 euros HT. Conformément à l'acte d'engagement et en dérogation à l'article 13.1 du CCAG PI, le marché prend effet à compter de l'ordre de service adressé par 3M. Sa durée est de 24 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-871
Reçue en Préfecture le	0 5 DEC. 2017
Affichée le	0 5 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1151283-AU-H1

Fait à Montpellier, le **0 5 DEC. 2017**

M. M. LEVITA

Vice-Président
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n° 4624VD16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des études de conception et le suivi de la réalisation des travaux relatifs au programme de rénovation / réhabilitation des Points Propreté de la Métropole de Montpellier

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des études de conception et le suivi de la réalisation des travaux relative au programme de rénovation / réhabilitation des Points Propreté de la Métropole de Montpellier.
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres à bon de commandes.
- qu'il s'agit d'un accord-cadre sans minimum, ni maximum, conclu avec un maximum de 3 opérateurs économiques pour chacun des 3 lots et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique au regard du mémoire technique (60%) et le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%).
- qu'après analyse, les entreprises ARTELIA Ville et Transport (1^{ère}), TECTA (2^{ème}) et OTCE Infra (mandataire solidaire du groupement conjoint d'entreprises OTCE Infra / OTCE Languedoc Roussillon / OTCE Organisation) (3^{ème})) présentent respectivement les offres économiquement les plus avantageuses pour le lot 1.
- Les entreprises CABINET MERLIN (1^{ère}), ARTELIA Ville et Transport (2^{ème}) et CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU (3^{ème}) présentent respectivement les offres économiquement les plus avantageuses pour le lot 2.
- Les entreprises CABINET MERLIN (1^{ère}), CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU (2^{ème}) et TECTA OCCITANIE (3^{ème}) présentent respectivement les offres économiquement les plus avantageuses pour le lot 3.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 4624 VD 16, d'un montant estimatif total de 1 178 113.60 euros H.T, décomposé en 3 lots, comme suit :

Lot n° 1 : Secteur Ouest

- à l'entreprise ARTELIA Ville et Transport sise ZAC de Garosud, 113 rue Raymond Recouly, 34070 Montpellier,
- à l'entreprise TECTA sise 149 avenue du Golf, Green Park, Bât C, 34670 Baillargues,
- à l'entreprise OTCE Infra sise 4 bis chemin de Bénech, 31470 Fonsorbes.

Lot n° 2 : Secteur Centre

- à l'entreprise CABINET MERLIN sise Multiparc du Salaison, Bât 9, 145 rue de la Marbrerie, 34740 Vendargues,
- à l'entreprise ARTELIA Ville et Transport sise ZAC de Garosud, 113 rue Raymond Recouly, 34070 Montpellier,
- à l'entreprise CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU sise 418 rue du Mas de Verchant, BP 12, 34935 Montpellier cedex 9,

Lot n° 3 : Secteur Est

- à l'entreprise CABINET MERLIN sise Multiparc du Salaison, Bât 9, 145 rue de la Marbrerie, 34740 Vendargues,
- à l'entreprise CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU sise 418 rue du Mas de Verchant, BP 12, 34935 Montpellier cedex 9,
- à l'entreprise TECTA sise 149 avenue du Golf, Green Park, Bât C, 34670 Baillargues,

Pour chaque lot, l'attribution des bons de commande entre les trois titulaires sera effectuée « en cascade » suivant l'ordre de classement des offres établi lors de l'attribution de l'accord-cadre, prioritairement au titulaire classé premier.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 ans pour tous les lots et toutes les entreprises.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-874
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc1151296-AU-14

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BM0279 située 2 rue des Hortensias Le CRÈS

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- CONSIDERANT l'autorisation d'urbanisme PC03409014M009 du 17/07/2014 accordé sur la parcelle BM0279, 2 rue des Hortensias le Crès,
- CONSIDERANT la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- CONSIDERANT la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer une convention avec ENEDIS en vue de la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 2 rue des Hortensias le Crès.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 9 069,40 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-876
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1151316-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Réhabilitation et mise aux normes accessibilité des espaces d'accueil du public au Palais des Sports René Bougnol - Demande de permis de construire - Approbation

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 - VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
 - VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine du Sports et Traditions sportives ;
 - VU le rôle important que joue le Palais des Sports René Bougnol dans le paysage sportif de la Métropole, notamment à travers l'accueil des championnats du monde de Handball en 2001, les nombreux titres remportés par le Montpellier Handball ;
 - VU les importants travaux de rénovation entrepris par Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en créant une salle de réception modulable de 850m² et en transformant une ancienne salle de danse en une unité de préparation physique ;
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre cette transformation du Palais des Sports René Bougnol par une réhabilitation et une mise aux normes d'accessibilité des espaces d'accueil du public qui permettra ainsi une projection à plus long terme des événements sportifs s'y déroulant tout en développant des activités annexes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature et le dépôt du permis de construire.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tous documents visés aux articles ci-dessus conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-893
Reçue en Préfecture le	12 DEC. 2017
Affichée le	12 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1151679-AU-11

Fait à Montpellier, le **12 DEC. 2017**

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant au mandat d'études avec la SA3M portant
sur la rénovation thermique de copropriétés**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, French Tech et Artisanat » ;
- VU la convention de mandat Rénovation Thermique avec la SA3M pour accompagner la rénovation thermique de copropriétés approuvée par délibération n°13258 du 30 septembre 2015 et notifiée le 15 décembre 2015 pour une durée de 3 ans ;

CONSIDERANT :

- que sur les cinq syndicats de copropriétés initialement retenus dans le cadre du présent mandat d'études, représentant un total de 469 logements, seuls deux syndicats ont voté à ce jour favorablement en Assemblée Générale pour engager la démarche de rénovation énergétique.
- qu'en parallèle, les copropriétés Las Rebes, Fontaine Saint Clément et Le Nouveau Monde ont fait connaître leur intention de s'intégrer à ce dispositif d'ingénierie. Ces trois nouvelles copropriétés portent le total à 1 048 logements, soit une augmentation de 579 logements.
- que l'octroi des subventions EcoCité pour les travaux de rénovation énergétique des copropriétés du programme est soumis à l'obligation d'instrumentation des logements rénovés et d'analyse des performances énergétiques. L'attribution de cette mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage instrumentation à l'entreprise BETSO a été approuvée par décision n°2017-752 du 17 octobre 2017.

D E C I D E

ARTICLE 1 : la mission 5, définie à l'article 1.3 du contrat de mandat, est complétée afin de permettre à la SA3M, mandataire, d'accompagner les copropriétés, éventuellement avec l'aide de l'Assistant Maître d'Ouvrage (AMO) technique, le groupement BETOM/CAPTERRE, sur les missions suivantes : rédaction du dossier de consultation des entreprises, analyse des offres, assistance dans les négociations avec les entreprises et dans l'attribution des marchés.

ARTICLE 2 : le mandataire percevra pour le suivi des missions de l'AMO instrumentation une rémunération de 2 500 € HT par copropriété.

ARTICLE 3 : afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, les parties ont convenu de modifier l'article 9.2 du contrat relatif aux modalités de versement de l'avance, modification sans incidence sur le montant de la rémunération du mandataire et sur le bilan global de l'opération.

ARTICLE 4 : d'autoriser la signature de l'avenant au mandat Rénovation Thermique avec la SA3M, portant le montant prévisionnel du mandat à 710 000 euros HT.

ARTICLE 5 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-898
Reçue en Préfecture le	06 DEC. 2017
Affichée le	06 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1151829-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **06 DEC. 2017**

Mme C. MARION


Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier cadastré section RA n°1 au profit du cirque ZAVATTA

- VU le Code général des collectivités territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de contrat de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise le Cirque ZAVATTA à occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section RA n°1 lieu dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier, pour une contenance de 4 000m², sous condition de remise en état,
- **CONSIDERANT** que le cirque ZAVATTA souhaite utiliser ce terrain pour installer le cirque et le parking visiteurs du 20 décembre 2017 au 28 janvier 2018.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit du cirque ZAVATTA, représenté par son Directeur Monsieur DANGLADE Jean, une convention d'occupation temporaire d'une partie de la parcelle cadastrée section RA n°1 pour 4 000m², lieu dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier

ARTICLE 2 : Le contrat est consenti moyennant une indemnité journalière de 35€, soit 1 400 € au total pour la période concernée.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 40 jours, du 20 décembre 2017 au 28 janvier 2018.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-899
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	ENC 151879-AU

Fait à Montpellier, le - 4 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché complémentaire n°8.63C des équipements énergie - Haute tension - Basse tension - Traction et de lignes aériennes de contact dans le cadre du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision n°D2017-47 attribuant le marché complémentaire n°8.63C portant sur des équipements énergie, haute tension, basse tension, traction et de lignes aériennes de contact dans le cadre du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway au groupement d'entreprises INEO SCLE FERROVIAIRE / INEO UTS / SPIE SUD OUEST, mandataire INEO SCLE FERROVIAIRE de Toulouse (31), pour un montant de 530 174,45 € HT pour une durée de 12 mois ;
- VU la mise au point du marché du 28 février 2017 prenant acte du changement de nom du co-traitant SPIE Sud-Ouest en SPIE CityNetworks ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'intégrer des travaux complémentaires non définis dans le programme initial dont notamment la modification de la suspension de la ligne aérienne de contact au niveau du nouveau bâtiment des Halles Laissac et l'optimisation de la supervision Gestion Technique Centralisée des équipements Energie sur l'ensemble du réseau. Il convient également de modifier le délai d'exécution du marché afin de tenir compte du programme de construction du bâtiment des Halles Laissac et d'une éventuelle enquête publique pour une servitude d'ancrage,
- l'avis favorable de la Commission d'appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 24 octobre 2017.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché complémentaire n°8.63C des équipements énergie, haute tension, basse tension, traction et de lignes aériennes de contact avec le groupement d'entreprises INEO SCLE FERROVIAIRE / INEO UTS / SPIE SUD OUEST, mandataire INEO SCLE FERROVIAIRE de Toulouse (31), avenant d'un montant de 60 528,61 € HT portant ainsi le montant du marché à 590 703,06 € HT (soit une hausse de 11,42% du montant initial).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : La durée totale du marché est portée à 18 mois, contre 12 mois initialement.

ARTICLE 4 : D'autoriser monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-902
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1151956-AU

Fait à Montpellier, le - 4 DEC. 2017

M. J.-P. RICCO



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AN96 située Domaine de Manse avenue de Montpellier Dit paysager à Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme PC03412915M0008 du 14/03/2017 accordé sur la parcelle AN96, Domaine de Manse avenue du Montpellier Dit paysager à Lattes,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer une convention avec ENEDIS en vue de la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle AN96, Domaine de Manse avenue du Montpellier Dit paysager à Lattes.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 22 598.56€ HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-905
Reçue en Préfecture le	2 2 DEC. 2017
Affichée le	2 6 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	<i>imc1152049-CC-1-1</i>

Fait à Montpellier, le **22 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AN46 située 6 impasse des Lauriers à Saint Jean de Védas

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme PA3427017M0004 du 13/09/2016 accordé sur la parcelle AN46, 6 impasse des Lauriers à Saint Jean de Védas,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer une convention avec ENEDIS en vue de la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 6 impasse des Lauriers à Saint Jean de Védas,

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 7 217.75 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-906
Reçue en Préfecture le	2 2 DEC. 2017
Affichée le	2 6 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	inc1159080-CC-H

Fait à Montpellier, le

22 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant à la convention d'occupation
du domaine public passée avec la société AVINEON pour une
extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise AVINEON pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, prorogée par avenant en date du 1^{er} mai 2016,
- **CONSIDERANT** que la société AVINEON a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux situés au 2^o étage du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise AVINEON pour la location du module B2.20 d'une surface de 29,20m² contigu à sa surface actuelle.

ARTICLE 2: A compter de la signature de cet avenant, la surface occupée par la société AVINEON passe de 88,90m² à 118,10m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 avril 2019, renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

ARTICLE 4 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise AVINEON pour la nouvelle surface de 118,10m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 1 596,71 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 5: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-908
Reçue en Préfecture le	14 DEC. 2017
Affichée le	14 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	JMC115241-AU-11

Fait à Montpellier, le **14 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant à la convention d'occupation
du domaine public passée avec la société IMAIOS pour une
modification de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juin 2014 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1^{er} juin 2017,
- **CONSIDERANT** que la société AVINEON, mitoyenne de l'entreprise IMAIOS, souhaite accroître ses effectifs, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a demandé à l'entreprise IMAIOS de restituer le B2.20,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise IMAIOS a accepté la proposition du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en restituant le module B2.20 en échange de la location des modules B2.11 et B2.14 libres de toute occupation et contigus à sa surface actuelle,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise IMAIOS pour la restitution du module B2.20 d'une surface de 29,20m² en échange de la location des modules B2.11 et B2.14 sur une surface totale de 59,20m²,

ARTICLE 2: A compter de la signature de cet avenant, la surface occupée par la société IMAIOS passe de 178,40m² à 208,40m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 mai 2020, renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

ARTICLE 4: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise IMAIOS pour la nouvelle surface de 208,40m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 2 817,57 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 5: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-914
Reçue en Préfecture le	14 DEC. 2017
Affichée le	14 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	JMC159216-AU-11

Fait à Montpellier, le **14 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4789 - Lots 1 et 2 - Prestations vidéo pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication, développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique » ;

CONSIDERANT :

- que depuis le 1er mars 2017, la direction de la communication est devenue mutualisée et œuvre indifféremment pour le compte de la Ville et de la Métropole, aussi tous les marchés publics doivent également être mutualisés dans un souci d'économies et pour permettre un fonctionnement optimal des missions de la Direction,
- qu'une convention de groupement de commandes permanent a été adoptée par la décision n°2017-55,
- que la direction de la communication a besoin de prestataires pour la réalisation de prestations vidéo,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum annuel pour une durée de 12 mois renouvelable par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40%.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 05/12/2017 a attribué le marché pour le lot n° 1 « Prestations de captation, de réalisation, de production et de diffusion vidéo en direct » à l'entreprise VIDELIO EVENTS (34130 Saint Aunes) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 14/11/2017 a attribué le marché pour le lot n° 2 « Réalisation de vidéos pour les sites internet » à l'entreprise K PRODZ (30 000 Nîmes) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des marchés mutualisés pour la diffusion des supports de communication aux entreprises mentionnées ci-dessus. Les marchés prendront effet à compter du 01/01/2018. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-915
Reçue en Préfecture le	12 DEC. 2017
Affichée le	12 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	inc1152218-CC-H

Fait à Montpellier, le 12 DEC. 2017

M. A. EL KANDOUSSI

Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société INNERSHIP pour une modification de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juin 2016 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise INNERSHIP pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenant en date du 1^{er} janvier 2017,
- **CONSIDERANT** que la société FRUITION SCIENCES, mitoyenne de l'entreprise INNERSHIP, souhaite accroître ses effectifs, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a demandé à l'entreprise INNERSHIP de restituer le B2.7,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise INNERSHIP a accepté la proposition du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en restituant le module B2.7 en échange de la location du module B2.8 libre de toute occupation et contigu à sa surface actuelle,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise INNERSHIP pour la restitution du module B2.7 d'une surface de 19,60m² en échange de la location du module B2.8 d'une surface de 25,60m²,

ARTICLE 2: A compter de la signature de cet avenant, la surface occupée par la société INNERSHIP passe de 19,60m² à 25,60m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 mai 2019, renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

ARTICLE 4: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise INNERSHIP pour la nouvelle surface de 25,60m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 323,84 euros conformément au tarif applicable à une J.E.I.E approuvé par la délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 5: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-917
Reçue en Préfecture le	14 DEC. 2017
Affichée le	14 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	JMC1152234-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'instauration d'une restriction du droit de disposer -
Obligation Propter Rem - SCCV Villa Alizée - Commune de Castelnau-le-Lez**

- VU les articles L.5211-10 et L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **CONSIDERANT** les accords donnés par la SCCV Villa Alizée sur la constitution d'une servitude relative à la restriction au droit de disposer, sur la propriété lui appartenant, pour permettre la continuité du cheminement piéton le long de l'avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez,
- **CONSIDERANT** que ces servitudes, doivent faire l'objet d'un acte à publier aux Hypothèques, pour garantir leur maintien dans le temps.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une restriction au droit de disposer consentie par la SCCV Villa Alizée sur sa propriété cadastrée AS 271 et AS 274 située 1222, avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez, pour permettre le passage des piétons sur le trottoir de la résidence Villa Alizée.

ARTICLE 2 : La restriction au droit de disposer est consentie à titre gratuit, et sans limitation de durée.

ARTICLE 3 : La restriction au droit de disposer sera rédigée par Maître Flandin, notaire à Prades le Lez, qui se chargera de sa publication aux Hypothèques.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-920
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	ENC152247-AU

Fait à Montpellier, le - 4 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4373AT16 d'entretien de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Sussargues

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine de la « voirie et espace public » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- que le volume des prestations d'entretien de l'éclairage public de Sussargues est supérieur à l'estimation initiale, il convient d'augmenter de 10% le montant maximum du marché s'élevant à 15 399, 00 € HT, pour couvrir les besoins de la dernière période d'exécution de l'année 2017, en entretien et en travaux éventuels de maintenance.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché n°4373AT16 d'entretien de l'éclairage public de Sussargues avec l'entreprise ALLEZ & Cie, augmentant le montant maximum annuel du marché de 10%, soit 1 539, 90 € HT, faisant porter ce montant à 16 938, 90 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-923
Reçue en Préfecture le	0 6 DEC. 2017
Affichée le	0 6 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1152290-CC-1-1

Fait à Montpellier, le **0 6 DEC. 2017**
M. P. DUDIEUZERE



Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 12 novembre 2007 passée entre la Métropole et la société ASA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 06 juin 2017,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ASA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ASA pour une période de six mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ASA pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 723,60 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-924
Reçue en Préfecture le	13 DEC. 2017
Affichée le	13 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmcl152292-AU-H

Fait à Montpellier, le 13 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de commande de prestations intellectuelles
- Accompagnement à la qualité du service public d'assainissement.**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines des « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'accompagnement pour l'évaluation de la satisfaction des usagers du service public de l'assainissement,
- que conformément aux dispositions de la loi n°2010-559 du 28 mai 2010, un contrat avec une Société Publique locale (SPL) peut être conclu sans mise en concurrence préalable,
- que la société Languedoc Roussillon Aménagement Développement (LRAD), sise 117 rue des Etats Généraux 34 000 Montpellier, est une Société Anonyme dont la capital social est détenue à 96.25% par la région Occitanie et à 3.75% par Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : de conclure un contrat de prestations intellectuelles portant sur « l'accompagnement à la qualité du service public d'assainissement » avec la société LRAD sise 117 rue des Etats Généraux 34 000 MONTPELLIER, pour un montant de 34 000 euros HT. Le contrat prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 17 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

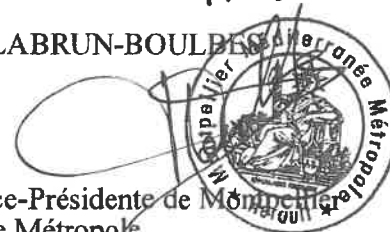
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-926
Reçue en Préfecture le	15/12/17
Affichée le	15/12/2017
Notifiée le	
Identifiant	INC1152339

Fait à Montpellier, le 14/12/17

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de transfert - Marché n°3921B16
"Communication institutionnelle Lot 2: communication de proximité" - KFH**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, entant que Conseiller délégué, membre du Bureau, dans le domaine de la communication, du développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique.
- VU la délibération n°13443 autorisant le lancement du marché n°3921B16 « Communication institutionnelle – Communication de proximité » attribué l'entreprise KFH, sises 34000 MONTPELLIER sans montant minimum ni maximum annuel et pour une durée de 12 mois reconductible trois fois;

CONSIDERANT :

-que par acte de vente à effet au 1/12/2016, la société dénommée KFH a cédé la branche d'activité constituant le « pôle institutions et projets » à la société INSTITUTIONS ET PROJETS sis 12 rue Castilhon- 34000 Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Communication institutionnelle – Communication de proximité » avec l'entreprise KFH devenue INSTITUTIONS ET PROJETS, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-927
Reçue en Préfecture le	12 DEC. 2017
Affichée le	12 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	<i>imc1152361-CC-H</i>

Fait à Montpellier, le **12 DEC. 2017**

M. A. EL KANDOUSSI

Conseiller Métropole Méditerranée Montpellier
Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.833 portant sur la réalisation de constats ponctuels d'huissiers dans le cadre de la 5ème ligne de tramway

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la lettre d'approbation de Montpellier Méditerranée Métropole du 31 mai 2013 autorisant la SEM TaM à signer le marché n°8.833 portant sur la réalisation de constats ponctuels d'huissiers dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway avec la SCP ELDIN / BAUDIA / AYNE / GUILLEMAIN / DURROUX / LANCON / SCHUYTEN pour un montant minimum de 2 000 € HT et un montant maximum de 25 000 € HT.

CONSIDERANT :

- qu'il convient désormais de prolonger la durée de la mission de réalisation de constats ponctuels d'huissiers.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°8.833 relatif à la réalisation de constats ponctuels d'huissiers ayant pour objet de prolonger la durée de la mission jusqu'au 31/12/2019.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 est sans incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-928
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Gmc/1152385-AU

Fait à Montpellier, le - 4 DEC. 2017

M. J.-P. RICO




Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4936 EP 17 portant sur l'aménagement provisoire de la partie basse de la Grand Rue Jean Moulin à Montpellier - Autorisation de signer le marché

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2017-274 portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre des travaux de la Grand Rue Jean Moulin à Montpellier, il est nécessaire de procéder à l'aménagement provisoire de la partie basse allant de la rue du Cygne au Boulevard du Jeu de Paume;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 la forme d'un marché à tranches pour une durée de 73 jours (toutes tranches confondues);
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%)
 - prix des prestations (40%),
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 octobre 2017 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise MALET sise Zac de la Louvade 34130 Mauguio présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché n°4936EP17 relatif à l'aménagement de la partie basse de la Grand Rue Jean Moulin à l'entreprise MALET, pour un montant de 290 060 euros HT (tranche ferme de 238 571.99 € H.T., tranche optionnelle de 51 448.01 € H.T.). Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 73 jours.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-929
Reçue en Préfecture le	15/12/2017
Affichée le	15/12/2017
Notifiée le	
Identifiant	INC 1152412

Fait à Montpellier, le 14/12/2017

M. P. DUDIEUZERE



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au classement dans le domaine public de plusieurs
Chemins Ruraux sur la Commune de Saint Geniès des Mourgues**

- VU les articles L.5211-10 et L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment les articles L.121-17 et L.161-1,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint Geniès des Mourgues n°65-15 en date du 17 Décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°2015-830 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Geniès des Mourgues dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** que certains chemins de la commune de Saint Geniès des Mourgues désignés dans le tableau suivant sont aménagés et affectés à l'usage public, et n'ont plus les caractéristiques de chemin ruraux,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'intégrer les chemins ruraux ou portions de chemins ruraux désignés dans le tableau ci-dessous au Domaine Public Métropolitain,

Chemins ruraux	Début	Fin
Chemin des Clauzes	D 610	Limite parcellaire AB 80-AB 85
Chemin de Sussargues à Saint Geniès	D54 de Montaud à Lunel Viel	D 610
Voie Communale N°2 – Chemin de l'Ancienne carrière Soustelle	D54 de Montaud à Lunel Viel	D 610
Chemin des Roussettes	Chemin de la Carierrasse	Limite parcellaire AC 189-AC 179
Chemin de la Carierrasse	D54 de Montaud à Lunel Viel	Route de Beaulieu
Chemin d'Encornet	Parcelle AP 179	Chemin de la Carierrasse (pont)

Chemin de Missargues (Anciennement Ch de St Génès des Mourgues à La Bruyère)	Rue du Bassin	Emprise SNCF
------------------------------------------------------------------------------------	---------------	--------------

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le classement dans le domaine public des voies ci-dessous :

Chemins ruraux	Début	Fin
Chemin des Clauzes	D 610	Limite parcellaire AB 80-AB 85
Chemin de Sussargues à Saint Génès	D54 de Montaud à Lunel Viel	D 610
Voie Communale N°2 – Chemin de l'Ancienne carrière Soustelle	D54 de Montaud à Lunel Viel	D 610
Chemin des Roussettes	Chemin de la Carierrasse	Limite parcellaire AC 189-AC 179
Chemin de la Carierrasse	D54 de Montaud à Lunel Viel	Route de Beaulieu
Chemin d'Encornet	Parcelle AP 179	Chemin de la Carierrasse (pont)
Chemin de Missargues (Anciennement Ch de St Génès des Mourgues à La Bruyère)	Rue du Bassin	Emprise SNCF

ARTICLE 2 : Les chemins ruraux ainsi désignés perdent leurs caractéristiques de chemin rural.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour modifier la domanialité de ces chemins.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-930
Reçue en Préfecture le	18 DEC. 2017
Affichée le	18 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc 1152403-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de transfert, de la SAS SPIE Sud-Ouest à la SAS SPIE CityNetworks, du lot 2 du marché n°4619EP16 "Eclairage public - Aménagement de la rue de la croix Lavit et de la rue de la Galéra"

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE;
- VU la décision n°2017-409 attribuant le lot n°2 « Eclairage public » du marché n°4619EP16 d'aménagement des rues de la Croix Lavit et de la Galéra à l'entreprise SPIE SUD OUEST, sise 170, rue Henri Farman 34430 Saint Jean de Védas pour un montant de 154 017,25 € HT et pour une durée de 21 semaines;

CONSIDERANT :

- que le groupe SPIE a décidé de procéder à la restructuration de ses activités en France en créant, une nouvelle filiale, la société SPIE CityNetworks dédiée aux activités des réseaux extérieurs et opérateurs télécoms. De ce fait, les activités détenues par la société SPIE Sud-Ouest sont transférées cette nouvelle filiale par convention de location-gérance.
- qu'il est nécessaire d'acter le transfert à la SAS SPIE CityNetworks des contrats et marchés publics dont la SAS SPIE Sud-Ouest était titulaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : un avenant au marché n°4619EP16 – lot 2 « Eclairage public » doit être conclu afin de constater le transfert de ce marché à l'entreprise SPIE CityNetworks sise 1/3 Place de la Berline 93287 Saint-Denis.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-932
Reçue en Préfecture le	06 DEC. 2017
Affichée le	06 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Imc1152424-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **06 DEC. 2017**

M. P. DUDIEUX



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IPRASENSE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 décembre 2013 passée entre la Métropole et la société IPRASENSE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 11 novembre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IPRASENSE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IPRASENSE pour une période de douze mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IPRASENSE pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 339,36 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-933
Reçue en Préfecture le	13 DEC. 2017
Affichée le	13 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1152426-AU-H

Fait à Montpellier, le 13 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant du marché n°3978DS15 - Transfert
d'activité de la société SOGEA SUD vers SOGEA SUD HYDRAULIQUE**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER ;
- VU la délibération n°13530 du 16 décembre 2015 attribuant le marché n°3978DS15 - lot 12 intitulé « voirie-réseaux divers » concernant la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès, à l'entreprise SOGEA SUD, sise 381 avenue du Mas d'Argelliers-Montpellier-cedex 3, pour un montant de 699 917,50 € HT et pour une durée de 20 mois.

CONSIDERANT :

- que dans le cadre d'une réorganisation interne de la société SOGEA SUD, celle-ci a transféré, à compter du 1er octobre 2017, son activité "construction de réseaux pour fluides" à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 381 avenue du Mas d'Argelliers-Montpellier-cedex 3,
- que l'activité transmise à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE comprend le marché n°3978DS15 lot 12 intitulé « voirie-réseaux divers »,
- que cette modification est sans incidence financière autre que le changement des coordonnées bancaires du compte sur lequel les règlements doivent être opérés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : un avenant n°1 au marché n°3978DS15 - lot 12 intitulé « voirie-réseaux divers » est conclu avec les entreprises SOGEA SUD et SOGEA SUD HYDRAULIQUE, portant sur la réorganisation interne de la société SOGEA SUD.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-935
Reçue en Préfecture le	12 DEC. 2017
Affichée le	12 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1152522-AU-1-1

Fait à Montpellier, le

12 DEC. 2017

M. J.-L. MEISSONNIER



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public d'un
délaissé de voirie situé rue de la Billière à Cournonsec**

- VU les Articles L.5211-17 et L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 141-3 et L 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment, celle d'arrêter et de modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par des services publics de Montpellier Méditerranée Métropole et celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande du propriétaire riverain de régulariser la situation juridique d'une emprise de 181 m² issue du domaine public métropolitain, et annexée à sa propriété,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que ce terrain est intégré de fait dans l'unité foncière du propriétaire depuis plusieurs années, et que par conséquent il n'est affecté à aucun usage public,
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 181 m² située rue de la Billière à Cournonsec.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 181 m² située rue de la Billière à Cournonsec.

ARTICLE 3 : Le service du cadastre sera sollicité afin de procéder à la numérotation de cette parcelle.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2017-936
Reçue en Préfecture le	18 DEC. 2017
Affichée le	18 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	JMC1152536-AU-11

Fait à Montpellier, le 18 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre à bon de commande pour une mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour le grand mail et le quartier de la Mosson (diagnostic technique et expertise)

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 1^{er} septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour le quartier de la Mosson.

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du nouveau projet de renouvellement urbain portant sur le quartier de la Mosson, de procéder à une mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de diagnostic technique et d'expertise pour le grand mail et le quartier de la Mosson.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bon de commande mono-attributaire pour une durée de 4 ans sans reconduction.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique étant décomposée comme suit : 30% attribués aux moyens affectés à la réalisation de la mission, 30% à la méthode proposée et à l'adaptation aux objectifs et au contexte.
- qu'après analyse, le bureau d'études ACSM-France, 177 B avenue Louis Lumière ZA Espace Lunel Littoral via Innova 34 400 Lunel, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- que la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 14 novembre 2017 a attribué le marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord cadre à bon de commande « assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour le grand mail et le quartier Mosson (diagnostic technique et expertise) » au bureau d'études ACSM-France, cet accord cadre étant conclu sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-938
Reçue en Préfecture le	06 DEC. 2017
Affichée le	06 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1159608-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **06 DEC. 2017**

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 2 m² à détacher
de la parcelle AS 81 située chemin des Ormes à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse de vente en date du 14 novembre 2017 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole d'une emprise de 2 m² à détacher de la parcelle AS 81 située chemin des Ormes à Cournonsec,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable une emprise de 2 m² à détacher de la parcelle AS 81 située chemin des Ormes à Cournonsec, auprès de Monsieur et Madame GIRARD.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 1 € symbolique, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-940
Reçue en Préfecture le	1 8 DEC. 2017
Affichée le	1 8 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1152601-AU-H

Fait à Montpellier, le **1 8 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées DS 805 et DS 806
auprès de la SCCV SW5 avenue Germaine Tillon - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-17 et L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU la lettre d'Arvita Concept du 16 novembre 2017 acceptant les termes de la négociation,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les emprises foncières liées au projet immobilier "City Hall" d'Arvita Concept, situé avenue Germaine Tillon à Montpellier, ayant vocation à intégrer le futur domaine public métropolitain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société Civile de Construction Vente (SCCV) SW5 ou toute autre personne venant en substitution de cette société, qui a accepté de céder la parcelle cadastrée DS 805 d'une superficie de 75 m², et la parcelle cadastrée DS 806 d'une superficie 49 m² concernée par l'emplacement réservé C 208 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), situées avenue Germaine Tillon à Montpellier, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 60€/m² soit un total de 7 440 €.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-941
Reçue en Préfecture le	18 DEC. 2017
Affichée le	18 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 1152650-AU-H

Fait à Montpellier, le **18 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire
entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ligne
ferroviaire du contournement de Nîmes Montpellier (CNM)**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président notamment celle relative à la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **CONSIDERANT** le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse (LGV) Nîmes - Montpellier portant sur la réalisation d'une ligne ferroviaire nouvelle à double voie d'environ 65 kilomètres entre Manduel et Villeneuve-lès-Maguelone. Le Projet de Contournement Nîmes Montpellier (CNM) a été déclaré d'utilité publique. La ligne du CNM croisant les réseaux existants, des travaux de déplacements, d'adaptations et de déviation de ces réseaux ont été nécessaires et sont aujourd'hui achevés,
- **CONSIDERANT** la nécessité de passer une convention d'exploitation entre Montpellier Méditerranée, OC'VIA et OC'VIA Maintenance afin de convenir des modalités de gestion de l'interface entre les ouvrages dont ils ont respectivement la charge.

D E C I D E

ARTICLE 1 : OC'VIA et OC'VIA Maintenance sis 1 avenue Eugène Freyssinet 78280 GUYANCOURT autorise par convention Montpellier Méditerranée Métropole à occuper temporairement les terrains nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des canalisations d'eaux usées,

ARTICLE 2 : Les canalisations existantes et concernées sont :

ID_RESEAU	PK	TYPE	PRODUIT	N° Plan	Diamètre	Dénomination
15-567	83,254	Réseau	Eaux usées (EU)	1	500	Refoulement - RD 58 - Accotement Est
15-569	83,639	Réseau	Eaux usées (EU)	2	1500	Rue du Mas – Accotement Est
15-571	83,648	Réseau	Eaux usées (EU)	3	1200	Rue du Mas – Accotement Ouest
15-573	83,885	Réseau	Eaux usées (EU)	4	600	Chemin de la 2ème Ecluse
15-576	84,320	Réseau	Eaux usées (EU)	5	1000	Chemin de Saporta – Accotement Ouest
15-579	84,788	Réseau	Eaux usées (EU)	6	200	

ARTICLE 3 : La convention entrera en vigueur à compter de la date de mise à disposition de la ligne jusqu'au 20 juillet 2037.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

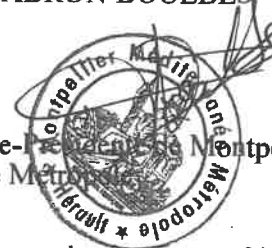
ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-944
Reçue en Préfecture le	21 DEC. 2017
Affichée le	21 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1152677-cc

Fait à Montpellier, le **21 DEC. 2017**

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Première Vice-Présidente Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.14A portant sur les contrôles extérieurs de réseaux humides dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la décision n°D2014-721 du 31 décembre 2014 autorisant la SEM TaM à signer le marché n°8.14A portant sur les contrôles extérieurs des réseaux humides dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway avec l'entreprise SARP Méditerranée de Montpellier (34) pour un montant minimum de 30 000 € HT et un montant maximum de 130 000 € HT,

CONSIDERANT :

- qu'il convient désormais de prolonger la durée de la mission de réalisation de contrôles extérieurs des réseaux humides.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°8.14A portant sur les contrôles extérieurs des réseaux humides ayant pour objet de prolonger la durée de la mission jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 est sans incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Page 1 sur 2

Décision n°	D2017-950
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1152749-AJ

Fait à Montpellier, le - 4 DEC 2017

M. J.-P. RICO



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.148 portant sur les contrôles extérieurs de génie civil dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la décision n°D2014-681 du 19 novembre 2014 autorisant la SEM TaM à signer le marché n°8.148 portant sur les contrôles extérieurs de génie civil dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway avec l'entreprise QUALYS TPI de Talant (21) pour un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 130 000 € HT,

CONSIDERANT :

- qu'il convient désormais de prolonger la durée de la mission de réalisation de contrôles extérieurs de génie civil.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°8.148 portant sur les contrôles extérieurs de génie civil ayant pour objet de prolonger la durée de la mission jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 est sans incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-951
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1151754-AV

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. RICO

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°5008DE17 - Mission de prospection digitale de projets d'implantation sur Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté de délégation de fonction accordée à Madame Chantal Marion dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat ,
- **CONSIDERANT** l'avis d'appel public à la concurrence publié le 02/10/2017 concernant le marché n°5008DE17 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché de prestations intellectuelles n°5008DE17 est passé avec la société Regional Partner, sise 1 Impasse Commandant Marchand, 56000 Vannes.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission de prospection digitale de projets d'implantation sur la Métropole de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter du 1^{er} janvier 2018 pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 66 500 € HT soit 79 800 € TTC. Cette dépense sera prévue au budget de la Métropole chapitre 936, sous réserve du vote du budget correspondant.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-953
Reçue en Préfecture le	06 DEC. 2017
Affichée le	06 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmcl152770-AU-11

Fait à Montpellier, le

06 DEC. 2017

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK n°1 (anciennement cadastrée C n°249), sise commune de Cournonsec - Aménagement de la ZAC CANNABE

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat »,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie en date du 16 novembre 2017 sur la parcelle cadastrée AK n°1, anciennement cadastrée C n°249 avant rénovation du cadastre, sise commune de Cournonsec, d'une superficie au cadastre rénové de 1 375 m², au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les consorts LAVINAUD, propriétaires de ladite parcelle, moyennant un prix de 8 250 € toutes indemnités confondues,
- **VU** l'avis des services de France Domaine en date du 25 octobre 2017, effectué sur la parcelle C n°249 dont la superficie cadastrale avant rénovation était de 1 390 m²,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle cadastrée AK n°1, sise commune de Cournonsec, d'une superficie au cadastre rénové de 1 375 m², auprès des consorts LAVINAUD, est nécessaire à la réalisation d'un fossé pluvial dans le cadre de l'aménagement du secteur de CANNABE à Courmonterral,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle figurant au cadastre rénové sous le numéro AK n°1, d'une superficie cadastrale de 1 375 m² auprès M. Denis LAVINAUD, propriétaire indivis, Mme LAVINAUD, née MAURY, propriétaire indivis, M. Jérôme LAVINAUD, propriétaire indivis et Mme Magalie LAVINAUD, propriétaire indivis.

ARTICLE 2 : La vente aura lieu moyennant le prix de 8 250 € (huit mille deux cent cinquante euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acquisition restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique d'achat de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-955
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Emc 1150782A

Fait à Montpellier, le - 4 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la société Chalets Tendille
- Terrain route de Sète - commune de Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que suite à l'acquisition d'un terrain cadastré BC 0017 à Saint Jean de Védas, Montpellier Méditerranée Métropole avait repris le contrat de location qui liait le vendeur à la SAS Chalets Tendille,
- **CONSIDERANT** que le contrat de location est arrivé à terme et qu'il convient de le renouveler,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la SAS Chalets Tendille, dont le siège social est situé 2 avenue Pierre Zakarie à Saint-Cyprien (42 160).

ARTICLE 2 : Le contrat concerne un terrain nu d'environ 4343 m² dont la Métropole est propriétaire, situé Route de Sète à Saint-Jean-de-Védas (34 430), parcelle cadastrée BC 0017.

ARTICLE 3 : Le contrat de location est consenti pour une durée de 6 ans et sera effectif à partir du 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer mensuel est de 500 euros HT, TVA en sus, soit 600 euros TTC, payable d'avance.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-957
Reçue en Préfecture le	14 DEC. 2017
Affichée le	14 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1152801-AU-11

Fait à Montpellier, le **14 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EVAL & GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 14 décembre 2010, passée entre la Métropole et la société EVAL & GO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, modifiée par avenants dont le dernier en date du 15 juin 2017,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société EVAL & GO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EVAL & GO pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mai 2018.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EVAL & GO pour la surface totale de 178,82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 603,61 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-958
Reçue en Préfecture le	13 DEC. 2017
Affichée le	13 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	JmC1152811-AU-1-1

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL

13 DEC. 2017



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société ELIDEM dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société ELIDEM, représentée par Monsieur et Madame BECQUET DE MEGILLE a pour activité la collecte de déchets médicaux. Actuellement locataire du lot A03 représentant 111.30 m², elle est candidate au renouvellement de son bail à compter du 14 décembre 2017. ELIDEM emploie actuellement 4 personnes ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ELIDEM, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail commercial ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-959
Reçue en Préfecture le	13 DEC. 2017
Affichée le	13 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	<i>jmc1152823-AU-11</i>

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

13 DEC 2017



Président de Montpellier
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
CIRRUS dans la Zac Garosud extension à Montpellier**

- a- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la SAS CIRRUS, représentée par Monsieur Pascal BRUNEL, est candidate à l'acquisition du lot 5 de 5 795 m² pour la réalisation d'un bâtiment d'activités de 2 130 m². Cette parcelle a une surface maximale de 2 898 m². L'utilisateur final sera la société F-TECH pour une activité de fourniture d'aérostructures. La société prévoit un effectif de 65 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Compte-tenu que la SAS CIRRUS se substitue à la SAS LETOILLE, la décision D2016-917 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature de la SAS CIRRUS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-960
Reçue en Préfecture le	13 DEC. 2017
Affichée le	13 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc115 2827-AU-1-1

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle BB
66 appartenant à la SCI CAMILLE - Commune de Vendargues**

- VU les articles L 5211-10 et L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse de cession de la SCI Camille en date du 20 novembre 2017, acceptant la vente au profit de Montpellier Méditerranée Métropole d'une partie de la parcelle BB 66 d'une superficie de 136 m², située Chemin des Carrières à Vendargues,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable une emprise de 136 m² à détacher de la parcelle BB 66 située Chemin des Carrières auprès de la SCI CAMILLE,

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 10 € le m² TCC soit un montant total de 1360 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-964
Reçue en Préfecture le	18 DEC. 2017
Affichée le	18 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1152843-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AL 218 située
chemin du Moulin de Tourtoul à Saint-Jean-de-Védas**

- VU l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU l'accord de la SARL Terres du Soleil transmis par courrier en date du 21 novembre 2017 pour céder la parcelle AL 218 d'une superficie de 161 m², située chemin du Moulin de Tourtoul à Saint-Jean-de-Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de réaliser un fossé pluvial dans le cadre des travaux de voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SARL Terres du Soleil , la parcelle nouvellement cadastrée AL 218 d'une superficie de 161 m², située chemin du Moulin de Tourtoul à Saint-Jean-de-Védas , pour permettre la création d'un fossé de récupération des eaux de pluie.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement, compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Maître BILLET-LLORCA, notaire à Pignan, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-965
Reçue en Préfecture le	18 DEC. 2017
Affichée le	18 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc1152852-AU-11

Fait à Montpellier, le **18 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire relative à l'implantation d'un panneau directionnel sur un terrain situé sur la commune de Montpellier
- Cadastéré section EL n° 81 au profit du de la Société Groupe Système U**

- VU le Code général des collectivités territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de contrat de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société Groupe Système U à implanter temporairement un panneau directionnel sur la parcelle cadastrée section EL n°81 située sur la commune de Montpellier au niveau du carrefour rue de Cholet et / Bd Paul Valéry,
- **CONSIDERANT** que l'implantation de ce panneau directionnel facilitera l'accès au nouveau magasin Super U.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la Société Groupe Système U une convention d'occupation temporaire pour l'implantation d'un panneau directionnel sur le terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section EL n° 81, au niveau du carrefour rue de Cholet /Boulevard Paul Valéry.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation temporaire est consentie moyennant une un loyer de trois cents euros (300 €).

ARTICLE 3 : La convention d'occupation temporaire est conclue pour une durée d'un an, jusqu'au 30 novembre 2018.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Page 1 sur 2

Décision n°	D2017-966
Reçue en Préfecture le	13 DEC. 2017
Affichée le	13 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1152859-AU-H

Fait à Montpellier, le **13 DEC 2017**

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au mandat de réalisation d'un
Centre d'Art Contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation d'un centre d'art contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm, à Montpellier, dont la signature a été approuvée par délibération n°13898 en date du 30 juin 2016,

CONSIDERANT :

- qu'afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, les parties ont convenu du versement d'une avance complémentaire d'un montant forfaitaire de 200 000 € au second trimestre 2018, conformément au bilan joint au CRAC 2016, sans incidence sur le montant de la rémunération du mandataire et sur le bilan global de l'opération,
- que cette modification de la convention de mandat susmentionnée nécessite la conclusion d'un avenant n°1.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mandat avec la SA3M pour la réalisation d'un centre d'art contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm à Montpellier.

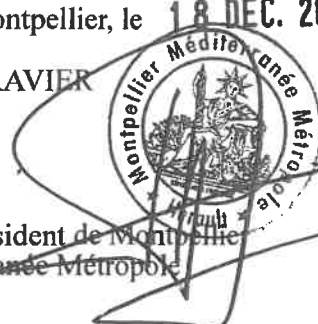
ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant précité et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-971
Reçue en Préfecture le	18 DEC. 2017
Affichée le	18 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1152894-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18 DEC. 2017

M. B. TRAVIER



Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société ATHEOR dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société ATHEOR, représentée par Monsieur Jean-Denis BORRAS a pour activité l'ingénierie de solutions de traçabilité sur verre pour l'industrie. Elle est candidate à la location du lot A06 de 108.69 m² pour une période 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ATHEOR ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-974
Reçue en Préfecture le	13 DEC. 2017
Affichée le	13 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1152944-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **13 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat d'emprunt entre La Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR). Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
 - des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- VU l'offre établie par la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de Prêt ci-annexé,
- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de financement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de financement Flexilis avec phase de mobilisation est conclue avec la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon, dont le siège est situé 254 rue Michel Teule, BP 7330, 34184 Montpellier Cedex 4.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 7 000 000 Euros (Sept millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A
- Montant : 7 000 000 €,
- Durée de la phase de mobilisation : 3 ans, jusqu'au 30-12-2020.
- Durée totale maximale de consolidation : 25 ans

Phase de Mobilisation (de la date de signature du prêt au 30-12-2020):

Pendant la phase de mobilisation, l'emprunteur peut demander la mise à disposition des fonds sous forme de tirage de mobilisation.

- Durée : jusqu'au 30-12-2020
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur, avec possibilité de dédit,
- Montant minimum de versement : 15 000 Euros,
- Taux d'intérêt mensuel : Euribor 1 mois assorti d'une marge de +0.47%,
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'intérêts : mensuelles,
- Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : possible à tout moment, avec un montant minimum de 15 000 Euros,
- Commission d'engagement : 0,08% du montant emprunté.

Phase de consolidation

La période d'amortissement du capital mobilisé débute lors de la mise en place de chaque emprunt long terme et au plus tard à la fin de la phase de mobilisation. Les emprunts long terme sont mis en place soit lors de la mise à disposition des fonds, soit par transformation des tirages de mobilisation. L'emprunteur en détermine le montant, la durée, la périodicité, le profil d'amortissement ainsi que l'index ou le taux qui lui est applicable parmi les index et taux ci-dessous.

- Durée maximale d'amortissement : 25 ans
- Montant minimum : 500 000€
- Taux indexés : ils seront constatés dans les conditions prévues au contrat

Durée initiale du tirage	Jusqu'à 20 ans	De 21 ans à 25 ans
Marge sur Euribor 3 ou 6 mois	0.73%	0.79%
Marge sur Euribor 12 mois	0.78%	0.83%
Marge sur Livret A (de 10 ans à 20 ans maxi)	0.50%	so

- Taux fixe : Taux de swap emprunteur taux fixe contre Euribor + marge sur Euribor du contrat.
- Base de calcul des intérêts : en taux fixe : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours ; en taux indexé : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours,
- Echéances d'amortissement du capital : en fonction des index, trimestrielle, semestrielle ou annuelle
- Mode d'amortissement : constant, progressif ou déterminé en accord avec le prêteur
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance pour tout ou partie du capital restant dû
- Pénalités de remboursement anticipé :
 Sur Euribor : Aucune indemnité
 Sur Livret A : 2% du capital restant dû
 Sur taux fixe : indemnité actuarielle
- Changement de taux d'intérêt : possible à chaque échéance sous réserve du paiement d'une indemnité actuarielle en cas d'arbitrage à partir d'un module taux fixe, et sans indemnité en cas d'arbitrage à partir des modules Euribor ou Livret A.

ARTICLE 4 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer la convention de financement visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-975
Reçue en Préfecture le	- 4 DEC. 2017
Affichée le	- 4 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Cmc 1159966-AU

Fait à Montpellier, le - 4 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 30 m², située rue Gratien Boyer, commune de Saint Jean de Védas

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Jean-de-Védas n° 2015-217 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et accessoires dans le domaine public métropolitain.
- VU la décision du Président n° D2015-828 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Jean-de-Védas dans le domaine public Métropolitain.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser une emprise de 30 m² issue du domaine public métropolitain, rue Gratien Boyer à Saint-Jean de Védas, avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise de 30 m² n'est pas affectée à l'usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est d'aucune utilité pour Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public d'une emprise de 30 m² située rue Gratien Boyer sur la commune de Saint-Jean-de-Védas .

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 30 m² rue Gratien Boyer à Saint-Jean-de-Védas, et intègre ladite emprise dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-977
Reçue en Préfecture le	19 DEC. 2017
Affichée le	19 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1152979-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **19 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la vente au profit de la SCI "Le Mas Rouge" d'une portion de la rue du Mas Rouge, en partie sur la commune de Montpellier et en partie sur la commune de Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU la décision du Président n° D2017-559 en date du 29 juin 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une portion de la rue du Mas Rouge, en partie sur la commune de Montpellier et en partie sur la commune de Lattes, aujourd'hui cadastrée CC 79, CT 149 sur la commune de Lattes et SN 69 sur la commune de Montpellier,
- VU l'avis de France Domaines n° 2017.129V0999 en date du 18 juillet 2017,
- VU le procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire de la SCI Le Mas Rouge en date du 20 septembre 2017 acceptant la vente,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la société civile immobilière (SCI) Le Mas Rouge, représentée par ses co-gérants Monsieur GOUNON-ASCAIN et Madame LEPLAT, domiciliée à Lattes, Domaine de Fitzgerald, chemin du Mas Rouge, les parcelles cadastrées CC 79 (425 m²), CT 149 (363 m²), situées sur la commune de Lattes, et la parcelle cadastrée SN 69 (86m²) située sur la commune de Montpellier, préalablement désaffectées et déclassées.

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix fixé par France Domaine à savoir 10€/m², soit un montant total de 8 740€.

ARTICLE 3 : Deux servitudes seront inscrites dans l'acte de vente au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ou ses délégataires, ainsi qu'à la Société Nationale des Chemins de Fer pour permettre la gestion de leurs infrastructures.

ARTICLE 4 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : L'Office Notarial de Baillargues, à la demande et aux frais de la SCI Le Mas Rouge, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-978
Reçue en Préfecture le	19 DEC. 2017
Affichée le	19 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1153016-AU-H

Fait à Montpellier, le **19 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de l'Avenant n°2 de transfert au marché 3829EA15 - Construction de l'Intercepteur Est réseaux secteur Navitau

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la délibération n°13019 du 28 mai 2015 attribuant le marché 3829 Construction de l'Intercepteur Est – Réseaux secteur Navitau à l'entreprise SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 pour un montant de 669 980 euros HT et pour une durée de 7 mois ;
- VU la décision n°D2017-459 du 27 juin 2017 autorisant la signature de l'avenant 1 au marché 3829 Construction de l'Intercepteur Est – Réseaux secteur Navitau à l'entreprise SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 pour un montant de 200 415,26 euros HT ;

CONSIDERANT :

- qu'à compter du 1^{er} octobre 2017, l'activité « Hydraulique » de la société SOGEA SUD a été transférée à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE,
- que de ce fait, la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE reprend tous les engagements pris par l'activité hydraulique de la société SOGEA SUD, dont le marché 3829 Construction de l'Intercepteur Est – Réseaux secteur Navitau.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 de transfert au marché 3829 Construction de l'Intercepteur Est – Réseaux secteur Navitau en vue du transfert à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 des prestations exercées jusqu'alors par la société SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3

ARTICLE 2 : De dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-979
Reçue en Préfecture le	15/12/17
Affichée le	15/12/17
Notifiée le	
Identifiant	INC153127

Fait à Montpellier, le 14/12/2017

Mme J. GAILLARD-BEULBES



Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la régularisation du transfert de propriété du SIVOM entre Vene et Mosson dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole de terrains ciblés "aire d'accueil des gens du voyage" situés sur les communes de Cournonterral et Fabrègues

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans les domaines de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi, des aires d'accueil des gens du voyage, de la gestion des temps, de l'accessibilité et du handicap,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- VU l'arrêté préfectoral n°2014/01/788 en date du 15 mai 2014 portant dissolution du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple « Entre Vene et Mosson »,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser le transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens affectés à la compétence Politique locale de l'Habitat, issus de la dissolution du SIVOM « Entre Vene et Mosson » et identifiés ci-dessous.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la régularisation du transfert dans son patrimoine des biens énumérés ci-dessous :

Commune de Cournonterral

Section	N°	Lieu-dit	Désignation	Contenance en m²
BD	10	9011 F Prolong	Ciblé Aire d'accueil GdV	5 098
BD	11	9011 F Prolong	Ciblé Aire d'accueil GdV	1 095

Commune de Fabrègues

Section	N°	Lieu-dit	Désignation	Contenance en m ²
BO	218	Les Cades	Ciblé Aire d'accueil GdV	36 277

ARTICLE 2 : Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-982
Reçue en Préfecture le	18 DEC. 2017
Affichée le	18 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Imc 115 3170-AU-11

Fait à Montpellier, le 18 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la régularisation du transfert de propriété du SIVOM
"Entre Vene et Mosson" dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée
Métropole du point propreté situé sur la commune de Cournonterral**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'espace public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- VU l'arrêté préfectoral n°2014/01/788 en date du 15 mai 2014 portant dissolution du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple « Entre Vene et Mosson »,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser le transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens affectés à la compétence Environnement, issus de la dissolution du SIVOM « Entre Vene et Mosson » et identifiés ci-dessous.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la régularisation du transfert dans son patrimoine des biens énumérés ci-dessous :

Commune de Cournonterral

Section	N°	Lieu-dit	Désignation	Contenance en m²
AV	254	Le Pioch	Point propreté	3 558

ARTICLE 2 : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-983
Reçue en Préfecture le	13 DEC. 2017
Affichée le	13 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1153178-AU-1-1

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé -
Parcelles cadastrée section SK n° 24 ; SE n° 72 et 74 - Commune de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur Gérard TAINE, domicilié Résidence Artémis II – Apt 304 – 101 Place du Parnasse à Montpellier (34000), sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 24 ; SE n°72 et 74 d'une contenance totale de 13 883 m²,

CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, doit entretenir et sécuriser les terrains précités dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement à intervenir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée de une année à compter du 1^{er} décembre 2017 jusqu'au 30 novembre 2018, entre Monsieur Gérard TAINE et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n°24 ; SE n°72 et n°74 d'une contenance totale de 13 883 m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 400 €.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-985
Reçue en Préfecture le	13 DEC. 2017
Affichée le	13 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1153189-AU-11

Fait à Montpellier, le

13 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la location de l'ARENA SUD DE FRANCE courant novembre 2017 pour l'organisation d'un match de championnat de division I de FUTSAL

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail.
Ainsi que de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,
- VU le rôle important que joue l'ARENA dans le paysage sportif de la Métropole de Montpellier, notamment à travers l'accueil de manifestations sportives d'envergure comme des matchs de championnat du Montpellier Handball,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur incontournable en matière de soutien aux manifestations sportives dont l'audience et les retombées médiatiques présentent un intérêt national et qu'à ce titre Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre ce développement sportif à travers des activités sportives innovantes tel que le Futsal,

D E C I D E

ARTICLE 1 : De louer l'ARENA SUD de France ainsi que des prestations de service afférentes à cette location à MONTPELLIER EVENTS dans le cadre d'un forfait de mise à disposition valable pour l'organisation d'un match de division I de Futsal qui se tiendra courant novembre 2017.

ARTICLE 2 : La convention de location est conclue avec MONTPELLIER EVENTS pour un montant de 19 500 € HT. Elle intègre la mise en configuration de l'aire de jeu, les prestations son/ vidéo/lumière, les fluides, le nettoyage et le dispositif de sécurité.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tous documents visés aux articles ci-dessus conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-986
Reçue en Préfecture le	12 DEC. 2017
Affichée le	12 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc 1153199-AU-11

Fait à Montpellier, le **12 DEC. 2017**

M. J.-L. MEISSONNIER



Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°5014DE17 - Accompagnement à l'élaboration et la mise en oeuvre d'un dispositif d'aides aux entreprises

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,

CONSIDÉRANT l'avis d'appel public à la concurrence publié le 12 octobre 2017 concernant le marché n°5014DE17 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°5014DE17 de prestations intellectuelles est passé avec la société ERNST&YOUNG, sise Tour First, TS 14444, 92037 Paris La Défense Cedex.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'accompagnement à l'élaboration et la mise en œuvre d'un dispositif d'aides aux entreprises.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 7 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 40 150 € HT soit 48 180 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-987
Reçue en Préfecture le	06 DEC. 2017
Affichée le	06 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc1153238-AU-H

Fait à Montpellier, le **06 DEC. 2017**

Mme C. MARION

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AV n°7 sise commune de Cournonterral - Aménagement de la ZAC CANNABE

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation, du French Tech et de l'artisanat »,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie en date du 27 novembre 2017 sur la parcelle cadastrée AV n°7, sise commune de Cournonterral, d'une superficie respective de 1 236 m², au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les consorts ROMAN, propriétaires de ladite parcelle, moyennant un prix de 14 192 €,
- VU l'avis des services de France Domaine en date du 25 octobre 2017,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle cadastrée AV n°30 et 31, sise commune de Cournonterral d'une superficie cadastrale de 1 236 m², auprès des consorts ROMAN, est nécessaire à la réalisation de l'aménagement du secteur de CANNABE à Cournonterral.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle AV n°7, sise commune de Cournonterral, d'une superficie cadastrale de 1 236 m², auprès de M. Christian ROMAN, domicilié Quartier de la Croisière – 17 CD 94 à Bollène (84500), de M. Patrick ROMAN, domicilié à Gourdon à Bollène (84500) et de M. Denis ROMAN, domicilié à Gourdon à Bollène (84500).

ARTICLE 2 : La vente aura lieu moyennant le prix de 14 192 € (quatorze mille cent quatre-vingt-douze euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais des frais d'acquisition restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique d'achat de la parcelle visée à l'article 1 et tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-988
Reçue en Préfecture le	19 DEC. 2017
Affichée le	19 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	IMC1153233AU-14

Fait à Montpellier, le 19 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ n°24 sise
commune de Baillargues - Aménagement des berges de la Cadoule**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans les domaines de la « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie en date du 26 octobre 2017 sur la parcelle cadastrée AZ n°24, sise commune de Baillargues, d'une superficie cadastrale de 1 829 m², au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Madame SUCH Jacqueline, épouse BOSSANT, propriétaire de ladite parcelle, moyennant un prix de 14 632 € toutes indemnités confondues ;
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle cadastrée AZ n°24, sise commune de Baillargues d'une superficie cadastrale de 1 829 m², auprès de Madame SUCH Jacqueline, épouse BOSSANT, est nécessaire dans le cadre de l'entretien de la zone inondable située entre la digue nouvellement créée pour la protection de la ZAC de Massane et le cours d'eau de la Cadoule,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle AZ n°24, sise commune de Baillargues, d'une superficie cadastrale de 1 829 m², auprès de Madame SUCH Jacqueline, épouse BOSSANT, domiciliée 56 rue de Sablière à Paris (75014).

ARTICLE 2 : La vente aura lieu moyennant le prix de 14 632 € (quatorze mille huit cent trente-deux euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acquisition restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte authentique d'achat de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-989
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1153366-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22 DEC. 2017
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SUDFLUOR au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 novembre 2013 passée entre la Métropole et la société SUDFLUOR pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 20 décembre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 novembre 2017, que la société SUDFLUOR est mise en redressement judiciaire depuis le 02 octobre 2017, que la procédure de redressement judiciaire mise en œuvre par la société lui permet de poursuivre son activité et que le mandataire judiciaire – Me Olivier FABRE – nous a demandé de poursuivre l'occupation des locaux par la société SUDFLUOR pour un délai de quatre mois, en conséquence il est décidé d'accorder une dernière prorogation exceptionnelle du contrat pour une courte durée de quatre mois.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant exceptionnellement la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SUDFLUOR pour une courte période de quatre mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SUDFLUOR pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 339,36 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-991
Reçue en Préfecture le	19 DEC. 2017
Affichée le	19 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1153293-AU-11

Fait à Montpellier, le **19 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 4526 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès- Maguelone - Lot 1 travaux d'amélioration

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame GALABRUN-BOULBES dans le domaine des « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2017-355 du 17 mai 2017 attribuant le marché 4526 Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone lot 1 travaux d'amélioration au groupement SAUR/LE MARCORY dont le mandataire solidaire est l'entreprise SAUR, sise ZAE Les Verries Rue de l'Aven BP 6 34985 Saint-Gély-du-Fesc, pour un montant de 837 800 euros HT et pour une durée de 8 mois ;

CONSIDERANT :

- qu'une erreur matérielle s'est glissée à l'article 3.2 du CCAP « modalités de révision des prix », rendant les formules de révision de prix inapplicables.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4526 Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-Les-Maguelone lot 1 travaux d'amélioration avec le groupement SAUR/LE MARCORY dont le mandataire solidaire est l'entreprise SAUR, sise ZAE Les Verries Rue de l'Aven BP 6 34985 Saint-Gély-du-Fesc.

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant n'a pas d'incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

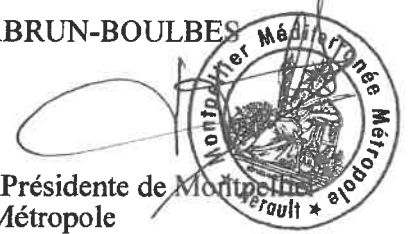
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-992
Reçue en Préfecture le	15/12/17
Affichée le	15/12/17
Notifiée le	
Identifiant	TRC453313

Fait à Montpellier, le 14/02/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché n°3392 - Travaux courants d'assainissement dans les communes lot 4 Montpellier Cœur Agglomération

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la délibération n°13022 du 28 mai 2015 autorisant le lancement de l'appel d'offres et la signature du marché 3392 Travaux courants d'assainissement dans les communes ;
- VU le marché n°3392 concernant des travaux courants d'assainissement dans les communes lot 4 Montpellier Cœur Agglomération attribué au groupement SOGEA SUD / MALET / RAMPA TP dont le mandataire est l'entreprise SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3; marché d'une durée de un an reconductible 3 fois sans minimum ni maximum ;

CONSIDERANT :

- qu'à compter du 01^{er} octobre 2017, l'activité « Hydraulique » de la société SOGEA SUD a été transférée à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE ;
- que de ce fait, la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE reprend tous les engagements pris par l'activité hydraulique de la société SOGEA SUD, dont le marché n°3392 « Travaux courants d'assainissement dans les communes lot 4 Montpellier Cœur Agglomération ».

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de transfert au marché 3392 Travaux courants dans les communes lot 4 Montpellier Cœur Agglomération en vue du transfert à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 des prestations exercées jusqu'alors par la société SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3.

ARTICLE 2 : De dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Page 1 sur 2

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-995
Reçue en Préfecture le	15/12/17
Affichée le	15/12/17
Notifiée le	
Identifiant	INC 1153339

Fait à Montpellier, le 14/12/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°2 de transfert du marché n°4053 -
Dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
 - VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
 - VU la décision n°D2016-312 du 06 juin 2016 attribuant le marché 4053 Dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier au groupement SOGEA SUS / RAMPA TP / SCAM TP dont le mandataire est l'entreprise SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 pour un montant de 2 680 040 euros HT et pour une durée de 26 semaines ;
 - VU la décision n°D2017-352 du 29 mai 2017 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 4053 Dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier avec l'entreprise SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 pour un montant de 163 139,20 euros HT ;
 - VU la décision de poursuivre du 23 février 2017 autorisant l'entreprise SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 à poursuivre les travaux du marché 4053 Dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier, et portant le montant des travaux maximal autorisé à 2 948 044€ HT
- CONSIDERANT :**
- qu'à compter du 01^{er} octobre 2017, l'activité « Hydraulique » de la société SOGEA SUD a été transférée à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE,
 - que de ce fait, la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE reprend tous les engagements pris par l'activité hydraulique de la société SOGEA SUD, dont le marché 4053 Dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 de transfert au marché 4053 Dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier en vue du transfert à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 des prestations exercées jusqu'alors par la société SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER CEDEX 3

ARTICLE 2 : De dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-996
Reçue en Préfecture le	15/12/17
Affichée le	15/12/17
Notifiée le	
Identifiant	INC 1153346

Fait à Montpellier, le 14/12/2017

Mme J. GALABRUN

Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols pour le choix d'un outil de Gestion de la Dette.

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine « Finances »,
- **CONSIDERANT** qu'afin de faciliter les économies d'échelle, de coordonner et rationaliser les achats et la dépense publique, il est pertinent d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation de marché, par la constitution d'un groupement de commandes

D E C I D E

ARTICLE 1 : Au cœur du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes a été inscrit le principe d'une coopérative de services aux communes membres. A ce titre, il a été décidé de constituer, et de proposer à nouveau à l'ensemble des communes de la Métropole, une convention de groupement de commandes pour lancer une procédure unique ayant pour objet la mise en place pour trois ans d'une solution commune de gestion de la dette. Les communes de Montpellier, Jacou et Pérols ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu de signer la convention et de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 pour cet objet.

ARTICLE 2 : Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement Montpellier Méditerranée Métropole, à ce titre chargée de l'ensemble de la procédure, de la mise en concurrence, jusqu'au choix du prestataire commun à l'ensemble des membres du groupement et à la notification du marché.

ARTICLE 3 : Le montant maximum du marché est estimé à 60 000 euros HT. Après signature et notification du marché, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution de celui-ci pour ses besoins propres, ainsi que de sa reconduction. Il procédera aux commandes et s'acquittera des factures correspondant à ses besoins propres.

ARTICLE 4 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2017-15 du 4 août 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-997
Reçue en Préfecture le	19 DEC. 2017
Affichée le	19 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	JMC115335D-AU-H

Fait à Montpellier, le 19 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision de création de la régie de recettes de la Taxe de Séjour Intercommunale

- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU l'avis conforme du 30 novembre 2017, du comptable assignataire,

CONSIDERANT, que pour une meilleure gestion de la taxe de séjour intercommunale instituée au 1er janvier 2018, il convient de créer une régie de recettes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est institué une régie de recettes pour l'encaissement de la taxe de séjour intercommunale, auprès de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est située dans les locaux de la Direction des Finances, 1 place Georges Frêche – 34267 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Taxe de séjour intercommunale.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces,
- chèques,
- cartes bancaires,
- virements,
- internet (paiement en ligne).

Elles sont perçues contre remise à l'usager de reçus émanant du logiciel utilisé.

ARTICLE 5 : La date limite d'encaissement des recettes par le régisseur, est fixée à trois mois.

ARTICLE 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 7 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 8 : Un fonds de caisse d'un montant de 150 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 300 000 €.

ARTICLE 10 : Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

ARTICLE 15 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-999
Reçue en Préfecture le	14 DEC. 2017
Affichée le	14 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1153363-AU-H

Fait à Montpellier, le 14 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Requête n° 1705541-5 TA - René REVOL"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1705541-5, le 24 novembre 2017, par Monsieur René REVOL tendant à l'annulation de la délibération n°14852 du conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 27 septembre 2017 portant sur l'actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes externes et internes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1005
Reçue en Préfecture le	14 DEC. 2017
Affichée le	14 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	imc1153395-AU-14

Fait à Montpellier, le 14 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution d'un marché d'étude dans le cadre
du mandat confié à la SPL L'Or Aménagement pour les « Études
préalables à la détermination du potentiel touristique et à la faisabilité de
l'aménagement des berges du canal et du port de Pérols » commune de Pérols**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation le French Tech, l'international et l'artisanat.
- VU la convention de mandat en date du 5 septembre 2017 au bénéfice de la SPL L'or Aménagement ;

CONSIDERANT :

- que le mandat d'études confié à la SPL L'or Aménagement nécessite de confier un marché pour la définition d'un plan de gestion pour la valorisation d'un tourisme durable des berges du canal à Pérols et du Port de Pérols.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de prestations d'ingénierie, marché décomposé en tranches :
 - Tranche ferme : Elaboration du diagnostic touristique et du diagnostic multicritère du site
 - Tranche optionnelle 1 : Définition d'un pré-programme pour le développement et la valorisation touristique du site et ses recommandations.
 - Tranche optionnelle 2 : Plan de gestion.

Pour une durée de 8 mois.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Valeur technique	60%
Prix	40%

- qu'après analyse et au vu du classement établi, le groupement Atelier Lieux Et Paysages/Médiéval-AFPD/Egis Villes et Transports/F. Macquart-Moulin consultant scientifique/CM Economistes, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché au groupement Atelier Lieux Et Paysages/Médiéval-AFPD/Egis Villes et Transports/F. Macquart-Moulin consultant scientifique/CM Economistes pour un montant de 71 093,25 € HT Le marché prend effet à compter de décembre 2017. Sa durée est de 8 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1007
Reçue en Préfecture le	1 8 DEC. 2017
Affichée le	1 8 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	JMC1153500-AU-14

Fait à Montpellier, le **1 8 DEC. 2017**

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de construire pour la
réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine Culture ;

CONSIDERANT la nécessité de déposer un permis de construire dans le cadre du projet de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de construire en vue de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les travaux seront réalisés sur le site de l'ancienne maternité Grasset, située 20 avenue du Professeur Grasset à Montpellier, parcelle cadastrée BT6303.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la demande de permis de construire visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1008
Reçue en Préfecture le	12 DEC. 2017
Affichée le	12 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1153501-CC-1-1

Fait à Montpellier, le **12 DEC 2017**

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat d'emprunt entre La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).
 Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
 - des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.
 Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- VU la proposition commerciale établie le 16 octobre 2017 par La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement,
- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de **Crédit Long Terme Multi Index**.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de Crédit Long Terme Multi Index est conclue avec La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc, dont le siège est situé avenue de Montpelliérêt MAURIN, 34977 Lattes Cedex. Le domiciliataire est le Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, et son siège est situé au n°12 place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex.

ARTICLE 2 : Le montant de la convention s'élève à 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Montant : 10 000 000 €.
- Date de remboursement final : 31 décembre 2043,
- Type d'amortissement : Linéaire trimestriel,
- Frais de dossiers : 0.10% soit 10 000 € du concours, prélevés en J+10 après la mise en place du contrat.

Phase de Mobilisation (de la date de signature de la convention au 31-12-2018):

- Encours mobilisable avec indexation Euribor 3 mois moyenné augmenté d'une marge de 0.67% l'an

En cas de publication d'un Index de Mobilisation négatif et/ou d'un Index Monétaire Courant négatif, servant au calcul de l'Index de Mobilisation, négatif, la valeur négative sera retenue. Le Taux en Cours ainsi déterminé ne pourra en aucun cas être inférieur à zéro.

Phase de consolidation

- Consolidation automatique du Concours à la Date de fin de Mobilisation
- Plusieurs tirages possibles
- Multiple choix d'indexation de taux / Modification de taux possible selon les conditions de marché
- Remboursements anticipés définitifs possibles moyennant éventuellement le paiement d'une indemnité selon conditions de marché et une indemnité forfaitaire de 0% du Capital Remboursé par Anticipation
- Remboursements provisoires possibles moyennant le paiement d'intérêts d'attente (Taux en Cours – 90% de la moyenne des EONIA)

- Indexations de taux disponibles :

Index Monétaires Courants :

- EURIBOR 3 mois préfixé augmenté d'une marge de 0,67% l'an.

En cas de publication d'un Index de Mobilisation négatif et/ou d'un Index Monétaire Courant négatif, servant au calcul de l'Index de Mobilisation, négatif, la valeur négative sera retenue. Le Taux en Cours ainsi déterminé ne pourra en aucun cas être inférieur à zéro.

Possibilité d'effectuer des modifications de taux auxquels cas les marges applicables aux index susvisés seront déterminées selon les conditions de marché.

Index Spécifiques (marges à déterminer selon les conditions de marché) :

- EURIBOR 3 mois post-fixé.

Stratégies Spécifiques (index, seuil et niveaux à déterminer selon les conditions de marché et modalités prévues dans la Convention) :

- Taux Fixe
- Taux Alternatif (plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt, soit à un taux fixe soit à un taux variable en fonction de la position d'un des index prévus dans la convention par rapport à un seuil déterminé (Le taux variable est composé d'un des index prévus dans la convention augmenté d'une marge déterminée). Le taux variable du Taux Alternatif pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « Taux Plafond ».
- Taux Variable (Plafonné) qui correspond à un taux variable, égal à un des index prévus dans la Convention augmenté d'une marge, éventuellement.
- Taux Révisable Triple Seuil (Plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt :
 - soit à un taux fixe 1 si l'index choisi parmi les index prévus dans la Convention est inférieur ou égal à un seuil 1 prédéterminé,

- soit à un taux variable 1 si l'index est strictement supérieur au seuil 1 et inférieur ou égal à un seuil 2 prédéterminé,
- soit à un taux fixe 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 2 et inférieur ou égal à un seuil 3 prédéterminé,
- soit à un taux variable 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 3. Le taux variable 2 pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « taux plafond ».
- Taux Fixe Transformable qui correspond à un Taux Fixe pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux variable au gré du Domiciliataire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de l'Emprunteur). Le taux variable sera prédéfini et choisi parmi la liste des index disponibles dans la Convention.
- Taux Successif qui correspond à un taux composé d'une suite de taux définis dans la Convention qui se succèdent strictement dans le temps.

ARTICLE 4 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1009
Reçue en Préfecture le	14 DEC. 2017
Affichée le	14 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc 1153514-AU-11

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché de prestations de service n°4982DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le Jumping International de Montpellier Occitanie à l'Aréna de Montpellier - Modification

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa politique de communication a souhaité contractualiser avec la société Montpellier Events pour bénéficier d'un partenariat sur l'évènement Jumping International de Montpellier Occitanie qui s'est déroulé à l'Aréna du 26 au 29 octobre 2017
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché sans publicité préalable et sans concurrence pour une durée allant de sa notification jusqu'à la fin de la manifestation, soit le 29 octobre,
- que le marché n°4982DS17 a été signé en date du 2 novembre 2017 et notifié à la société Montpellier Events,
- qu'une erreur matérielle concernant le montant hors taxe du marché s'est produite dans la rédaction de la décision n°D2017-646 et qu'elle ne remet pas en cause ce marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De confirmer le montant du marché n°4982DS17 qui s'établit à 42 146,67 € HT comme indiqué dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1012
Reçue en Préfecture le	2 0 DEC. 2017
Affichée le	2 1 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	LMC153524-A

Fait à Montpellier, le **2 0 DEC. 2017**

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4710RI16 de mission d'évaluation de l'impact et de l'adhésion des usagers au modèle SMART CITY

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU la décision n°D2016-951 approuvant le marché n°4710RI16 de mission d'évaluation de l'impact et de l'adhésion des usagers au modèle SMART CITY conclu avec la société publique locale LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD), 117 rue des Etats Généraux, 34000 MONTPELLIER ;
- VU le souhait de Montpellier Méditerranée Métropole de modifier le contenu du contrat initial, compte tenu de l'évolution des besoins précisés au démarrage de la prestation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4710RI16 de mission d'évaluation de l'impact et de l'adhésion des usagers au modèle SMART CITY avec la société LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD).

ARTICLE 2 : De dire que cet avenant modifie les caractéristiques des prestations attendues, fixe la durée du marché et le délai d'exécution du marché à 11 mois à compter de la date de notification du marché, modifie le calendrier de livraison des prestations attendues, sans incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1016
Reçue en Préfecture le	1 8 DEC. 2017
Affichée le	1 8 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	ÀMC 115 3537-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **1 8 DEC. 2017**

Mme C. MARION

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°4678AT17 portant sur les travaux de réaménagement de la rue des Jasses à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine de la Voirie et de l'Espace Public ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de réaménager la rue des Jasses à Saint Jean de Védas aux fins de création d'un pôle médical majeur à l'ouest de la Métropole de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de travaux n°4678AT17 en trois lots pour une durée de deux ans et six mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
 - Prix des prestations au regard du total du détail quantitatif et estimatif : 40% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 septembre 2017 a été informée :
 - de l'attribution du marché n°4678AT17 à l'entreprise EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE pour le lot 1, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - de l'attribution du marché n°4678AT17 au groupement SPIE SUD OUEST / ELIT RESEAUX pour le lot 2, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - de l'attribution du marché n° 4678AT17 à l'entreprise SARIVIERE pour le lot 3, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'apporter les modifications ci-après à la décision n° D2017-842 relative à l'attribution du marché n°4678 AT 17 en ces termes :

Au lieu de lire :

« ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4678AT17, lot 1, à l'entreprise EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE, sise RD 613, Lieudit le Dévés ; 34433 Saint Jean de Védas, pour un montant estimatif de 648 900 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 40 semaines. »

Il convient de lire :

« ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4678AT17, lot 1, à l'entreprise EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE, sise RD 613, Lieudit le Dévés ; 34433 Saint Jean de Védas, pour un montant estimatif de 648 900 euros HT. Le marché prend effet à la date de signature de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux. La durée d'exécution des travaux est de 18 semaines dont 5 semaines de préparation » ;

Au lieu de lire :

« ARTICLE 2 : d'autoriser la signature du marché n°4678AT17, lot 2, au groupement SPIE SUD OUEST / ELIT RESEAU sise 170 rue Henri Farman, Parc d'activités Marcel Dassault ; BP 70339 ; Saint Jean de Védas 34435, pour un montant estimatif de 162 714,20 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 semaines. »

Il convient de lire :

« ARTICLE 2 : d'autoriser la signature du marché n°4678AT17, lot 2, au groupement SPIE SUD OUEST / ELIT RESEAU sise 170 rue Henri Farman, Parc d'activités Marcel Dassault ; BP 70339 ; Saint Jean de Védas 34435, pour un montant estimatif de 162 714,20 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date de signature l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux. La durée d'exécution des travaux est de 12 semaines dont 5 semaines de préparation. » ;

Au lieu de lire :

« ARTICLE 3 : d'autoriser la signature du marché n°4678AT17, lot 3, à l'entreprise SARIVIERE, sise avenue paysagère, Maurin ; 34972 Lattes ; pour un montant estimatif de 108 384,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 5 semaines. »

Il convient de lire :

« ARTICLE 3 : d'autoriser la signature du marché n°4678AT17, lot 3, à l'entreprise SARIVIERE, sise avenue paysagère, Maurin ; 34972 Lattes ; pour un montant estimatif de 108 384,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date de signature de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux. La durée d'exécution des travaux est de 9 semaines dont 5 semaines de préparation. ».

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché n°4678A17 lots 1, 2 et 3, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1017
Reçue en Préfecture le	2 2 DEC. 2017
Affichée le	2 6 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	<i>jmc 1153538-AU-H</i>

Fait à Montpellier, le **22 DEC. 2017**

M. P. DUDIEUZERE



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de la Ville de Montpellier relative à l'acquisition de solutions de gestion de la formation, de recrutement, des stages et de la mobilité

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L. 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, international et Artisanat » ;
- **CONSIDERANT**, la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics (article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics), à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;
- **CONSIDERANT**, le souhait de la Ville de Montpellier, du CCAS de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché d'acquisition d'une solution de gestion de la formation et d'une solution de gestion du recrutement, des stages et de la mobilité.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché d'acquisition d'une solution de gestion de la formation et d'une solution de gestion du recrutement, des stages et de la mobilité, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 2 : La Ville de Montpellier est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, au sens de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1021
Reçue en Préfecture le	1 8 DEC. 2017
Affichée le	1 8 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc1153560-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **1 8 DEC. 2017**

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société INCITIUS SOFTWARE pour une extension de sa surface au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} août 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1^{er} octobre 2017,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise INCITIUS SOFTWARE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux vers un module libre de toute occupation et contigu à sa surface actuelle,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise INCITIUS SOFTWARE pour la location du module B2.28 mitoyen de sa surface actuelle.

ARTICLE 2: A compter du 1^{er} janvier 2018, la surface occupée par la société INCITIUS SOFTWARE passe de 109,10 m² à 132,30 m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 juillet 2019, renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

ARTICLE 4 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise INCITIUS SOFTWARE pour cette nouvelle surface de 132,30 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 1 788,69 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 5: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1023
Reçue en Préfecture le	20 DEC. 2017
Affichée le	21 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	ImcA53581-AU

Fait à Montpellier, le 20 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la l'avenant n° 1 à la convention n° 34 17
de mise à disposition avec la SAFER Occitanie d'un ensemble
de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet d'avenant n° 1 à la convention n° 34 17 modifiant la superficie exploitable mise à disposition de la SAFER Occitanie par ajout des parcelles situées sur la commune de Lattes, cadastrées section CC n° 4 et 62 ; , suppression des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SP n° 43, 76 et 77 et minoration de la superficie exploitable des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SR n° 8 et 18,
- **CONSIDERANT** que la surface exploitable est ramenée de 82ha 26a 58ca à **69ha 09a 36ca**, portant ainsi la redevance globale de la CMD de 12 680€ à **13 437€**,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant n° 1 à la convention n° 34 17 de mise à disposition de la SAFER Occitanie est accepté,

ARTICLE 2 : La superficie mise à disposition est ramenée à 69ha 09a 36ca et la redevance globale à 13 437€.

ARTICLE 3 : Les autres clauses de la convention initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant n° 1 à la convention n° 34 17 et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1028
Reçue en Préfecture le	19 DEC. 2017
Affichée le	19 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc153674-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **19 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition amiable des parcelles cadastrées AX n°140 et 141 - Commune de Pérols

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pérols approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 23 janvier 2007,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie en date du 6 décembre 2017 sur les parcelles cadastrées AX n° 140 et 141, situées sur la Commune de Pérols, au lieudit Les Cabanes, d'une superficie totale de 442 m², à usage de maison d'habitation, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur Bruno COMBETTES et Madame Céline TUR, moyennant un prix de 168 000 euros plus une commission d'agence de 6 000 euros TTC à la charge de l'acquéreur, en valeur libre,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières en vue de réaliser un équipement collectif de transport public identifié dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU),
- **CONSIDERANT** que le PDU prévoit entre les deux infrastructures routières la prolongation d'une ligne de tramway vers les plages entre la RD 62 et RD 66 à Pérols,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur à l'amiable, des parcelles cadastrées AX n° 140 et 141, d'une superficie totale de 442 m², à usage de maison d'habitation, sur la Commune de Pérols, au lieudit Les Cabanes, auprès de :

Monsieur Bruno COMBETTES domicilié 21 Rue du Pont de la Gaze 34470 PEROLS
Madame Céline TUR domiciliée 21 Rue du Pont de la Gaze 34470 PEROLS

ARTICLE 2 : L'acquisition interviendra au prix de 168 000 euros (cent soixante-huit mille euros) plus une commission d'agence d'un montant de 6 000 euros TTC, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1029
Reçue en Préfecture le	22 DEC. 2017
Affichée le	26 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc 1153687-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **22 DEC. 2017**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
ALTERNATIVE SHIFT dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société ALTERNATIVE SHIFT, représentée par Monsieur Frédéric Lopez est une SAS dont l'activité est le jeu vidéo.
Elle est candidate à la location du lot 1.4 de 57.12 m² (dont 51 m² de parties privatives) à compter du 1er janvier 2018.
L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALTERNATIVE SHIFT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1031
Reçue en Préfecture le	19 DEC. 2017
Affichée le	19 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc1153697-AU-H

Fait à Montpellier, le **19 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
ISOTROPIX dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
 - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
 - VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
 - **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société ISOTROPIX, représentée par Monsieur Sam ASSADIAN est une SAS dont l'activité est l'édition de logiciels.
- La société locataire du lot 2.1 de 407.70 m² depuis juillet 2016, souhaite prendre à bail une surface supplémentaire. Elle est candidate à la location du lot 2.4 de 20.50 m² (dont 18.30 m² de parties privatives) à compter du 3 janvier 2018.
- L'entreprise projette un effectif de 40 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ISOTROPIX ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1032
Reçue en Préfecture le	19 DEC. 2017
Affichée le	19 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	JMC1153701-AU-1-1

Fait à Montpellier, le **19 DEC. 2017**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de bureaux situés sur la parcelle cadastrée HI n°315 sise commune de Montpellier - Bâtiment Coupole Sud

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, le 5 décembre 2017 par Mme Chantal MALBOS, représentante de la SAS Force de Vente Informatique (FVI), portant sur le lot de copropriété n°213, en nature de bureaux, de la parcelle cadastrée HI n°315, sise 343 rue Léon Blum à Montpellier, moyennant le prix de 200 000 € hors taxes,
- VU l'avis de France Domaine en date du 10 octobre 2017,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition auprès de FVI du lot de copropriété n°213 de la parcelle HI n°315, sise commune de Montpellier, correspondant à une surface de bureaux de 75 m² environ au 3^{ème} étage du bâtiment Coupole Sud, bâtiment dans lequel la Métropole est déjà propriétaire de plusieurs lots de copropriété où sont installés de nombreux services, est nécessaire pour permettre le regroupement de nouveaux services de Montpellier Méditerranée Métropole à proximité immédiate de l'Hôtel de Métropole situé sur la même parcelle cadastrale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société par actions simplifiées Force de Vente Informatique, représentée par Mme Chantal MALBOS sa présidente, dont le siège social est à Montpellier (34000), Tour Polygone – 230 avenue des Etats du Languedoc, immatriculée au R.C.S. de Montpellier sous le numéro 382 706 612, le lot de copropriété n°213 résultant de l'état descriptif de division du volume de la parcelle cadastrée HI n°315 sise commune de Montpellier, d'une superficie d'environ 75 m² en nature de bureaux situé au 3^{ème} étage du bâtiment Coupole Sud.

ARTICLE 2 : La vente aura lieu moyennant le prix de 200 000 € (deux cent mille euros) hors taxes, régime de la TVA en vigueur en sus. Ce prix sera majoré des frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer l'acte authentique du lot de copropriété visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1036
Reçue en Préfecture le	18 DEC. 2017
Affichée le	18 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	jmc 1153861-AU-H

Fait à Montpellier, le 18 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "BARRE Geneviève - Requête n°1705515-1TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire suite au dépôt de la requête n°1705515-1 près le Tribunal Administratif le 23 novembre 2017 par Madame Geneviève BARRE contre la décision en date du 26 septembre 2017 par laquelle le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a implicitement rejeté la demande préalable de l'exposante formulée par lettre recommandée avec accusé de réception du 26 juillet 2017 tendant à obtenir modification du PLU de la commune de Saint Georges d'Orques en vue de la suppression des emplacements réservés institués sur les parcelles AH n°1, 137, 138 et 139 (ER n°3C) et la parcelle AC n°37 (ER n°R4 et n°20C).

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP VINSONNEAU-PALIÈS, NOY, GAUER et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1041
Reçue en Préfecture le	19 DEC. 2017
Affichée le	19 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 1153925-AU-H

Fait à Montpellier, le 19 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la réforme pour vétusté d'une balayeuse de marque SEMAT type LA 2000 économiquement irréparable - Cession à l'Hôtel des Ventes de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une balayeuse vétuste économiquement irréparable et qu'il convient de procéder à sa réforme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La balayeuse BAL 10 de marque SEMAT type LA2000, économiquement irréparable, est réformée pour cause de vétusté et cédée à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon à Montpellier (34 070).

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents de la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1042
Reçue en Préfecture le	27 DEC. 2017
Affichée le	27 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1153927-AU

Fait à Montpellier, le 27 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
OXELTIS dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société OXELTIS, représentée par Monsieur Jean-Marc ALLAIRE dont l'activité est la prestation de recherche « chimie médicinal » est candidate à la location temporaire des lots C.G.2.1 et C.G.2.2 d'une surface totale de 383.85 m², jusqu'à la réalisation, dans ses locaux de Cap Delta, de la nouvelle certification des laboratoires et de la réalisation de travaux complémentaire, estimé au 30/06/2018.
L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société OXELTIS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1047
Reçue en Préfecture le	2 0 DEC. 2017
Affichée le	2 1 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Im CA153974 A

Fait à Montpellier, le **2 0 DEC. 2017**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Commune de le Crès et autres, requête n°1705567-5TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1705567-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 novembre 2017 par la Commune de Le Crès et autres communes contre :

- la délibération n°14855 du 27 septembre 2017 du Conseil métropolitain approuvant l'institution de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) et autorisant le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire,
- la délibération n°14856 du 27 septembre 2017 fixant le produit de la taxe GEMAPI à 3 millions d'euros pour l'exercice 2018 et autorisant le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1056
Reçue en Préfecture le	2 0 DEC. 2017
Affichée le	2 1 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	LMC154015-AU

Fait à Montpellier, le 2 0 DEC. 2017
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "requête n°1705927-3TA "

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1705927-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 décembre 2017 par un agent titulaire de Montpellier Méditerranée Métropole contre la décision implicite de rejet de sa demande de reconstitution de carrière en date du 16 août 2017.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1063
Reçue en Préfecture le	27 DEC. 2017
Affichée le	27 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	Encl 154166 AU

Fait à Montpellier, le 27 DEC. 2017
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "FUENTES - Cour d'Appel de Montpellier"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à la déclaration d'appel n°17/06006 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Montpellier le 1er décembre 2017 par les consorts FUENTES contre le jugement du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 16 octobre 2017 les déboutant de leur demande tendant à obtenir réparation consécutivement à l'organisation des obsèques de Madame Marie-Jeanne FUENTES par les services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1064
Reçue en Préfecture le	27 DEC. 2017
Affichée le	27 DEC. 2017
Notifiée le	
Identifiant	INCMS474-AU

Fait à Montpellier, le 27 DEC. 2017

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES JANVIER 2018

N° ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0001.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°102	364
MAR2018-0002.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°89	367
MAR2018-0004.....	Représentation du Président au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (réunion du 18 janvier 2018)	370
MAR2018-0005.....	Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	372
MAR2018-0007.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°58	374
MAR2018-0008.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°7	377
MAR2018-0009.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de LATTES - Autorisation de stationner n°4 – Présentation d'un successeur à titre onéreux	380
MAR2018-0011.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°3	383
MAR2018-0012.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°10	386
MAR2018-0013.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°20	389
MAR2018-0014.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°22	392

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES JANVIER 2018

N° ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0015.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°37	395
MAR2018-0016.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°46	398
MAR2018-0017.....	Arrêté désignant les agents en charge du contrôle des concessions de gaz et d'électricité	401
MAR2018-0018.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°47	403
MAR2018-0019.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°98	406
MAR2018-0020.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°107	409
MAR2018-0021.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°6	412
MAR2018-0022.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°72	415
MAR2018-0023.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de BAILLARGUES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°2	418
MAR2018-0024.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°61	421
MAR2018-0025.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°99	424

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES JANVIER 2018

N° ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0026.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°118	427
MAR2018-0027.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°121	430
MAR2018-0028.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°122	433
MAR2018-0029.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°128	436
MAR2018-0030.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°10	439
MAR2018-0031.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°82	442
MAR2018-0032.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°101	445
MAR2018-0033.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°48	448
MAR2018-0034.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°131	451
MAR2018-0035.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation n°93 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	454

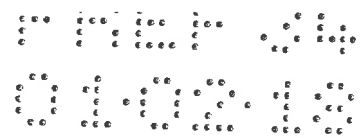
PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES JANVIER 2018

N° ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0036.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de JACOU - Autorisation n°2 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	457
MAR2018-0037.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de VENDARGUES - Autorisation n°3 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	460
MAR2018-0038.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - Autorisation n°1 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	463
MAR2018-0045.....	Délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN, 2ème Vice-présidente	466
MAR2018-0046.....	Délégations de signature relatives au Département du Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire (DDADT)	468



**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°102**

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;



- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-76 en date du 26 février 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Victor STANESCU** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté métropolitain du 26 février 2016, n°A2016-76, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Victor STANESCU** né le 9 mai 1979 à **Budapest (Hongrie)**, domicilié au 8 impasse du petit bois au Crès (34 920) est autorisé à stationner avec le véhicule **MINI** type **MINI** immatriculé **ER-170-TM**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **102**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,

- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le **31 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 FEV. 2018**

Réception en Préfecture : **01 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°89**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/1559/T/N en date du 26 mai 2014 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Mohamed LECHGUY** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 26 mai 2014, n°2014/1559/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Mohamed LECHGUY** né le 04 novembre 1955 à Casablanca (Maroc), domicilié au 7 rue d'Ostia à Lattes (34 970), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **SCENIC** immatriculé **ET-696-EL**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 89, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier
31 JAN 2018

Montpellier, le 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation du Président au sein de la
Commission Consultative des Services
Publics Locaux (réunion du 18 janvier
2018)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12233 du 19 mai 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux Démocratie de Proximité,
- VU l'arrêté n°2014-110 du 7 juillet 2014, portant représentation du Président au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux Démocratie de Proximité,
- CONSIDERANT que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la Commission Consultative des Services Publics Locaux peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Dans le cadre de la réglementation relative aux conflits d'intérêts, Madame Isabelle GUIRAUD, représentante permanente du Président au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et représentante au sein du Conseil d'Administration de la SERM n'est pas autorisée à conduire les débats ni à prendre part au vote concernant l'affaire relative au Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF).

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Maud BODKIN, conseillère de Montpellier Méditerranée Métropole, pour siéger au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'affaire relative à la Délégation de Service Public RMCF lors de la séance du 18 janvier 2018.

PRÉFET
180118

MAR2018-0004

Dans ce cadre et pour cette affaire, Madame Maud BODKIN est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le **16 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **22 JAN. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **18 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant modification des membres
du Comité Technique de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections de mars 2014,
- Vu la délibération du Conseil de communauté n° 12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu l'arrêté n° A2017-218 du 26 septembre 2017 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 4 décembre 2014,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2017-262 du 3 novembre 2017 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

Comité Technique

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
Titulaires Mme Régine ILLAIRE, Présidente M. Abdi EL KANDOUSSI, Titulaire Mme Rosy BUONO, Titulaire Mme Eliane LLORET, Titulaire M. Christian FINA, Titulaire M. Benoit ZENOU, Titulaire Suppléants M. Gérard CASTRE, Suppléant M. Guy BARRAL, Suppléant M. Jean-Luc COUSQUER, Suppléant Mme Chantal MARION, Suppléante M. Yves NURIT, Suppléant M. Jean-Claude HEMAIN, Suppléant	Titulaires M. Mohamed CHEBLI, Titulaire – UNSA Mme Christel BALLUET-QUINTANA, Titulaire – UNSA M. Antony FERNANDEZ, Titulaire – UNSA M. Frédéric DOLADILLE, Titulaire – FO Mme Edwige HERNANDEZ, Titulaire – FO M. Jean-Louis ESTEVE, Titulaire – SUD Suppléants M. Ichem MOGHEL, Suppléant – UNSA M. Laurent BERNARD, Suppléant – UNSA Mme Sandrine CAMPOS, Suppléante – UNSA Mme Sabine BERGUA, Suppléante – FO M. Gil BUSCAYLET, Suppléant – FO M. François FOURES, Suppléant – SUD

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.



22 JAN. 2018

Monsieur le Président

Philippe SAUREL

Publiée le : 22 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 243600017 - 20180122 - MAR 2018 - DCS - AR.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 22 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



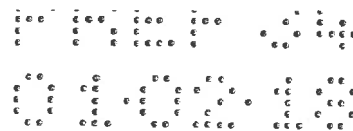
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°58**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-74 en date du 26 février 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Eric DEJEAN** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 26 février 2016, n°A2016-74, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Eric DEJEAN** né le 04 mars 1962 à Paris (75), domicilié au 17 rue Paul Valéry à Juvignac (34 990), est autorisé à stationner avec le véhicule **OPEL** type **ZAFIRA** immatriculé **ET-358-HR**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **58**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : **Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole** et **le Directeur Général des Services de la commune de MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

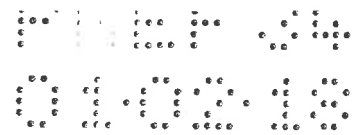
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Arrêté n° MAR2018-0008



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

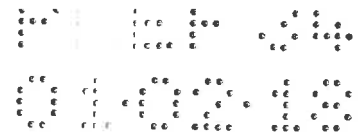
Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°7**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

Page 1 sur 3



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-67 en date du 30 mars 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur William PACHON**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 30 mars 2015, n°A2015-67, susvisé est abrogé.

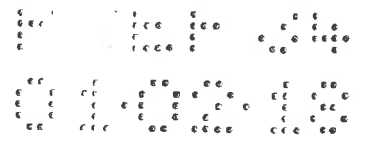
ARTICLE 2 : **Monsieur William PACHON** né le 13 mars 1956 à Montpellier (Hérault), domicilié au 1 chemin du Cammaous à Vacquières (34 270), est autorisé à stationner avec le véhicule **TOYOTA** type **PRIUS** immatriculé **AD-076-GG**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 7, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.



Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SAURE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

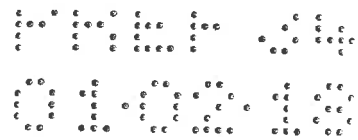
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de LATTES -
Autorisation de stationner n°4 -
Présentation d'un successeur à titre
onéreux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;



- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Lattes n°20141393 du 10 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-123 en date du 23 juin 2017 relatif à un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à **Monsieur Olivier NATIVELLE** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande formulée par la **Société METRO TAXI LATTES** pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 08 décembre 2017 au terme duquel, **Monsieur Olivier NATIVELLE** consent la présentation à titre onéreux de la **Société METRO TAXI LATTES** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de **LATTES** délivrée sous le numéro 4.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 81 562.50 €.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 23 juin 2017, n°A2017-123, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **METRO TAXI LATTES** (SIREN 829 286 236) dont le siège social est situé au 125 impasse du Pre Long à Montarnaud (34 570), est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **PASSAT** immatriculé **EM-764-PA**, sur le territoire de la commune de **LATTES** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 4, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de LATTES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SALER



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

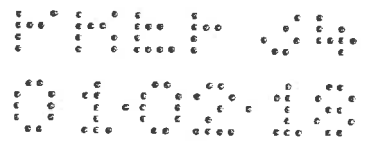
Envoi Préfecture :

01 FEV. 2018

Réception en Préfecture :

01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Arrêté n° MAR2018-0011



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

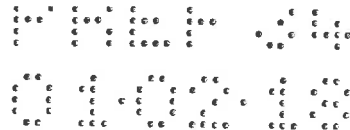
Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°3**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

Page 1 sur 3



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-240 en date du 20 novembre 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la **SARL BENOIT.M TAXICAB** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **XMONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté du 20 novembre 2015, n°A2015-240, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SARL BENOIT.M TAXICAB (SIREN 794 069 328)**, dont le siège social est situé au **11 bis chemin des Joncasses à Cournonterral (34 660)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **LANCIA** type **THEMA** immatriculé **EL-047-AM**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **3**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le **31 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 FEV. 2018**

Réception en Préfecture : **01 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



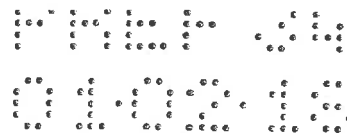
Direction des Mobilités
 Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
 Arrêtés de Montpellier
 Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
 territoire de la commune de
 MONTPELLIER "Changement de
 véhicule" - Autorisation de stationner n°10**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2013/1138/T/N en date du **03 juin 2013** relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Philippe GARBRAY** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du **03 juin 2013**, n°2013/1138/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Philippe GARBRAY** né le **04 octobre 1974** à **Montpellier (Hérault)**, domicilié au **30 impasse du Forgeron à Lunel (34 400)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **CD-375-MK**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **10**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier, le 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



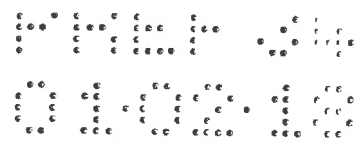
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°20**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-50 en date du 23 février 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Claude TARTAS** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 23 février 2015, n°A2015-50, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Claude TARTAS** né le 06 décembre 1952 à **Castelnaudary (Aude)**, domicilié au **13 avenue de l'Occitania à Pignan (34 570)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **508** immatriculé **EA-888-WY**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **20**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : **Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole** et **le Directeur Général des Services de la commune de MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à **Monsieur le Préfet**.

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



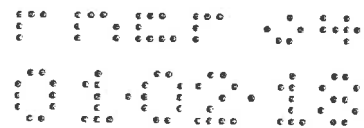
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°22**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2013/1260/T/N en date du 03 juin 2013 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Bernard FEDIERE** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 03 juin 2013, n°2013/1260/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Bernard FEDIERE** né le 24 mai 1956 à Montpellier (Hérault), domicilié au 449 route de Brissac à Agones (34 190), est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **CLASSE C** immatriculé **DE-610-HD**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **22**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

RECEVU
01 JAN 2018

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



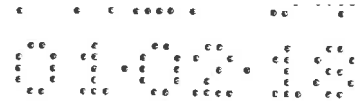
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°37**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/2540/T/N en date du 30 juillet 2014 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société **TAXI SEBASTIEN** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 30 juillet 2014, n°2014/2540/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **TAXI SEBASTIEN** (SIREN 794 369 405), dont le siège social est situé au 20 rue du jardin Colar à Lansargues (34 130), est autorisé à stationner avec le véhicule **SKODA** type **SUPER B** immatriculé **EL-926-GY**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 37, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

RECEVU
31 JAN 2018

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SAUREY



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 FEV. 2018**

Réception en Préfecture : **01 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



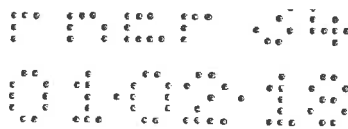
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°46**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-152 en date du 18 août 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société TAXI VMD titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de MONTPELLEIR, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 18 août 2015, n°A2015-152, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société TAXI VMD (SIREN 811 673 912), dont le siège social est situé au 46 rue des amandiers à Sète (34 200), est autorisée à stationner avec le véhicule VOLKSWAGEN type TOURAN immatriculé ES-627-HJ, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 46, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de MONTPELLIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier Méditerranée Métropole
Hérault

Montpellier, le 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 01 FEV. 2018

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Etudes Juridiques Documentation et Archives

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté désignant les agents en charge du
contrôle des concessions de gaz et
d'électricité**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU l'article L.2224-31 du Code général des collectivités territoriales,

VU les articles L.111-73 et L. 111-81 du Code de l'énergie,

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 43 transférant de plein droit aux métropoles la compétence relative aux concessions de distribution publique de gaz et d'électricité,

VU le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26 décembre 2014 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole ;

VU les contrats passés entre Montpellier Méditerranée Métropole, autorité concédante, et ENEDIS / EDF pour la concession de distribution publique d'électricité,

VU les contrats passés entre Montpellier Méditerranée Métropole, autorité concédante, et GRDF pour la concession de distribution publique du gaz,


CONSIDERANT que le Président Montpellier Méditerranée Métropole doit désigner les agents en charge du contrôle des concessions de gaz et d'électricité,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les agents de Montpellier Méditerranée Métropole ci-dessous nominativement désignés sont en charge du contrôle des concessions de distribution publique de gaz et d'électricité :

Prénom / Nom	Fonction	Direction de Montpellier Méditerranée Métropole
Isabelle Le Vannier	Directrice	Direction Transition Energétique et Ecologique
Delphine Baus	Chef de service Transition Energétique	Direction Transition Energétique et Ecologique
Caroline Knapp	Directrice adjointe	Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion
Valérie Vicente	Contrôleuse de gestion externe	Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 JAN. 2018
Monsieur le Président
 SAUREL

Publiée le :

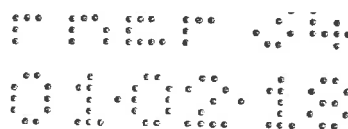
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire N° 034-243400077 - 20180119-1A2405-0017-AU.

Envoi Préfecture : 19 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 19 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Arrêté n° MAR2018-0018



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

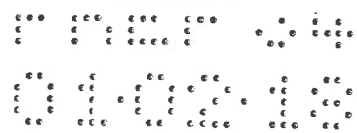
Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°47**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

Page 1 sur 3



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 23 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-82 en date du 26 février 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la **SARL TAXI EVASION** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 26 février 2016, n°A2016-82, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SARL TAXI EVASION (SIREN 811 429 398)**, dont le siège social est situé au **12 rue Castillon à Sète (34 200)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **CLASSE C** immatriculé **EQ-036-TZ**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **47**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

RECEVU
01 JAN 2018

Montpellier, le . 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



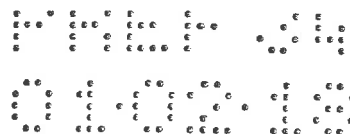
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°98**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-315 en date du 05 septembre 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Franck VIDAL** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 05 septembre 2016, n°A2016-315, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Franck VIDAL** né le 13 juin 1969 à Montpellier (Hérault), domicilié au 6 rue Eugène Belgrand à Grabels (34 790), est autorisé à stationner avec le véhicule **FORD** type **MONDEO** immatriculé **EG-563-XO**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **98**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier Méditerranée Métropole
Hérault

Montpellier, le 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Arrêté n° MAR2018-0020



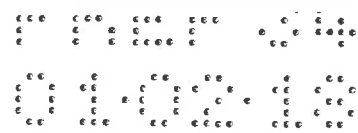
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°107**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;



- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2013/1324/T/N en date du **12 juin 2013** relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Abdelrhani ELHAJOU**I titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du **12 juin 2013**, n°2013/1324/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Abdelrhani ELHAJOU**I né le **17 mai 1966** à **Meknes (Maroc)**, domicilié au **1180 avenue d'Heidelberg** à **Montpellier (34 080)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **ESPACE** immatriculé **ER-003-TP**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **107**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



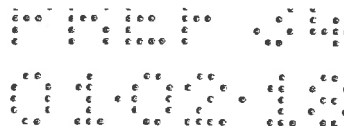
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de PEROLS
"Changement de véhicule" - Autorisation
de stationner n°6**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-210 en date du 05 octobre 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur David DEDIEU** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **PEROLS**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 05 octobre 2015, n°A2015-210, susvisé est abrogé.

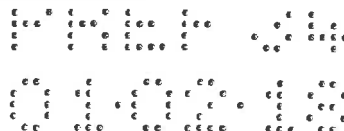
ARTICLE 2 : **Monsieur David DEDIEU** né le 14 avril 1976 à Sète (Hérault), domicilié au 2 rue Louise Michel, résidence Domaine des Guilhem A10 au Crès (34 920), est autorisé à stationner avec le véhicule BMW type série X immatriculé ED-612-AJ, sur le territoire de la commune de **PEROLS** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation de stationner n°5 sur l'emprise de l'aéroport de MONTPELLIER MEDITERRANEE, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 6, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.



ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **PEROLS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe DUREL



Publiée le :

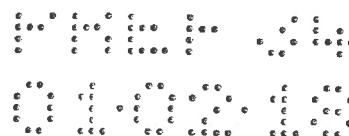
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Arrêté n° MAR2018-0022



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

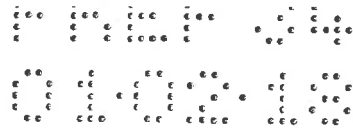
Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°72**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

Page 1 sur 3



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-276 en date du 25 juillet 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société **FOGUES TAXI** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 25 juillet 2016, n°A2016-276, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **TAXI FOGUES (SIREN 509 121 752)**, dont le siège social est situé au **20 bis boulevard Berthelot à Montpellier (34 000)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **AUDI** type série **A4** immatriculé **DP-006-SF**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **72**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

RECEVU
LE 31 JAN 2018

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



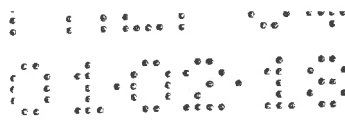
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
BAILLARGUES "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Baillargues n°2014-411 du 14 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-160 en date du 31 juillet 2017 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Idriss TOUALABI** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **BAILLARGUES**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 31 juillet 2017, n°A2017-160, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Idriss TOUALABI** né le 23 mai 1965 à Fès (Maroc), domicilié rue de l'alouette, bât D, apt 50 à Baillargues (34 670), est autorisé à stationner avec le véhicule KIA type M10K1AVP001D412 immatriculé DM-605-ZO, sur le territoire de la commune de BAILLARGUES dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de BAILLARGUES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier Méditerranée Métropole
Hérault

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SAUREL



Publiée le :

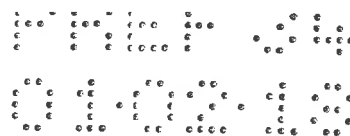
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Arrêté n° MAR2018-0024



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°61

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2013/0392/T/N en date du 18 mars 2013 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Eric MARTINEZ** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

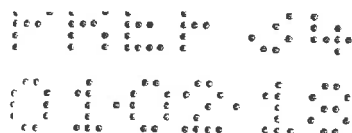
ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 18 mars 2013, n°2013/0392/T/N, sus-visé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Eric MARTINEZ** né le 16 mai 1960 à **Mostaganem (Algérie)**, domicilié au 15 rue de la porte Saint Laurent à **Villeneuve-lès-Maguelone (34 750)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **BMW** type série 5 immatriculé **AS-632-ZL**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **61**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.



ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°99**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°349/2012 en date du 26 novembre 2012 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Denis MAIROT** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 26 novembre 2012, n°349/2012, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Denis MAIROT** né le 17 décembre 1950 à Valdahon (Doubs), domicilié au 181 rue Joseph Delteil à Mauguio (34 130), est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type 5008 immatriculé **BR-409-VB**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 99, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 FEV. 2018

Réception en Préfecture :

01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°118**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2013/1273/T/N en date du 04 juin 2013 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Thierry LANDRIEUX** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 04 juin 2013, n°2013/1273/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Thierry LANDRIEUX** né le 27 janvier 1963 à Creil (Oise), domicilié au 15 rue Jean Offenbach à Fabrègues (34 690), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **TALISMAN** immatriculé **ER-717-SP**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **118**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le **31 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 FEV. 2018

Réception en Préfecture :

01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



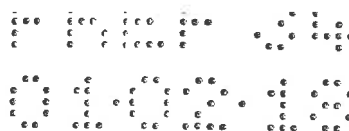
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°121**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;



- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-105 en date du 15 mai 2017 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Thierry ZERBIB** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 15 mai 2017, n°2017-105, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Thierry ZERBIB** né le 24 septembre 1969 à Villejuif (Val-de-Marne), domicilié au 815 avenue Maurice et Marguerite Vidier à Vedène (84 270), est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **EXPERT TRAVELLER** immatriculé **EK-577-KD**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **121**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le **31, JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 FEV. 2018**

Réception en Préfecture : **01 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



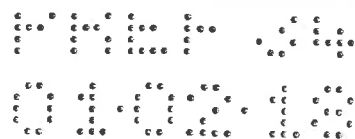
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°122**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;



- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-149 en date du 29 septembre 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Daniel SMOLINSKI** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 29 septembre 2015, n°A2015-149, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Daniel SMOLINSKI** né le 03 janvier 1950 à Pecquencourt (Nord), domicilié au 591 Hameau de Sauviac à Claret (34 270), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **EE-124-GB**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **122**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le **31 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREM



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 FEV. 2018**

Réception en Préfecture : **01 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

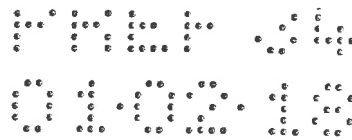
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°128**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;



- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/2537/T/N en date du 30 juillet 2014 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Luc LOPEZ** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 30 juillet 2014, n°2014/2537/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Luc LOPEZ** né le 27 avril 1957 à Arles (Bouches-du-Rhône), domicilié au 8 rue Voltaire à Pérols (34 470), est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **EXPERT** immatriculé **DS-568-LM**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **128**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

PREF 34
010218

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



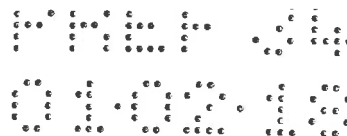
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de PEROLS
"Changement de véhicule" - Autorisation
de stationner n°10**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-53 en date du 07 janvier 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur José CHICHE** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **PEROLS**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 07 janvier 2016, n°A2016-53, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur José CHICHE** né le 12 août 1956 à Montpellier (Hérault), domicilié au 302 avenue Robert Fages à la Grande Motte (34 280), est autorisé à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **DS 5** immatriculé **EL-896-DV**, sur le territoire de la commune de **PEROLS** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation de stationner n°8 sur l'emprise de l'aéroport de MONTPELLIER MEDITERRANEE, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **10**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

PEROLS

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de PEROLS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 FEV. 2018

Réception en Préfecture :

01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



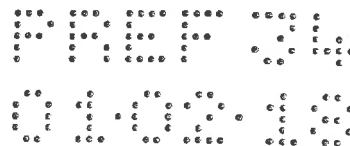
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°82**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2013/2758/T/N en date du 18 novembre 2013 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Pierre ZERBIB** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 18 novembre 2013, n°2013/2758/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Pierre ZERBIB** né le 28 janvier 1955 à Constantine (Algérie), domicilié au 9 rue de Nazareth à Montpellier (34 090), est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type E 220 immatriculé **EJ-739-GG**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 82, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

PRÉFET
DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



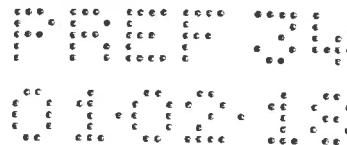
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°101**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;



- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-283 en date du 25 juillet 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Liliane ZANFINI** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 25 juillet 2016, n°A2016-283, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Liliane ROUGER épouse ZANFINI née le 03 avril 1945 à Florac (Lozère)**, domicilié au **2459 rue de Bionne à Montpellier (34 070)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **BK-178-JK**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **101**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.



Direction des Mobilités
 Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
 Arrêtés de Montpellier
 Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
 territoire de la commune de
 MONTPELLIER "Changement de
 véhicule" - Autorisation de stationner n°48**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-100 en date du 15 mai 2017 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Yann THIRIET** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 15 mai 2017, n°A2017-100, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Yann THIRIET** né le 08 octobre 1971 à Lyon (Rhône), domicilié au 38 rue du four à Claret (34 270), est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **CLASSE E** immatriculé **AG-471-OS**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **48**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

PRÉFET
DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Montpellier, le 31 JAN. 2018
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

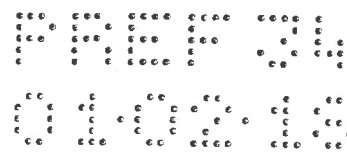
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
 territoire de la commune de
 MONTPELLIER "Changement de
 véhicule" - Autorisation de stationner
 n°131**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;



- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-69 en date du 30 mars 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Cédric FEDIERE** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 30 mars 2015, n°A2015-69, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Cédric FEDIERE** né le 06 octobre 1980 à Montpellier (Hérault), domicilié au 30 place Floran Tristan à Montarnaud (34 570), est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **CLASSE C BREAK** immatriculé **DT-513-RM**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 131, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le
Monsieur le Président

31 JAN. 2018

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

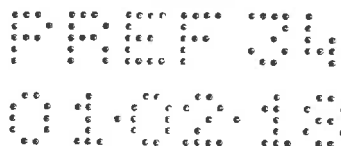
Envoi Préfecture :

01 FEV. 2018

Réception en Préfecture :

01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Arrêté n° MAR2018-0035



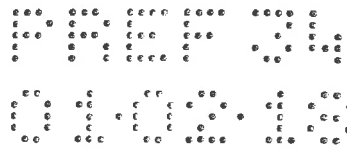
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER - Autorisation n°93 -
Présentation d'un successeur à titre
onéreux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;



- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-102 en date du 15 mai 2017 relatif à un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à **Monsieur Robert Baldous** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande formulée par la **SASU ATHENA TAXI** pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 26 octobre 2017 au terme duquel, **Monsieur Robert Baldous** consent la présentation à titre onéreux de la **SASU ATHENA TAXI** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de MONTPELLIER délivrée sous le n° 93.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 150 000 €.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 15 mai 2017, n°A2017-102, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SASU ATHENA TAXI** (SIREN 831 701 198) dont le siège social est situé au 151 rue Pierre Cardenal à Montpellier (34 080), est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C5** immatriculé **AX-105-LD**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **93**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,

Préfet 34
010219

- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

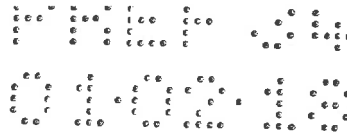
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 01 FEV. 2018

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Arrêté n° MAR2018-0036



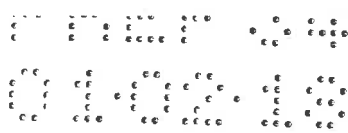
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de JACOU -
Autorisation n°2 - Présentation d'un
successeur à titre onéreux

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de Jacou n°041/R/2014 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-259 en date du 24 décembre 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à la **SARL TAXI INDIGO** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande formulée par **Madame Marie-Thérèse ALBERGUCCI** pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 22 décembre 2017 au terme duquel, la **SARL TAXI INDIGO** consent la présentation à titre onéreux de **Madame Marie-Thérèse ALBERGUCCI** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de JACOU délivrée sous le numéro 2.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 80 000 €.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 24 décembre 2015, n°A2015-259, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Marie-Thérèse ALBERGUCCI** née le 25 juin 1958 à Saint Nicolas de la Grave (Tarn et Garonne), domiciliée au 544 rue Fra Angelico, Résidence Camille Claudel à Montpellier (34 000), est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **PASSAT** immatriculé **EA-938-XK**, sur le territoire de la commune de JACOU dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,

Préfet de
Hérault

- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de JACOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le **31 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 FEV. 2018**

Réception en Préfecture : **01 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



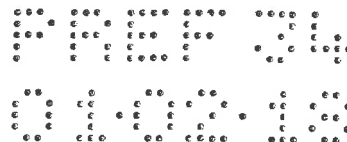
Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
VENDARGUES - Autorisation n°3 -
Présentation d'un successeur à titre
onéreux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;



- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Vendargues n°669/2014 du 14 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-119 en date du 05 avril 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à **Monsieur Michel SARAGOSSA** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande formulée par la **SASU AREV** pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 03 janvier 2018 au terme duquel, **Monsieur Michel SARAGOSSA** consent la présentation à titre onéreux de la **SASU AREV** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de **VENDARGUES** délivrée sous le numéro 3.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 70 000 €.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 05 avril 2016, n°A2016-119, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SASU AREV** (SIREN 818 484 313) dont le siège social est situé au 75 rue Le Caravage à Montpellier (34 000), est autorisée à stationner avec le véhicule **SKODA** type **SUPERB** immatriculé **CT-315-GH**, sur le territoire de la commune de **VENDARGUES** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,

- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **VENDRAGUES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le **31 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 FEV. 2018

Réception en Préfecture :

01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
VILLENUEVE LES MAGUELONE -
Autorisation n°1 - Présentation d'un
successeur à titre onéreux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone n°2014ARR351 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone n°2013ARR113 en date du 26 avril 2013 relatif à un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à **Monsieur Jean-François LAMBERT** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande formulée par la **SARL TAXI INDIGO** pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 17 novembre 2017 au terme duquel, **Monsieur Jean-François LAMBERT** consent la présentation à titre onéreux de la **SARL TAXI INDIGO** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de **VILLENEUVE-LES-MAGUELONE** délivrée sous le numéro 1.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 65 000 €.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone du 26 avril 2013, n°2013ARR113, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SARL TAXI INDIGO** (SIREN 529 545 741) dont le siège social est situé au 266 rue Buffon à Montpellier (34 070), est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type C4 PICASSO immatriculé **DX-802-TO**, sur le territoire de la commune de **VILLENEUVE-LES-MAGUELONE** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 1, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **VILLENEUVE-LES-MAGUELONE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le **31 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 FEV. 2018

Réception en Préfecture :

01 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction à Madame
Stéphanie JANNIN, 2ème Vice-présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1ère Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté A2017-298 du 4 décembre 2017 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN est abrogé.

ARTICLE 2 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines du Développement et de l'Aménagement durable du territoire, de l'Habitat (notamment la réhabilitation thermique des copropriétés) et de l'Espace public.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1er, Madame Stéphanie JANNIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs ; à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Stéphanie JANNIN n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie JANNIN et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **29 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAURIN



Publiée le : **29 JAN. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180129

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **29 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au
Département du Développement et de
l'Aménagement Durables du Territoire
(DDADT)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme du département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) approuvé en comité technique du 20 décembre 2017,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) est composé de :

- La Mission Cité intelligente,
- La Mission Espace Public,
- La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'information (DICOSIG),
- La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE),
- La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT),
- La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHaPar),
- La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI),
- La Direction Urbanisme Appliqué (DUA),
- La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST),
- La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU).

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Rémy AILLERET, Directeur Adjoint du DDADT.

En cas d'absence concomitante de Messieurs Yves NURIT et Rémy AILLERET, les délégations ci-dessus sont accordées à Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Madame Hélène ROUSSEL, directrice de la Mission Cité intelligente, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3: Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4: Monsieur Fabien BLASCO, directeur de la Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'information (DICOSIG), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Marc APARICIO, responsable du service SIG Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

ARTICLE 5: Madame Isabelle LE VANNIER, directrice de la Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5-1 : Madame Delphine BAUS, chef de service, responsable du Pôle Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

ARTICLE 6 : Madame Caroline FRIOL, directrice de la Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6-1 : Monsieur Vincent MEYER, chef du service Déplacements/ Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent MEYER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

ARTICLE 6-2 : Monsieur Alban FILIPIAK, chef du service Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

ARTICLE 7 : Monsieur Bruno LE ROY, Directeur de la Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres :

- délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-1 : Monsieur Grégory FAYE, chef du service Programmation et développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

ARTICLE 7-2 : Madame Stéphanie DELBREL, chef du service Gestion sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

ARTICLE 7-3 : Monsieur Matthieu THEET, chef du service Gens du voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

ARTICLE 8 : Madame Emmanuelle DI GRAZIA, Directrice de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8-1 : Madame Sophie TARDIVEL, chef du service Stratégie et Opérations foncières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

ARTICLE 8-2 : Madame Patricia BOURRAT, chef du service Foncier Espaces publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

ARTICLE 9 : Monsieur Yves CHAUSSOUY, Directeur de la Direction Urbanisme Appliqué (DUA), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bernard ROUVIER, Directeur adjoint.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, Directeur, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9-1 : Madame Nathalie BELVEZE, chef du service Droits des sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

ARTICLE 9-2 : Monsieur Bernard ROUVIER, chef du service Droit des sols Montpellier, Directeur adjoint de l'Urbanisme Appliqué, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard ROUVIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

ARTICLE 10 : Monsieur Eric GOMEZ, Directeur de la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres :

- délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 10-1 : Monsieur Bertrand SAUTRE, chef du service Aménagement et réinvestissement économiques et urbains, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

ARTICLE 11 : Madame Sylvie MAHOT, Directrice de la Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres :

- délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-

cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11-1 : Monsieur Nicolas PICCININ, chef du service Montpellier Territoires Est et Nord, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

ARTICLE 11-2 : Madame Hélène REDER, chef du service Montpellier Territoires Ouest et Sud, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **29 JAN. 2018**
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **29 JAN. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180129

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **29 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.